

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1928.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du conseil des mines, des députations permanentes, des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que des officiers ingénieurs des fabrications militaires et du personnel de l'enseignement supérieur ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾ PAR M. MARCK.

1

Considérations générales.

MESSEURS,

Au seuil de ses travaux, votre section centrale s'est attachée à rechercher le caractère et à préciser la portée de ce projet de loi.

Elle est arrivée bien vite à cette conclusion qu'il s'agit ici d'une loi de péréquation — simple loi de finance, excluant toute refonte organique.

La pensée du Gouvernement se dégage nettement de cette phrase liminaire de l'Exposé des motifs : « La stabilisation monétaire étant un fait que l'on peut tenir pour définitivement acquis, le Gouvernement a jugé opportun de stabiliser les ressources professionnelles du personnel payé par l'État et d'en revenir au régime qui existait avant la guerre. »

Si le moindre doute pouvait subsister sur le caractère de la mesure réclamée de la Législature, il serait bientôt levé grâce à la confrontation de la loi proposée avec sa devancière dont elle est d'ailleurs appelée à prendre place.

Identique dans son intitulé, elle l'est également dans les motifs qui l'ont dictée, puisqu'aussi bien c'est l'avalissement de notre monnaie qui, dans ce cas comme dans le précédent, a donné lieu à son élaboration.

* * *

Ce caractère du projet de loi nous oblige à suivre strictement certaines règles dans la fixation du nouveau barème des traitements.

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 57.

⁽²⁾ La Section centrale était composée de MM. Hallet, président, Melckmans, Poncelet, Marck, Vande Vyvere, Standaert et De Winde.

Mais rappelons tout d'abord quelques précédents législatifs qui nous fournissent des indications utiles sur ce point.

A la séance de la Chambre des Représentants du 12 février 1925 (*Ann. Parl.* p. 567 et 568), MM. Franck et le Ministre de la Justice Masson mirent en lumière qu'une loi de péréquation, simple loi de finance, ne pouvait être l'occasion d'aucune modification organique, celle-ci portât-elle seulement sur les traitements.

A la faveur de la question préalable, ils firent repousser un amendement qui tendait à réaliser ce dernier objectif. M. le Président Brunet écarta ensuite deux autres amendements similaires (même séance, p. 570).

Cette question de procédure avait déjà antérieurement été débattue et résolue dans le même sens. Lors de la discussion de la loi du 31 juillet 1920, la section centrale, ainsi qu'en témoigne le rapport de M. Tschoffen (*Doc. Parl.*, Chambre des Représentants, 1919-1920, p. 882), guidée par le même scrupule, rejeta, comme sortant du cadre de la loi, certaine réforme organique quoique suggérée par la commission consultative.

A la Chambre même, M. le Président Brunet déclara non recevable un amendement du même genre (Chambre des Repr., session 1919-1920, séance du 3 juin 1920).

Le remarquable rapport de la première section de la Commission pour l'étude de la péréquation des traitements de 1924, dû à la plume de M. le Conseiller à la Cour de cassation De Haene (*J. Trib.* 1924, n° 2984), traite également de façon lumineuse cet aspect de la question.

Après avoir constaté que le plan suivi par la Commission lui avait été tracé par le Gouvernement lui-même, il s'exprime ensuite comme suit :

« L'augmentation des traitements est plus apparente que réelle et n'est qu'un ajustement du barème ancien à un ordre économique nouveau, où de nouveaux étalons monétaires régissent l'échelle des valeurs et où les chiffres ne parlent plus le langage de jadis.

» Ayant pour seule mission d'établir un nouveau barème de traitements dans le cadre des lois en vigueur, elle (la Commission) n'a porté son souci que sur ce barème.

» La situation exige aujourd'hui une mesure expéditive, encadrée dans les lois en vigueur et un simple ajustement des traitements anciens aux conditions économiques nouvelles. »

Etant donné l'esprit dans lequel elle est conçue, la future loi devra être figée dans le moule des lois organiques, puisqu'elle est destinée à devenir partie intégrante du droit commun et à être substituée à la loi éphémère de 1925.

. . .

En fait, c'est à peu près un problème de mathématique qui nous est posé. Nous devons faire une répartition d'une somme disponible entre les appointés de l'État. Cette opération ne peut être régie par l'arbitraire. Elle doit être effectuée d'après une formule générale assurant, autant que possible, un partage au marc le franc.

Le débat ne saurait donc dégénérer en une sorte de marché où chacun essaierait d'emporter le gros morceau.

Ce serait ouvrir des brèches dans le système de la péréquation que de prêter

l'oreille à n'importe quelle récrimination — quelque impressionnante soit-elle — qui ne procède pas exclusivement de la justice distributive.

Si les lois organiques ne sont plus à la hauteur des besoins, il faut les modifier directement et sans détours. Aujourd'hui il convient de se borner à la réadaptation pure et simple des traitements organiques, la Chambre n'étant — tout au moins en ce moment — pas appelée à peser les mérites respectifs du personnel de l'État et à décider si les traitements des divers ordres doivent obéir ou non à des règles différentes ou si, dans un même ordre, l'échelle des traitements établie mérite d'être remaniée. Questions délicates, d'ailleurs, s'il en fût et hérissées de difficultés et auxquelles il serait dangereux de donner des solutions fragmentaires qui mettraient en péril toute l'économie d'un régime.

L'expérience a prouvé qu'en touchant à un rouage on faussait le mécanisme tout entier. Ce fut le cas pour certaines assimilations de classes improvisées par une loi semi-organique et dont d'aucuns ont pris sujet depuis lors pour réclamer des traitements analogues.

Lorsqu'il s'agira — un jour que nous souhaitons prochain — d'aborder cet objet complexe, il y aura lieu sans doute d'en faire l'étude avec prudence, mais sans que la tradition doive imposer une cristallisation ennemie de toute adaptation aux conceptions d'une organisation administrative sans cesse en voie de transformation,

* * *

La section centrale a procédé à l'examen minutieux de tout le cahier des demandes qui lui sont parvenues. Elle y a trouvé des critiques d'ordre organique et d'autres adéquates au sujet en discussion.

Ne pouvant — quelque regret qu'elle en ait parfois éprouvé — accueillir aucune réclamation qui tendait à remettre en question les bases consacrées par les lois fondamentales, elle a, par contre, en conformité même de sa décision et pour obéir à ces lois, opéré des rajustements ou des mises au point rendus nécessaires par des violations de la loi organique.

Le Gouvernement a, lui-même, rendu hommage au principe des droits garantis par des lois antérieures en insérant dans son projet un chapitre IX destiné, dit-il, « à assurer le maintien des situations existantes ou, si l'on préfère le respect des droits acquis ».

Une série de revendications sont basées sur des comparaisons empruntées à l'arrêté royal du 16 décembre 1927 relatif aux fonctionnaires de l'ordre administratif. Destinées à appuyer des revisions organiques — les assimilations sont du nombre — ces comparaisons, même pertinentes, sont actuellement dénuées de tout effet, encore qu'elles viseraient des modifications récentes. Il a été, en effet, loisible au pouvoir exécutif — mêlant le problème organique au problème financier — d'opérer celles-ci dans un domaine où il agit en maître souverain.

Cette équivalence (ou ce parallélisme) ne saurait toutefois être méconnue lorsque, se plaçant simplement sous l'angle de la péréquation, les intéressés postulent, de façon générale, une distribution égalitaire des crédits réservés à cette opération. C'est pourquoi la section centrale, après qu'elle se fut rendue compte qu'une inégale répartition y avait, en effet, parfois présidé, s'est efforcée de corriger le projet du Gouvernement dans certains cas.

Soucieuse de se mouvoir exclusivement dans le cadre d'une loi de péréquation, la section centrale n'a cependant pas entendu critiquer le Gouvernement à propos

de légères infractions à la règle, qui, tout en favorisant les intéressés, n'entament point les principes organiques et ne compromettent pas la hiérarchie des traitements établies.

. * .

La section centrale a cherché à se documenter sur les éléments adoptés par le Gouvernement dans l'élaboration des différents barèmes. Elle a sollicité, à cet effet, la communication des procès-verbaux de la Commission de péréquation. Le Gouvernement n'a pas cru devoir accéder à cette demande, sous prétexte « qu'il n'était pas d'usage de communiquer les procès-verbaux des commissions dont le travail a pour but d'éclairer le Gouvernement en vue de la présentation d'arrêtés royaux ou du dépôt de projets de loi ».

La section centrale se voit obligée de faire des réserves au sujet de la fin de non-recevoir qui lui a été opposée. Il est avéré qu'en 1925, la Chambre a eu connaissance du rapport de la Commission de l'Ordre judiciaire rédigé par M. le conseiller à la Cour de Cassation de Haene et qui fut même diffusé par la voie de la presse. On trouve trace également dans les documents parlementaires de 1920 du rapport que rédigea, à cette époque, au nom de la Commission consultative, M. le conseiller Pouillet. Si l'on remonte plus haut, on découvre encore, à propos des projets de loi d'organisation judiciaire de 1832 et de 1869, que le Parlement fut mis en possession des études préliminaires. Enfin un rapport d'une sous-commission de 1920 — celle qui s'est occupée du traitement des receveurs — a été imprimé et vendu en librairie.

. . .

La section centrale s'est ainsi trouvée dans la nécessité de se servir d'éléments de fortune. Elle a adopté comme première règle qu'il fallait édifier une œuvre harmonique, en faisant pour les uns ce qu'on faisait pour les autres. Impuissante à obtenir l'application intégrale de cette règle, elle s'est livrée à une comparaison d'ensemble des méthodes suivies pour les deux ordres d'intéressés. Elle a étudié la situation que créait, à la généralité des traitements, l'opération de multiplication selon la formule générale indiquée dans l'Exposé des motifs. Elle a ensuite essayé de remédier à l'insuffisance des traitements proposés pour certaines catégories et qui dérivent soit de l'emploi d'un multiplicateur inférieur à celui des autres, soit d'une inégale adaptation des augmentations périodiques.

Entre membres d'un même groupe d'intéressés, formant l'objet d'un chapitre spécial du projet, elle a, en vue d'aboutir à une solution logique et équitable pour tous, eu recours, à défaut d'autres renseignements, aux indications fournies par les chiffres mêmes établis par le Gouvernement. Les directives qu'elle a ainsi adoptées, commandées toutes par les principes de la justice distributive sont les suivantes :

1° Identité, dans le nouveau barème, de traitements organiquement identiques. Adoption, à cet effet, pour ces différents traitements, du chiffre du traitement le plus favorisé par le projet gouvernemental ;

2° Application du même multiplicateur — le plus favorable — pour l'établissement du nouveau traitement de base des fonctionnaires du même grade mais ayant cependant un inégal traitement organique ;

3° Continuation, comme par le passé, de la compression concordante imposée à certains traitements élevés.

C'est sous l'égide de ces principes que nous passerons à l'examen du barème de chaque groupe d'intéressés.

CHAPITRE 1^{er} DU PROJET

Ordre judiciaire.

L'Exposé des motifs porte que : « Dans l'ensemble de son travail, le Gouvernement a pris comme point de départ et comme point de repère les 7/3 des traitements fixes de 1924. »

Cette proposition, vraie pour les fonctionnaires et employés de l'Administration centrale de la justice, dont les traitements nouveaux dépassent même le total ainsi obtenu parfois jusqu'à concurrence de 5,000 francs — sauf pour trois espèces d'employés subalternes — est contredite formellement par les chiffres pour ce qui concerne l'ordre judiciaire. Tous les traitements y restent au-dessous de la formule exprimée, par sommes variant entre 500 et 6,000 francs. Deux catégories seulement de traitements de membres de nos cours et de nos tribunaux de 1^{re} instance doivent en être exceptées :

1° Les présidents de chambre et premiers avocats généraux des Cours d'appel, les présidents et procureurs du Roi des tribunaux de 1^{re} classe et les référendaires de la 1^{re} classe.

2° Les vice-présidents des tribunaux de 2^e classe.

(Nous montrerons ci-après que le projet — tout comme en 1925 — a mis à la base du barème nouveau les traitements tels qu'ils ont été fixés par la loi votée en 1914.)

Il a donc été nécessaire de se livrer à une analyse comparée des deux éléments — traitement de base et majorations périodiques — qui entrent dans la composition du traitement fixe de chaque ordre.

A. — TRAITEMENT DE BASE.

I. — *Ordre administratif.*

La formule 7/3 est dépassée pour tous (les chefs de bureaux exceptés) à concurrence d'une somme variant entre 300 et 5,400 francs.

II. — *Ordre judiciaire.*

Sauf pour les magistrats de la Cour de cassation et les premiers présidents et procureurs généraux des Cours d'appel, la formule 7/3 est excédée dans des proportions allant de 1,200 à 6,200 francs. Le multiplicateur est parfois plus élevé que dans l'ordre administratif.

B. — AUGMENTATIONS PÉRIODIQUES.

I. — *Ordre administratif.*

Le coefficient de majoration est, en règle générale, de 2, 2 1/2 et jusque 2,80, tout au moins dans le cadre du personnel ayant rang de fonctionnaire ; pour le secrétaire général seul, il n'est que de 1,66.

II. — *Ordre judiciaire.*

Ici le coefficient de majoration est invariablement de 1.5.

* *

1° Dans l'ordre administratif, à chaque grade correspond une nouvelle série d'augmentations périodiques.

Dans l'ordre judiciaire, il n'existe, pour la durée de toute une carrière, qu'un cycle d'augmentations unique.

2° Dans l'ordre administratif, les augmentations se chiffrent, dans chaque grade, par un total de 14,000, 15,000, 16,000 jusque 18,000 francs (uniquement pour le secrétaire général elles ne sont que de 10,000 francs).

Dans l'ordre judiciaire, les augmentations sont immuablement d'un montant de 9,000 francs seulement.

3° Dans l'ordre administratif, le maximum est, en règle générale, atteint après 10 ans, parfois après 8 ans, parfois après 6 ans, parfois même après 5 ans.

Dans l'ordre judiciaire, le maximum n'est obtenu qu'après 18 ans lorsqu'il s'agit des magistrats, après 30 ans lorsqu'il s'agit des greffiers.

4° Dans l'ordre administratif, les augmentations sont tantôt biennales, tantôt triennales.

Dans l'ordre judiciaire, ces augmentations sont toujours triennales.

5° Dans l'ordre administratif, les majorations sont, à partir du grade de chef de bureau de 2,500, 3,000, 3,250, 4,000 et 5,000 francs.

Dans l'ordre judiciaire, les majorations proposées ne sont que de 1,500 francs pour les magistrats et de 900 francs pour les greffiers.

* *

Les membres de l'ordre judiciaire gardent, en cas de nouvelle nomination, les augmentations antérieurement acquises ; les fonctionnaires du ministère de la justice ne jouissent théoriquement pas de cet avantage. Il importe cependant de remarquer que, dans ce dernier ordre, le traitement maximum d'un grade, par une disposition ingénieuse, y est en général, de 3 à 4,000 plus élevé que le traitement initial du grade immédiatement supérieur. Le sous-chef de bureau finit à 34,000 francs, alors que le chef de bureau ne débute qu'à 30,000 francs. Le chef de bureau va jusque 44,000 francs, tandis que le sous-directeur ne commence qu'au traitement de 40,000 francs et termine avec 54,000 francs, alors que le traitement initial du directeur n'est que de 50,000 francs, etc. Or, l'agent promu conserve le bénéfice de l'excédent et le traitement maximum d'un grade est, en général, atteint après dix ans, parfois après 8 ans, parfois après 6 ans, parfois après 5 ans — le plus souvent donc avant l'élévation en grade.

* *

Etant donné que la similitude a été respectée — tout au moins approximativement — pour les traitements de base des deux ordres, on peut s'en tenir sur ce point à la formule gouvernementale, sous réserve cependant des redressements rendus nécessaires par l'emploi de coefficients différents pour des traitements organiquement équivalents ou proportionnels et que nous signalerons ci-après.

L'inégalité systématique dans l'octroi des augmentations périodiques, qui ressort clairement de l'étude parallèle à laquelle nous nous sommes livrés plus haut, appelle, au profit de l'ordre judiciaire, en vue de réaliser l'égalité arithmétique, un changement dans le rythme de ces augmentations et un relèvement du total de celles-ci. Il semble bien que, s'agissant de cet ordre, on ait perdu de vue que l'indemnité mobile de la loi de 1925 — et qu'on supprime — était en fonction non seulement du traitement de base mais de celui-ci augmenté des majorations périodiques.

La section centrale propose les modifications suivantes :

- 1° Porter le total des augmentations de 9,000 à 13,000 francs ;
- 2° Permettre aux membres de l'ordre judiciaire d'atteindre ce total après 18 ans de service ;
- 3° Fixer les augmentations comme suit :
 - a) Quatre augmentations triennales de 2,000 francs (les premières) ;
 - b) Deux augmentations triennales de 2,500 francs (les dernières).

L'examen de carrières-types dans les deux ordres permettait à la section centrale d'être plus large encore. En effet, elle a découvert des situations qui étaient absolument identiques en 1925 ; même traitement de base et même traitement de fin de carrière.

C'est le cas pour le juge ou le substitut du tribunal de la première classe, comparé à l'inspecteur du Ministère de la Justice.

C'est également le cas pour le juge ou le substitut du tribunal de la deuxième classe, comparé au sous-directeur au Ministère de la Justice.

Débutant, tous deux, aujourd'hui encore, avec le même traitement de base, l'inspecteur arrivera cependant à une fin de carrière, après 12 ans, qui dépasse de 7,000 francs celle du juge ou du substitut de la première classe.

Débutant également tous les deux dans les mêmes conditions, le sous-directeur, de son côté, atteindra, au bout de 10 ans, un traitement maximum supérieur de 5,000 francs à celui du juge ou du substitut de la deuxième classe.

Nos propositions s'étendent à tous les membres de l'ordre judiciaire sans distinction.

Le Gouvernement, dans son exposé des motifs, reconnaît l'emploi d'une formule unique.

Celle-ci — une formule égalitaire — est de l'essence de la péréquation où l'équité consiste à pondérer les droits de chacun sans lésion pour personne.

L'ajustement a lieu, d'ailleurs, à raison de la dévaluation du franc à 175, qui a atteint tout le monde dans la même mesure. Et elle se fait suivant le régime organique. Or, celui-ci consacrait l'uniformité des majorations périodiques. La péréquation doit consister à traduire en monnaie stabilisée la valeur des traitements de 1914.

De tout temps, le total des augmentations périodiques fut le même pour les magistrats et pour les greffiers. Il l'est encore dans le projet du gouvernement. Seulement, la loi du 6 mars 1925 a créé une distinction défavorable aux gref-

fiers dans la durée nécessaire à l'obtention de ce total. Cette modification fut combattue à l'époque, par la section centrale dans ces termes : « Nous n'avons pas découvert les raisons qui, en cette matière, rompent le principe d'égalité qui a toujours été appliqué aux règles présidant à la fixation des traitements des membres de l'ordre judiciaire. La distinction proposée dans la fixation du taux des augmentations entre magistrats et greffiers ne nous paraît pas justifiée. Elle est contraire à la tradition et nous nous permettons de l'ajouter à l'équité ».

Ce ne fut qu'à la faveur de la question de confiance et en seconde lecture qu'elle fut admise par la Chambre et après que, sur tous les bancs, on eût formulé des réserves expresses pour l'avenir. Elle a été critiquée depuis, à juste titre, non seulement par les intéressés mais par la haute magistrature qui a prêté son appui à leurs revendications.

En 1920, la Chambre avait été également unanime, sur proposition même de la commission extraparlamentaire, à adopter la formule égalitaire dont M. Tschoffen, le rapporteur de la section centrale, souligna à l'époque « le caractère démocratique » et qui fut aussi celle d'avant-guerre (*Doc. Parl.*, 1919-1920, p. 882).

Le respect des lois organiques et des situations acquises doit faire cesser la disgrâce dont les greffiers ont été frappés en 1925.

* * *

Après avoir accordé justice ainsi à l'ordre judiciaire dans son ensemble, il nous reste à envisager quelques situations particulières. Nous avons, dans les considérations générales du rapport, exposé les raisons qui doivent faire ajourner l'examen de toutes les critiques dirigées contre l'échelle organique des traitements.

Rappelons ici cette phrase de l'Exposé des motifs de la loi, votée en 1914, sous la plume autorisée de M. le Ministre de la Justice, Carton de Wiart : « Les traitements attachés aux diverses fonctions de l'ordre judiciaire forment un ensemble dans lequel chaque traitement est proportionné à l'importance des fonctions exercées et l'on ne peut toucher à certains de ces traitements sans ébranler cet ensemble.

» Pour maintenir celui-ci dans un juste équilibre, il est donc indispensable de faire subir à tous les traitements des modifications analogues. »

La Commission de l'ordre judiciaire de 1920, présidée par M. Goddyn, le premier président actuel de la Cour de cassation, estima également que « le respect de la hiérarchie imposait le maintien de l'échelle existante des traitements », et elle fit observer que « ç'eut été, en réalité, diminuer certains traitements que de ne pas les augmenter tous dans la même mesure ».

Nous avons donc le devoir d'accueillir les réclamations qui s'appuient sur le droit commun et de redresser en conséquence les anomalies que le projet renferme relativement à certains traitements de base :

1° Les traitements de base de la loi organique (1914-1920) des premiers présidents et procureurs généraux des Cours d'appel sont les mêmes que ceux des conseillers à la Cour de cassation.

Le projet gouvernemental propose pour les premiers un traitement de 85,000 francs, tandis qu'il n'accorde que 80,000 francs aux seconds.

Par raison d'identité, il convient d'accorder aux conseillers de la Cour de cassation le même traitement qu'aux premiers présidents, et aux procureurs généraux des Cours d'appel.

Il faut ensuite affecter les traitements des autres magistrats de la Cour de cassation du même coefficient, tant par souci d'égalité que pour maintenir la hiérarchie existante. La compression de ces traitements, précédemment déjà admise et l'attribution nouvelle du bénéfice des augmentations acquises antérieurement à l'entrée à la Cour de cassation, permettent de ramener ces traitements aux chiffres suivants :

<i>Premier président et procureur général</i>	fr. 100,000
<i>Président de chambre et premier avocat général</i>	90,000
<i>Conseillers</i>	85,000
<i>Deuxièmes avocats généraux.</i>	87,000

Par contre, il n'existe aucune raison de supprimer à MM. le premier président et le procureur général de la Cour de cassation les augmentations périodiques dont ils ont joui jusqu'à présent et auxquelles les lois organiques leur donnent droit.

C'est pourquoi la section centrale propose la suppression de l'alinéa 2 de l'article 3 du projet.

2° Les traitements de base de 1914 et de 1920 des substituts des procureurs généraux, présidents et procureurs du Roi de seconde classe, des référendaires des tribunaux de seconde classe, des juges de paix de première classe sont portés à 60,000 francs.

Toutefois le traitement des greffiers en chef (cour de cassation, cour d'appel et tribunaux de première instance de la première classe), identique à ces deux époques, n'est porté qu'à 56,000 francs.

Nous proposons de modifier ce dernier chiffre en 60,000 francs.

3° Le traitement de base de 1914 et de 1920 du vice-président de tribunal de première instance de la seconde classe est porté à 51,000 francs. Celui du greffier en chef du tribunal de deuxième classe, identique cependant à ces époques, n'est que de 47,000 francs.

Nous proposons de porter ce dernier traitement à 51,000 francs.

4° Le traitement de base des référendaires adjoints des tribunaux de commerce de troisième classe est fixé à 37,000 francs.

Mais le traitement du greffier de la justice de paix de première classe et celui des greffiers à la cour de cassation et de la cour militaire, identiques en 1914 et en 1920, ne sont portés qu'à 36,000 francs,

Nous proposons d'élever ces traitements à 37,000 francs.

5° Les greffiers et greffiers à titre personnel des tribunaux de première instance de la première classe ont vu affecter leur traitement de base de 1914 du coefficient $7\frac{1}{2}$. Ce même multiplicateur, employé pour les traitements de leurs collègues des tribunaux de la seconde classe, doit faire porter le traitement de base de ces derniers de 25,000 francs à 25,500 francs.

Nous proposons pour eux le traitement de base de 25,500 francs.

Pour ces différentes catégories de greffiers, les redressements qui précèdent sont la restitution d'un droit garanti par les lois organiques, non pas l'obtention d'une faveur. Ils furent déjà proposés par la Section centrale de 1925, après qu'elle eut constaté « que les greffiers avaient été sacrifiés et que les traitements proposés en leur faveur n'avaient pas été augmentés dans la même proportion que ceux du magistrat ». Ils furent votés en première lecture par la Chambre et ce ne fut que dans les conditions signalées ci-devant que la Chambre hésita à leur donner définitivement satisfaction.

La section centrale d'aujourd'hui eut trouvé inique de ne pas accorder à ceux qui occupent le dernier échelon de l'ordre judiciaire le droit au bénéfice intégral des lois organiques qu'elle préconise pour ceux qui sont au sommet. Ce serait sinon établir une cloison étanche, qui n'existe pas dans les cadres de l'administration centrale de la justice où le coefficient d'augmentation est le même pour tous.

Au demeurant, ces différences seraient d'autant moins admissibles que, dans la plupart des cas, les préjudiciés doivent posséder des conditions de capacité : diplôme de docteur en droit ou exercice prolongé de fonctions « équivalant au grade de docteur en droit et assurant au candidat des connaissances juridiques égales à celles d'un docteur en droit (M. le Ministre de la Justice Bara, dans la discussion de la loi sur l'organisation judiciaire, Sénat, séance du 20 avril 1869. Voir également : Discus. Ch. des Représ. de la loi du 4 août 1832, séance du 5 juin 1832. Art. 26-78 et 121 loi org. jud.).

Des intéressés ont fait remarquer :

1° Que dans l'administration on peut accéder aux plus hauts grades sans justifier d'un mérite scientifique;

2° Que l'échelle organique a été établie en fonction de l'importance respective des emplois et en mettant les traitements dans un rapport exact les uns avec les autres.

La section centrale a été obligée, eu égard au caractère du projet actuel, de reconnaître que le principe d'arithmétique qui est à sa base ne saurait fléchir en l'occurrence.

* * *

L'article 2 du projet détermine les suppléments de traitement à allouer aux premiers substituts des procureurs du Roi, aux premiers référendaires adjoints des tribunaux de commerce, aux juges d'instruction et aux juges des enfants.

Premiers substituts. — Les places de premier substitut ont été créées par la loi du 21 juillet 1920. La création de ces places a été justifiée comme suit dans l'Exposé des motifs :

« Il importe à la bonne administration de la justice que l'on puisse retenir dans les parquets les plus importants du royaume, les magistrats de valeur que l'attrait de la rémunération spéciale attachée aux fonctions de juge d'instruction pourrait entraîner à solliciter une place de juge en vue de devenir un jour juge d'instruction. Il faut conserver aux procureurs du Roi les collaborateurs qui ont fait preuve des aptitudes que réclame la direction des services du parquet. L'institution de premiers substituts qui seront choisis pour un certain temps et dont le mandat sera renouvelable permettra d'atteindre ce résultat. Les premiers substituts pourront arriver à des traitements égaux à ceux des vice-présidents.

Ils pourront donc rester dans leurs fonctions jusqu'à ce que le moment soit venu pour eux d'obtenir une place de procureur du Roi ou une nomination à la Cour d'appel. »

Retenons surtout de ce qui précède — puisque c'est la question qui nous intéresse pour le moment — qu'en 1920, le Gouvernement a voulu que le premier substitut pût arriver, après un certain temps, à un traitement égal à celui de vice-président. Et la Chambre a suivi le Gouvernement ! En effet, la loi du 31 juillet 1920 accorda aux vice-présidents des tribunaux de 1^{re} classe un traitement de 15.000 francs aux premiers substituts, attachés à ces mêmes tribunaux, outre le traitement de substitut (12.000 francs), un supplément maximum de 3.000 francs. Il en est de même pour les tribunaux de 2^e et 3^e classes. Ici, les vice-présidents obtinrent un traitement de 13.000 francs et les premiers substituts un traitement de 11.000 francs plus un supplément allant jusqu'à 2.000 francs.

La loi du 6 mars 1925 porta le traitement du vice-président d'un tribunal de 1^{re} classe à 22,500 francs et le traitement du premier substitut près du même tribunal à 18,000 francs plus un supplément allant jusqu'à 4,500 francs ; elle fixa le traitement du vice-président près d'un tribunal de 2^e ou 3^e classe à 19,500 francs et le traitement du premier substitut à 16,500 francs plus un supplément allant jusqu'à 3,000 francs.

Le projet de loi n'accorde plus aux premiers substituts un supplément qui ajouté au traitement proprement dit leur permet d'arriver au traitement du vice-président. Prenons un exemple. Le projet prévoit, pour le vice-président d'un tribunal de 1^{re} classe, un traitement de 56,000 francs mais n'accorde au premier substitut près le même tribunal, outre son traitement de 44,000 francs, qu'un supplément maximum de 5,700 francs, soit au total 49,700 francs au lieu de 56,000 francs.

Nous voici donc en présence d'une revision organique qui va même à l'encontre d'un principe inscrit dans la loi de 1920 créant les places de premier substitut. Votre section centrale n'est pas d'accord au sujet de cette revision et vous propose de laisser aux premiers substituts l'avantage pleinement justifié que les lois antérieures leur ont accordé.

Premiers référendaires adjoints. — Les places de référendaires adjoints ont été créées par la loi du 3 janvier 1925. La loi du 10 août 1925 leur accorda un traitement égal à celui d'un vice-président d'un tribunal de 1^{re} classe. En effet, tout comme ce magistrat, ils touchèrent, par an, 22,500 francs, leur traitement étant composé d'un traitement réel de 18.000 francs et d'un supplément maximum de 4,500 francs. Le projet de loi actuel, sans justifier cette mesure, ne leur accorde qu'un traitement total maximum de fr. 44,000 + 5,700 = 49,700 francs au lieu de 56,000 francs (traitement du vice-président). Dès lors, votre section centrale estime qu'il n'y a pas lieu de suivre le Gouvernement dans cette question mais qu'il importe de majorer, dans les limites qu'elle indique, le supplément proposé par le projet.

Juges des enfants. — Les lois du 15 mai 1912, 15 novembre 1918, 31 juillet 1920 et 6 mars 1925 ont, toutes, accordé aux juges des enfants un supplément de traitement qui a fait que ces magistrats ont bénéficié, pendant tout ce temps, d'un traitement total supérieur à celui des vice-présidents. Or, sans nous dire

pourquoi, le Gouvernement nous propose maintenant pour les juges des enfants un supplément qui ne leur permet plus d'atteindre au traitement du vice-président. En effet, d'après le projet, le juge des enfants de 1^{re} classe, après quinze ans de fonctions, n'aurait que $44,000 + 9,000 = 53,000$ francs au lieu de 56,000 francs au moins.

Juges d'instruction. — La loi du 15 mai 1912 accorde aux juges d'instruction un traitement plus élevé que celui des vice-présidents. Par contre, les lois des 15 novembre 1918, 31 juillet 1920 et 6 mars 1925 ont placé le juge d'instruction, au point de vue traitement, au-dessous du vice-président. Nous n'entendons pas toucher à cette situation qui peut être considérée comme organique, mais nous estimons qu'il serait juste d'admettre, pour la fixation du supplément à accorder aux juges d'instruction, le coefficient qui a été utilisé pour la fixation du montant des augmentations périodiques (2.17) d'autant plus que nous maintenons ainsi entre tous les magistrats qui touchent un supplément, les écarts actuellement admis.

*
* *

Nous aurons terminé en ce qui concerne l'ordre judiciaire, lorsque nous aurons établi qu'à la différence de ce qui a été fait pour les autres fonctionnaires et employés de l'État, le Gouvernement paraît avoir, dans l'ensemble, dressé le barème de cet ordre suivant les lois organiques (régime d'avant-guerre).

Nous avons déjà souligné plus haut qu'à part deux types tous les traitements de la magistrature étaient inférieurs à la formule sept tiers appliquée aux traitements fixes établis par la loi de 1925.

Suivant cette dernière loi, le traitement fixe, par opposition à la partie mobile, se compose du total du traitement de base et des majorations périodiques. Aussi la partie mobile y est-elle proportionnée à ce total (voyez les articles 1, 3 et 5 de la loi du 6 mars 1925 et les circulaires ministérielles des 1^{er} et 19 décembre 1924, 12 janvier et 9 mars 1925). C'est d'ailleurs encore l'interprétation que le projet actuel accorde au terme « traitement fixe ». Nous lisons, en effet, dans l'Exposé des motifs : « A côté du traitement fixe, il n'a maintenu que l'indemnité familiale et, abstraction faite d'une disposition transitoire en faveur de certains agents résidant dans l'agglomération bruxelloise, il a même renoncé à l'indemnité de résidence qui était ignorée avant la guerre et que le retour progressif à une situation normale permet de supprimer ».

L'annexe I du projet montre l'application du coefficient 7 non au traitement de 1925 mais à celui d'avant-guerre; non au traitement fixe mais au traitement de base; tandis que l'annexe II fait le parallèle entre le barème de 1925 et le nouveau barème proposé.

Sous l'empire de la loi votée en 1914 — tout comme d'ailleurs sous celle de 1920 — les majorations périodiques excluaient d'ailleurs pour l'ordre judiciaire un traitement fixe autre que celui de base à cause de l'absence de limitation des augmentations. Ce fut la loi de 1925 qui innova le système des augmentations limitées pour cet ordre.

Une dernière indication à cet égard, c'est que, à la différence de ce qui existe pour les autres fonctionnaires, le projet du Gouvernement n'a pas tenu compte aux intéressés, dans l'établissement des nouvelles augmentations périodiques, de l'influence que celles-ci exerçaient jadis sur la partie mobile aujourd'hui con-

damnée et qui était proportionnée à la somme des deux parties dont se compose le traitement.

Il semble donc qu'à l'instar de ce qui s'est fait en 1924, « le projet met à la base du barème nouveau les traitements en vigueur en 1914, tels qu'ils ont été fixés par la loi votée en 1914 et dont la promulgation a été retardée jusqu'au 15 novembre 1918 » (Rapport de la première section de la Commission de péréquation de 1924).

Cette manière de procéder a eu pour conséquence, qu'en opposition avec les déclarations faites par le Gouvernement à la section centrale, certains traitements de base ne sont pas en excès sur les traitements de 1914 affectés du coefficient 7, alors cependant que, dans la généralité des cas, ils les dépassent à concurrence d'un certain montant. C'est le cas, par exemple, pour les greffiers en chef dont le traitement de 8,000 francs d'avant-guerre est fixé exactement à 56,000 francs.

Ces considérations finales sont, une fois de plus, de nature à justifier le bien fondé des résolutions de la section centrale.

CHAPITRE III DU PROJET

3

Membres du clergé.

Lors de la revision organique de 1920, les membres du clergé ont été traités moins favorablement que les agents de l'État. En effet, le minimum du traitement de ces derniers, porteurs du diplôme d'enseignement moyen du degré supérieur, fut porté à 4,800 francs. Si ce chiffre avait été adopté pour les membres du clergé inférieur, ceux-ci auraient joui actuellement des traitements suivants : curés de 1^{re} classe : 18,800 francs ; curés de 2^e classe : 16,700 francs ; desservants : 13,300 francs ; chapelains et vicaires : 10,500 francs.

En 1925, la Commission de péréquation, tenant compte en partie de ce qui s'était passé en 1920, proposa pour le clergé, une rémunération plus en rapport avec les majorations accordées aux agents de l'État.

Mais, dans son projet de loi de la même année, le Gouvernement réduisit les chiffres proposés par la dite Commission.

Toutefois la section centrale chargée de l'examen de ce projet de loi et qui était composée de MM. Pirmez, Poncelet, Pécher, Cocq, Berloz, Troelet et Melckmans trouva insuffisants les chiffres proposés par le Gouvernement et demanda à celui-ci de les majorer.

En effet, voici ce que nous lisons dans le rapport fait au nom de cette section centrale, par notre honorable collègue, M. Cocq :

« Pour ce qui est des desservants, des chapelains et des vicaires, la section a estimé que sans aller jusqu'aux chiffres suggérés par la Commission de péréquation, il y avait lieu néanmoins d'augmenter légèrement les taux figurant au projet du Gouvernement... »

Et le Ministre de la Justice d'alors — notre honorable collègue M. Masson — acquiesça à la réclamation introduite par la section centrale.

Ainsi donc, les membres du clergé n'ont jamais été favorisés, contrairement à ce que nous entendons affirmer aujourd'hui.

Nous croyons savoir que la Commission de péréquation de 1927 a proposé aussi pour tous les membres du clergé des chiffres plus élevés que ceux qui sont

prévus au projet de loi. Néanmoins, les membres du clergé supérieur semblent vouloir se contenter des chiffres proposés par le Gouvernement. Mais faut-il maintenir pour le clergé inférieur les chiffres du projet? Par 5 voix et 2 abstentions, votre section centrale a décidé de vous demander de majorer dans les limites raisonnables qu'elle indique la rémunération proposée pour les curés, desservants, chapelains et vicaires.

Cette mesure, telle qu'elle est formulée dans l'amendement que nous soumettons à votre vote, procède de la justice distributive par l'application d'un coefficient plus adéquat, de nature à rétablir quelque peu l'égalité qui doit présider à toute péréquation mais qui, comme nous l'avons démontré plus haut, n'a plus été observée depuis 1920 lorsqu'il s'est agi du clergé — et ce au profit du Trésor public.

Nous ne croyons pas devoir insister sur le droit du clergé à un traitement de l'État; l'article 117 de la Constitution est net et précis.

CHAPITRE V DU PROJET

4 Corps enseignant des écoles primaires et gardiennes.

La loi du 6 mars 1925 a fixé à 5,000 francs le traitement minimum de l'instituteur primaire. Le Gouvernement nous propose de porter ce traitement à 13,000 francs mais en y incorporant l'indemnité de logement.

* * *

D'après les lois scolaires de 1879, 1884 et 1895 l'instituteur — chef d'école avait droit à une indemnité de logement à fixer de commun accord, sauf recours à la Députation permanente et ensuite au Roi en cas de dissentiment.

Sous la loi du 19 mai 1914, l'instituteur célibataire ou veuf sans enfants, avait, selon la classification de la commune sous le rapport de la population, droit à une indemnité de résidence de 150, 200, 300 ou 400 francs. Cette indemnité était double pour l'instituteur marié ainsi que pour l'instituteur veuf avec un ou plusieurs enfants à charge.

L'article 1^{er} de la loi du 13 novembre 1919 a porté cette indemnité à 200, 300, 400 et 500 francs pour l'instituteur célibataire ou veuf sans enfants à charge, tout en la doublant pour l'instituteur marié ou veuf avec un ou plusieurs enfants à charge.

Ainsi donc, du 1^{er} janvier 1914 au 31 décembre 1927, le législateur n'a cessé de proclamer que le traitement de l'instituteur marié devait être plus élevé que celui de l'instituteur célibataire.

Or le projet de loi écarte ce principe puisqu'il propose le même traitement pour tous les instituteurs.

Nous avons cherché vainement dans l'Exposé des motifs la justification de cette réforme. Celle-ci nous paraît inacceptable : 1^o parce qu'elle a un caractère organique qui nous empêche de la prendre en considération; 2^o parce que, mettant l'instituteur marié sur le même pied que l'instituteur célibataire, elle peut nuire, dans une certaine mesure, à la formation des familles. Nous ajoutons que si l'on compare le traitement initial (indemnité de logement comprise) payé en décembre dernier, par l'État, aux instituteurs avec celui que le projet de loi

prévoit pour ces derniers, l'on constate, sans doute, une certaine augmentation pour tous mais l'on s'aperçoit aussi bien vite de ce que cette augmentation est, pour les instituteurs mariés, depuis la première jusqu'à la dernière année de service, inférieure de 200, 360, 480 ou 600 francs à celle dont jouiront les instituteurs célibataires.

On nous objectera peut-être que les instituteurs mariés ayant des enfants à charge toucheront une indemnité familiale. Mais il convient de remarquer : 1° que l'indemnité familiale est accordée à tous les fonctionnaires de l'État alors que l'indemnité de résidence est un avantage accordé, depuis la loi de 1914, aux instituteurs seulement ; 2° que les instituteurs mariés ayant des enfants à charge jouissaient de l'indemnité familiale au 31 décembre dernier et qu'elle ne constitue donc pas, pour eux, un avantage nouveau ; 3° que la raison d'être de l'indemnité de logement est autre que celle de l'indemnité familiale qui n'est d'ailleurs pas incorporée dans le traitement.

Dans ces conditions, votre section centrale vous demande de bien vouloir majorer pour les instituteurs mariés ou veufs avec un ou plusieurs enfants à charge — à l'exclusion des agents jouissant d'une indemnité de direction et des institutrices mariées — l'indemnité de logement incorporée dans le traitement initial prévu dans le projet de loi.

Cette majoration ne peut, selon nous, rester au-dessous de 800 francs. En effet, les habitations qu'occupent généralement les instituteurs mariés échappent ou échapperont bientôt, presque toutes, dans la plupart des communes, au champ d'application de la loi sur les loyers et sont, ou seront louées à un prix librement fixé par le propriétaire qui, évidemment, ne se contente plus du prix de 1914 majoré seulement de 225 %. La section centrale est d'avis que tous les intéressés doivent obtenir cette même indemnité. Sans doute, le prix du loyer est plus élevé dans certains centres que dans les autres parties du pays. Mais il y a lieu de tenir compte de l'indemnité de résidence spéciale de 750 francs que nous prévoyons plus loin pour les instituteurs habitant les localités à loyer très élevé et du fait que les grandes villes et communes accordent à leur personnel enseignant un traitement supplémentaire sérieux.

Sur 34.632 membres du personnel enseignant il y a 13.104 mariés dont 5.696 bénéficient de l'indemnité familiale.

. . .

Un membre de la section centrale a proposé « à l'index 700, pour les instituteurs, un minimum de 14,000 francs au lieu de 13,000 francs. »

A l'appui de sa proposition, il fait valoir le raisonnement suivant :

« Sous le régime de la loi de 1914, l'instituteur marié débutait dans une commune de plus de 100,000 habitants avec un traitement de 1,200 francs augmenté de 800 francs d'indemnité de résidence, soit au total 2,000 francs. Le minimum de 13,000 francs prévu au projet lui accorde 6.5 fois son traitement d'avant guerre. Logiquement et en toute équité, ce minimum doit être de $2\,000 \times 7 = 14,000$ francs à l'index 700. »

Supposons un instant que la règle de péréquation préconisée par notre honorable collègue soit la seule logique et équitable. Il faudrait l'appliquer non seulement pour la fixation du nouveau traitement de l'instituteur marié habitant

une commune de plus de 100,000 habitants mais aussi pour la fixation du nouveau traitement de tous les instituteurs mariés habitant une commune de moins de 100,000 habitants. Et alors nous arriverions aux résultats que voici :

L'instituteur marié d'une commune de 40,001 à 100,000 habitants aurait droit à $(1,200 + 600) = 1,800 \times 7 = 12,600$ francs.

L'instituteur marié d'une commune de 5,001 à 40,000 habitants aurait droit à $(1,200 + 400) = 1,600 \times 7 = 11,200$ francs.

L'instituteur marié d'une commune de 5,000 habitants et moins aurait droit à $(1,200 + 300) = 1,500 \times 7 = 10,500$ francs.

Le même calcul ne permettrait d'allouer aux instituteurs célibataires, selon l'importance de la commune qu'ils habitent que 11,200 francs ou 10,500 ou 9,800 ou 9,450.

L'auteur de la proposition n'a certes pas voulu en arriver là !

En multipliant $1,200 + 800 = 2,000$ par 7, notre honorable collègue a, en fait, appliqué à l'indemnité de logement le même coefficient de majoration qu'au traitement proprement dit de sorte qu'il a composé le traitement nouveau, proposé par lui, d'un traitement réel de $(1,200 \times 7) = 8,400$ francs et d'une indemnité de logement de $(800 \times 7) = 5,600$ francs, donc hors de toute proportion.

Le Gouvernement a fait un tout autre calcul. Il a multiplié — non par 6.5 — mais par 9.5 le traitement de 1914 pour arriver ainsi à un traitement nouveau de 11,400 francs auquel a été ajoutée une somme de 1,600 francs, soit un montant égal au double de l'indemnité de logement accordée en 1914 aux seuls agents mariés habitant une commune de plus de 100,000 habitants.

Ce coefficient de majoration est de loin supérieur à celui qui a été admis pour les fonctionnaires et les magistrats. Il est cependant justifié par le fait que l'instituteur avait en 1914 un traitement alors déjà insuffisant. Et, enfin, contrairement à ce qui a été affirmé, ce coefficient n'est pas inférieur à celui que la section centrale a admis pour les membres du clergé inférieur surtout lorsqu'on tient compte des augmentations périodiques et autres avantages dont jouissent les instituteurs.

*
* *

L'arrêté royal du 17 décembre 1927 a porté à 15,000 francs le traitement initial des instituteurs des écoles moyennes de l'État.

Votre section centrale a demandé au Gouvernement pourquoi il avait accordé à ces agents un traitement plus élevé que celui qu'il propose pour les instituteurs des écoles primaires.

Nous donnons ci-après la réponse qui nous est parvenue :

« Il est de tradition d'allouer aux instituteurs de l'État un traitement supérieur à celui des instituteurs communaux.

» C'est ainsi que les barèmes du 1^{er} décembre 1924 ont fixé un traitement de 6,400 francs minimum à 11,000 francs, fin de carrière, pour l'instituteur des écoles moyennes, des écoles d'application, etc., alors que le projet de loi devenu la loi du 6 mars 1925, prévoyait pour les instituteurs primaires, un traitement de 4,800 à 9,000 francs.

» L'arrêté royal du 31 janvier 1927 porta le traitement des instituteurs des

écoles moyennes, etc. à 6,700 minimum et 12,000 francs fin de carrière, parce que la loi du 6 mars 1925 avait porté le traitement des instituteurs primaires à 5,000 francs minimum et 10,000 francs maximum.

» Les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à donner aux instituteurs des écoles moyennes, etc. un traitement supérieur, peuvent se résumer comme suit :

- « 1° Nombre de ces agents sont porteurs du diplôme de régent ou de régente ;
- » 2° Ils ne peuvent devenir chefs d'école ;
- » 3° Ils ne perçoivent pas l'indemnité de logement ;
- » 4° Ils ne bénéficient pas des suppléments de traitements alloués par les communes ;
- » 5° Ils ne donnent pas des cours d'adultes et perdent ainsi des rémunérations appréciables.
- » Le barème optimum des instituteurs des écoles moyennes est de 15,000 à 28,000 francs, alors que celui de l'instituteur primaire est de 13,000 à 26,000 francs augmenté des indemnités pour direction qui peuvent atteindre 4,800 francs. »

Toutes ces raisons ne nous semblent pas également pertinentes. En effet, il n'y a pas que des régents dans les écoles moyennes mais aussi et surtout des instituteurs primaires qui enseignent le même programme que leurs collègues des écoles communales ; la plupart des instituteurs primaires se trouvent dans la situation de ne pouvoir jamais devenir chef d'école ; pas même 180 communes accordent un traitement supplémentaire à leur personnel enseignant...

Mais on ne peut pas perdre de vue que le traitement proposé pour le personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes n'est que le traitement minimum que les communes sont obligées d'assurer à leurs instituteurs et institutrices. Sans doute, c'est l'État qui remet ce traitement aux intéressés eux-mêmes mais, en ce faisant, il ne fait que liquider le subside qu'il accorde aux communes pour leurs écoles primaires et gardiennes. Aussi, le Gouvernement reste-t-il libre de retirer, dans certains cas, ce subside.

Quoi qu'il en soit, votre section centrale n'entend pas se prononcer en faveur de l'assimilation de ces deux catégories d'instituteurs parce qu'elle ne se reconnaît pas le droit de procéder à une révision organique.

* * *

La section centrale a repoussé également un amendement tendant à faire allouer aux instituteurs : « une indemnité mobile égale à 5 % du traitement par tranche de 35 points au delà de l'index 700 ».

Nous avons déjà dit plus haut que le coefficient de majoration utilisé par le Gouvernement pour la composition du nouveau traitement des instituteurs primaires n'est ni 7 ni 6.5 mais 9.5 — l'indemnité de logement incorporée dans ce traitement étant considérée isolément. — Nous avons dit aussi que le coefficient employé pour la formation du nouveau traitement des magistrats, des fonctionnaires, etc., ne dépasse généralement pas 7 ou 7.5.

La conclusion qui s'en dégage c'est que, logiquement et équitablement il faudrait assurer à tous les magistrats, fonctionnaires, etc., le bénéfice de l'amén-

dement proposé en faveur des instituteurs seulement. Or, tout d'abord, ce serait créer des dépenses actuellement insupportables; ce serait, ensuite, forcer la main au pouvoir exécutif qui seul est compétent pour fixer le traitement des fonctionnaires; ce serait, enfin, se mettre en contradiction avec le principe même du projet de loi puisque celui-ci tend précisément à la suppression de l'indemnité mobile.

D'ailleurs — abstraction faite des inconvénients que présente le système du traitement mobile — il importe de remarquer que les prix de détail ne subissent plus des fluctuations telles qu'elles justifient déjà actuellement le relèvement des traitements proposés.

* .

En ce qui concerne les augmentations périodiques prévues au projet, des groupements d'intéressés, se prévalant de certaines promesses qui leur auraient été faites par le Gouvernement et invoquant des arguments qui ne paraissant pas dénués de tout fondement, réclament l'assimilation des instituteurs primaires aux commis-rédacteurs.

Nous avons déjà fait remarquer, dans notre exposé général, qu'en matière de traitement, les assimilations d'une catégorie à l'autre, sont, d'après la jurisprudence parlementaire citée plus haut, de nature fondamentale. La section centrale, placée en face des innovations postulées par les intéressés, a donc dû se borner à constater que leur caractère organique ne les rend pas susceptibles d'être actuellement prises en considération.

Les mêmes groupements demandent d'accorder une indemnité de fin de carrière à l'instituteur qui, après plus de vingt-cinq années de bon service, n'est pas parvenu à obtenir la direction d'une école.

A vrai dire, l'indemnité de fin de carrière existe déjà.

Les différentes lois qui ont réglé le sort des instituteurs ont invariablement consacré le principe des augmentations périodiques annuelles, biennales ou triennales, suivant le cas. La dernière loi de nature organique — celle du 14 août 1920 — accorda une augmentation périodique finale de 400 francs à la vingt-cinquième année de service (avec réduction de 1/2 pour les instituteurs vivant en commun). La loi du 23 avril 1921 ne changea rien à ces dispositions. Le Gouvernement dans sa loi de péréquation de 1925 maintint les augmentations triennales (14 de 300 francs) alors que sous le bénéfice des lois organiques susdites les instituteurs jouissaient de 8 annuelles de 200 francs, 4 biennales de 200 francs, 2 triennales de 200 francs et 1 finale de 400 francs à la vingt-cinquième année. Donc, organiquement, les instituteurs ont droit à une indemnité de fin de carrière à la condition qu'elle prenne la forme d'une augmentation périodique. La loi précaire de 1925 n'a pu leur enlever cet avantage; elle sera d'ailleurs remplacée demain par celle que nous élaborons maintenant. Du reste, les augmentations périodiques sont susceptibles d'être modifiées et étendues puisque seul leur principe est fondamental et non leur quantum, à la différence du traitement de base qui est d'essence organique. Ainsi donc, pratiquement, les groupements d'intéressés demandent d'augmenter, mais seulement pour les instituteurs non chefs d'école, l'indemnité de fin de carrière — c'est-à-dire la dernière augmentation périodique — prévue par le projet.

Cette demande est-elle raisonnable?

Dans deux sections, des collègues se sont prononcés contre l'octroi de

l'indemnité dont s'agit parce qu'on leur avait signalé le cas de deux ou trois instituteurs qui avaient refusé d'accepter la direction d'une école. L'erreur de pareil raisonnement est trop évidente pour que nous en parlions. Il ne s'agit d'ailleurs pas ici d'instituteurs qui se sont trouvés ou se trouveront dans le cas indiqué par nos collègues. Ces instituteurs ne pourraient évidemment pas obtenir la dite indemnité. Le fait est que sur dix instituteurs trois seulement ont des chances d'obtenir la direction d'une école. Sept sur dix instituteurs n'obtiendront donc pas la récompense que tout bon fonctionnaire obtient automatiquement, c'est-à-dire la promotion à un grade plus élevé, le digne couronnement d'une longue carrière consacrée exclusivement au bien public.

La section centrale est d'avis que l'instituteur qui s'est consacré entièrement à sa tâche particulièrement difficile pendant plus de vingt-cinq années mérite une récompense spéciale.

Et puisque, pour plusieurs raisons, elle ne peut consentir à l'octroi du titre personnel, elle vous propose d'accorder l'indemnité sollicitée en l'incorporant dans la dernière augmentation périodique et d'en fixer le montant à 1,200 francs soit la moitié de l'indemnité de direction la moins élevée (c'est-à-dire celle que le projet prévoit pour les chefs d'une école composée d'une à trois classes).

* . *

Le projet de loi modifie la loi organique pour ce qui concerne les indemnités de direction. Pourquoi cette modification et pas une simple péréquation? L'exposé des motifs ne nous fournit à cet égard aucune explication. Nous ne pouvons que supposer que le régime actuel donne lieu à des abus auxquels le Gouvernement a cru devoir mettre fin.

Mais la section centrale a reçu, de partout, des plaintes émanant de directeurs d'école à 5 ou à 6 classes, dispensés régulièrement de la tenue d'une classe et qui se voient priver par le projet de l'indemnité de direction que leur alloue la loi encore en vigueur.

Après examen de la question, elle a décidé de vous proposer de respecter les droits acquis c'est-à-dire de conserver pour ces directeurs — mais à titre personnel et aussi longtemps qu'aucun changement n'interviendra dans le personnel de l'école — l'indemnité de direction et de décider que celle-ci sera la même que celle qui est attribuée par le projet aux directeurs d'une école de 4 à 6 classes chargés de la tenue d'une classe et pourra être réduite de moitié lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un local scolaire fourni par la commune qui utilise ses services.

* . *

La suppression de l'indemnité pour les diplômes spéciaux est expliquée, comme suit, dans l'exposé des motifs : « Depuis la revision du programme des études normales, la raison qui justifiait l'octroi de cet avantage n'existe plus. »

Or, nous constatons qu'il y a certains diplômes spéciaux prévus par la législation actuelle et qui se rapportent à des branches qui ne sont pas encore enseignées dans les écoles normales.

Mais, en tout état de cause, il nous semble que, si la suppression de cette indemnité pouvait se justifier par le motif invoqué par le Gouvernement, les bénéficiaires actuels ne devraient pas être privés d'un avantage que la loi leur accorde depuis longtemps comme la récompense d'un long travail supplémentaire dont l'école est la première à profiter. Respectons donc, ici également,

comme en 1925 les droits acquis et même, étant donnée l'avilissement de notre monnaie, majorons légèrement (25 %) la dite indemnité.

Pendant l'exercice 1928, le nombre des agents qui ont bénéficié de l'allocation prévue par l'article 34 de la loi — et ce pour une somme totale de 636,125 francs — s'élève à 7,412.

. * .

Le projet de loi veut réduire à 75 % le traitement des institutrices gardiennes qui ont été dispensées de tout diplôme ou qui sont munies seulement du certificat délivré en vertu de l'arrêté royal du 27 juin 1898. L'Exposé des motifs signale cette réduction sans la justifier. Et cependant, nous nous trouvons ici en présence d'une revision organique. En effet, le Gouvernement nous demande de mettre fin à l'égalité, admise par la loi en vigueur, entre institutrices gardiennes diplômées et institutrices gardiennes dispensées du diplôme ou munies du certificat. D'autre part, il convient de signaler que le Gouvernement ne réclame pas cette même mesure pour l'enseignement primaire.

Le nombre d'institutrices qui seraient frappées par la réduction du traitement s'élève à 710. L'enseignement primaire compte 1,180 instituteurs et institutrices qui ont obtenu la dispense du diplôme :

Votre section centrale, à l'unanimité, a décidé de vous proposer le maintien du *statu quo*.

. * .

Les instituteurs habitant l'agglomération bruxelloise touchent une indemnité de résidence spéciale de 750 francs. Le Gouvernement vous propose à l'article 17 du projet de maintenir cette indemnité.

La section centrale se rallie à cette proposition mais elle ne voit pas pourquoi elle ne serait pas étendue aux instituteurs mariés habitant les agglomérations anversoise, liégeoise et carolingienne, où le coût de la vie est aussi élevé que dans l'agglomération bruxelloise, plus élevé donc que dans les autres parties du pays.

. * .

La section centrale n'a pu se rallier à un autre amendement qui lui a été proposé et qui tend à la suppression de la mesure transitoire limitant à 97 et 93 % l'attribution des nouveaux traitements.

En accordant cet avantage aux instituteurs seulement, elle provoquerait les justes réclamations de tous les magistrats, fonctionnaires, etc., pour lesquels la vie est aussi chère que pour le personnel enseignant et dont les traitements subissent aussi des retenues considérables. Or, pour pouvoir donner satisfaction à tous les intéressés, il faudrait prévoir une dépense supplémentaire de plus de 50 millions, dépense que le Trésor public ne semble pas pouvoir supporter en ce moment.

5

Indemnités de famille et de naissance.

La section centrale a été saisie, notamment de la part de la Ligue des Familles Nombreuses, de plusieurs demandes qui lui ont paru dignes d'intérêt. Elles peuvent être résumées comme suit :

1° *En ce qui concerne le rang de l'enfant* : Conservation du rang acquis pour

l'application du taux des allocations familiales, alors même qu'un autre enfant aura cessé d'être dans les conditions voulues pour y donner lieu.

2° *En ce qui concerne les enfants recueillis* : Les faire entrer en ligne de compte avec les autres enfants à charge de la famille.

3° *En ce qui concerne les femmes mariées, agents de l'État* : Attribution de l'allocation familiale chaque fois que le mari n'en jouit pas à charge de l'État.

4° *En ce qui concerne les femmes et les enfants abandonnés* : Paiement de l'allocation familiale entre les mains de la personne qui a la charge de l'entretien.

5° *En ce qui concerne spécialement les instituteurs* : Octroi de l'allocation familiale dès la naissance de l'enfant et non pas seulement à partir du mois de juillet ou de janvier qui suit celle-ci.

La section centrale, tout en se montrant sympathique à la plupart de ces revendications, a hésité à demander de les faire insérer dans la loi actuelle. Se conformant à la ligne de conduite d'une justice distributive qu'elle s'est tracée, elle n'a pas cru pouvoir innover, en faveur des seuls agents de l'État compris dans le projet, des mesures que le Gouvernement n'a pas appliquées aux autres salariés de l'État dont la situation a été réglée par l'arrêté royal du 16 décembre 1927. Elle ne saurait toutefois s'abstenir de les signaler à la bienveillante attention du Gouvernement pour que celui-ci en fasse sans retard l'objet d'un examen d'ensemble. Celle qui est soulevée par les instituteurs et qui est résumée sub n° 5 semble pouvoir être accueillie immédiatement, puisque les autres fonctionnaires et employés, visés dans le projet, se voient allouer l'indemnité familiale à partir du premier du mois qui suit la naissance de l'enfant.

L'attention de la section centrale s'est fixée également, à l'occasion de l'étude des indemnités qui précèdent, sur le double régime qui préside à leur octroi, selon qu'il s'agit de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire — ce dernier ordre donnant lui-même encore lieu à une discrimination entre magistrats et greffiers. De bons esprits ont soutenu que ces distinctions répugnent à la nature même de ces allocations et sont difficilement compatibles avec les idées qui les ont fait naître. Sans avoir eu besoin de se prononcer sur les différentes théories qui ont cours, la section centrale a cru pouvoir s'arrêter à l'adoption d'une formule générale et unique, pour les raisons qui lui ont fait rejeter certaines réclamations comme devant faire l'objet d'une mesure d'ensemble. D'un autre côté, les règles mêmes d'une péréquation et spécialement celles suivies par la section centrale semblent être en opposition avec la dualité du système.

Décidée à procéder à une unification, la section centrale avait à faire son choix entre les deux méthodes. Elle a opté en faveur de la formule appliquée aux fonctionnaires de l'ordre administratif, d'abord parce qu'elle est déjà en vigueur pour ceux-ci depuis l'arrêté du mois de décembre 1927, ensuite parce qu'elle constitue la loi du plus grand nombre, enfin parce qu'elle est la plus favorable. (Voyez sur ce dernier point l'Exposé des motifs de la loi de 1925, p. 3).

La section centrale chargée de l'examen du projet de loi qui est devenu la loi du 6 mars 1925, s'est prononcée aussi en faveur de cette unification.

CHAPITRE VI DU PROJET

6 Officiers-ingénieurs des fabrications militaires.

L'article 12 (chapitre VI) de ce projet de loi prévoit :

« Est abrogé l'article 5 de la loi du 8 mai 1924, relative à la création d'un corps d'officiers-ingénieurs militaires. »

Cet article 5 de la loi du 8 mai 1924 est libellé comme suit :

« Il est accordé au officiers-ingénieurs des fabrications militaires, une indemnité spéciale dont le montant est fixé par arrêté royal. »

L'Exposé des motifs du projet de loi actuel est muet sur les raisons invoquées pour abroger l'article 5 en question.

Par contre l'Exposé des motifs de la loi du 8 mai 1924 a justifié cet article 5 dans les termes suivants :

« Les conditions sont telles, qu'un officier d'artillerie ne trouverait que des avantages à abandonner sa position pour la carrière d'ingénieur d'artillerie. Une telle situation est évidemment l'opposé de ce qui devrait être. Le service dans les établissements est par lui-même beaucoup moins attrayant que celui des armes, il est extrêmement absorbant et comporte de plus de délicates responsabilités.

» Il va de soi, d'autre part, que si l'on veut réellement donner aux établissements de l'armée la haute valeur technique qui convient à leur mission, il est indispensable que leur personnel dirigeant soit une élite recrutée parmi les meilleurs éléments et en particulier parmi ceux que leurs aptitudes et leurs goûts portent vers les questions techniques. Comment obtenir un tel résultat si les conditions faites, ne permettent pas d'assurer une véritable sélection par la garantie d'avantages sérieux ? »

» Il faut de plus que des avantages pécuniaires appréciables viennent, dans une certaine mesure, contrebalancer l'attrait des positions de l'industrie, attrait susceptible de s'exercer précisément sur les éléments qu'il serait intéressant de fixer dans les rangs de l'armée ».

Ces raisons sont toujours valables et cependant la suppression de l'indemnité spéciale mettrait à nouveau les ingénieurs militaires dans une situation d'infériorité par rapport aux officiers d'artillerie, inconvénient qu'a particulièrement voulu éviter la loi du 8 mai 1924.

On aurait, à la rigueur, pu essayer de justifier l'article 12 du projet de loi actuel, par l'article 16 de l'arrêté royal du 16 décembre 1927 sur la péréquation des traitements des agents de l'État, article qui stipule la suppression de toutes les indemnités ne couvrant pas des charges réelles.

Mais, en tout état de cause, cette justification serait devenue caduque devant la teneur d'une dépêche ministérielle du 9 janvier 1928, faisant connaître que « les dispositions de l'article 16 de l'arrêté royal du 16 décembre 1927 ne visent aucune des indemnités prévues à l'armée ou à la gendarmerie ».

En conséquence, nous proposons le rejet de l'article 12 du projet de loi actuel.

CHAPITRE VII DU PROJET

7

Personnel de l'enseignement supérieur.

La section centrale a jugé inopportun d'établir, à l'occasion d'une simple loi de péréquation, une différence entre professeurs d'université exerçant une autre profession et professeurs s'adonnant entièrement à l'enseignement universitaire.

Quelle que soit l'opinion qu'on professe sur ce point — d'aucuns croient qu'il n'est pas à souhaiter, dans l'intérêt même de l'enseignement et de la science, qu'un professeur, confiné exclusivement dans le domaine de la théorie, reste invariablement à l'écart de la pratique — la réforme proposée est de caractère organique. De plus, elle serait de nature à porter atteinte à des droits acquis, lorsqu'il s'agit de titulaires se livrant à d'autres occupations avec l'autorisation même de l'administration. Si le Gouvernement, en proposant la distinction critiquée, a eu pour but d'aboutir à des économies, celles-ci semblent plus logiquement réalisables par la suppression de places dont l'utilité paraît contestable.

L'Université de Gand compte 65 professeurs ordinaires ou extraordinaires, dont 51 n'exercent pas de profession en dehors de leur charge universitaire.

L'Université de Liège compte 66 professeurs ordinaires ou extraordinaires, dont 11 exercent encore une autre profession.

8

Art. 19.

L'article 19 de ce projet de loi fixe à 20 % de la moyenne du traitement organique, l'indemnité compensatoire de logement feu et lumière, accordée aux chefs des établissements d'enseignement moyen, ce qui représente, pour les préfets d'athénée un maximum de 8,800 francs et, pour les directeurs et directrices d'écoles moyennes, un maximum de 6,300 francs alors que l'arrêté de péréquation du 16 décembre 1927 assure à ces agents des indemnités équivalentes aux sommes respectives de 10,400 et 7,340 francs.

Pour ne pas réduire les avantages que la récente péréquation des traitements a assurés à ces agents, nous avons prié le Gouvernement de nous dire si, en vue de faire disparaître cette anomalie, il n'y aurait pas lieu de supprimer, dans l'article 19 du projet de loi, les mots : « dans la limite maximum de 20 % de la moyenne du traitement organique? »

M. le Premier Ministre nous a répondu que le maintien d'un maximum d'indemnité compensatoire lui paraît nécessaire.

Mais il ajouta :

« L'autorité appelée à trancher un conflit d'intérêts privés, trouverait sa tâche facilitée en assignant à sa décision une limite qui ne peut être dépassée.

» Par contre, je reconnais que ce maximum devrait être celui qui est indiqué dans les annexes de l'arrêté royal du 16 décembre 1927, relatif à la rétribution des agents de l'État.

» En conséquence, il y aurait lieu de remplacer le texte de l'article 19, par le suivant :

» ART. 19. — Lorsque le local visé à l'article 9 de la loi du 15 juin 1881 ne comprend pas une demeure pour le directeur de l'établissement et que la commune ne met pas une habitation à la disposition de l'intéressé, l'indemnité en argent est fixée par arrêté royal dans la limite de 20 % de la somme du traitement organique minimum et des trois quarts de la différence entre ce traitement minimum et le traitement maximum réglementaire. »

. . .

Il y a lieu, évidemment, de décider que tous les intéressés jouiront du nouveau traitement avec effet rétroactif, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier dernier, date à laquelle ont pris cours les nouveaux traitements des fonctionnaires.

Le Rapporteur,
H. MARCK.

Le Président,
M. HALLET.

Amendements proposés par la section centrale.	Amendementen door de middenafdeeling voorgesteld.
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
<i>Cour de Cassation.</i>	<i>Hof van Cassatie.</i>
Président de chambre et premier avocat général :	Kamervoorzitter en eerste advocaat generaal :
Remplacer 85,000 par 90,000	85,000 vervangen door 90,000
Conseillers :	Raadsheeren :
Remplacer 80,000 par 85,000	80,000 vervangen door 85,000
Deuxièmes avocats généraux :	Tweede advocaten generaal :
Remplacer 83,000 par 87,000	83,000 vervangen door 87,000
Greffiers en chef :	Hoofdgriffiers :
Remplacer 56,000 par 60,000	56,000 vervangen door 60,000
Greffiers :	Griffiers :
Remplacer 36,000 par 37,000	36,000 vervangen door 37,000
<i>Cour d'Appel.</i>	<i>Hof van Beroep.</i>
Greffiers en chef :	Hoofdgriffiers :
Remplacer 56,000 par 60,000	56,000 vervangen door 60,000

Tribunaux de 1^{re} Instance.

Greffiers en chef :

Remplacer 56,000 47,000
par 60,000 50,000

Greffiers et Greffiers à titre personnel :

Remplacer 27,000 25,000
par 27,000 25,500

Tribunaux de Commerce.

Greffiers et Greffiers à titre personnel :

Remplacer 27,000 25,000 24,000
par 27,000 25,500 24,000

Justice de Paix.

Greffiers :

Remplacer 36,000 30,000 25,000
par 37,000 32,000 25,000

Cour Militaire.

Greffier :

Remplacer 56,000
par 37,000

Conseils de Guerre.

Substituts des auditeurs militaires :

Remplacer 37,000
par 39,000

ART. 2.

**Remplacer les chiffres du
 projet par les chiffres indiqués
 ci-dessous :**

Juges des enfants.

1^{re} classe. 2^e et 3^e
 classes.

Pour le premier terme
 de 3 ans . . . 3,900 3,250

Rechtbanken van Eersten Aanleg.

Hoofdgriffiers :

56,000 47,000 **respectievelijk
 vervangen door** 60,000 50,000

Griffiers en Griffiers ten persoonlijken titel :

27,000 25,000 **respectievelijk
 vervangen door** 27,000 25,500

Rechtbanken van Koophandel.

Griffiers en Griffiers ten persoonlijken titel :

27,000 25,000 24,000 **respectie-
 velijk vervangen door**
 37,000 25,500 24,000

Vredegerechten.

Griffiers :

36,000 30,000 25,000 **respectie-
 velijk vervangen door**
 37,000 32,000 25,000

Krijsgerechtshof.

Griffier :

56,000 **vervangen door** 37,000

Krijgsraden.

Substituten van de krijgsauditeurs :

37,000 **vervangen door** 39,000

ART. 2.

**De cijfers van het ontwerp
 vervangen door onderstaande
 cijfers :**

Kinderrechters.

1^o klasse. 2^e en 3^e
 klassen.

Voor den eersten drie-
 jaarlijkschen termijn 3,900 3,250

Après 3 ans de fonctions en la même qualité	5,200	3,900	Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid. . .	5,200	3,900
Après 6 ans. . . .	6,500	4,900	Na 6 jaar	6,500	4,900
Après 9 ans. . . .	9,800	6,800	Na 9 jaar	9,800	6,800
Après 15 ans	16,300	13,400	Na 15 jaar. . . .	16,300	13,400

Juges d'appel des enfants.

Pendant la durée de leurs fonctions en cette qualité 4,000

Kinderrechters van hooger beroep.

Voor gansch den duur hunner ambtsvervulling in deze hoedanigheid . . . fr. 4,000 »

Juges d'instruction.

Pour le premier terme de 3 ans 3,900 3,250
Après 3 ans de fonctions en la même qualité 5,200 3,900
Après 6 ans. . . . 6,500 4,900

Onderzoekrechters.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn 3,900 3,250
Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid . . fr. 5,200 3,900
Na 6 jaar 6,500 4,900

Premiers substitués.

Pour le premier terme de 3 ans 8,000 7,000
Après 3 ans de fonctions en la même qualité 10,000 9,000
Après 6 ans. . . . 12,000 11,000

Eerste substituten.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn 8,000 7,000
Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid . . fr. 10,000 9,000
Na 6 jaar 12,000 11,000

Premiers référendaires adjoints.

Pour le premier terme de 3 ans 8,000 »
Après 3 ans de fonctions 10,000 »
Après 6 ans. . . . 12,000 »

Eerste toegevoegde referendarissen.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn 8,000 »
Na 3 jaar ambtsvervulling 10,000 »
Na 6 jaar 12,000 »

ART. 3.

Supprimer l'alinéa 2 (Les traitements du Premier Président, etc., aucune augmentation).

Remplacer l'alinéa 4 par le texte suivant :

Ces majorations sont fixées à 2,000

ART. 3.

De 2^{de} alinea doen wegvallen (De wedden van den Eersten Voorzitter, enz., geen enkele verhooging).

De 4^{de} alinea vervangen door den volgende tekst :

Deze verhoogingen worden vastge-

francs pour les quatre premières périodes triennales et à 2,500 francs pour les dernières. Elle ne pourront dépasser au total : 13,000 francs.

ART. 4.

Remplacer le texte proposé par le texte ci-après :

« Les articles 7 et 8 de la loi du 6 mars 1923 sont remplacés par la disposition suivante :

« Les membres de l'ordre judiciaire reçoivent l'indemnité de naissance et les indemnités de famille accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. »

ART. 7.

Clergé inférieur.

Curés de 1^{re} classe :

Remplacer 10,500 par 13,000

Curés de 2^{me} classe :

Remplacer 10,000 par 12,500

Desservants :

Remplacer 9,500 par 12,000

Chapelains et Vicaires :

Remplacer 8,500 par 10,000

ART. 10.

A l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire, sub n° 3°, supprimer l'alinéa : « L'indemnité familiale ne prend cours, etc. »

A l'article 31^A, intercaler après les mots : « deux augmentations triennales de 1,000 francs », **la phrase suivante :** « Toutefois, la dernière augmentation triennale sera de 2,200 francs pour les instituteurs non chefs d'école, à moins qu'ils aient

steld op 2,000 frank, voor de eerste vier driejaarlijksche termijnen, en op 2,500 frank voor de laatste. Zij mogen een totaal van 13,000 frank niet overschrijden.

ART. 4.

Den voorgestelden tekst vervangen door den volgende :

De artikelen 7 en 8 der wet van 6 Maart 1923 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De leden van de rechterlijke orde ontvangen de geboortetoeleage en de gezinstoeelagen welke aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde worden verleend. »

ART. 7.

Lagere geestelijkheid.

Pastors van de 1^{ste} klasse :

10,500 vervangen door 13,000

Pastors van de 2^{de} klasse :

10,000 vervangen door 12,500

Kerkbedienaars :

9,500 vervangen door 12,000

Kapelaans en Onderpastors :

8,500 vervangen door 10,000

ART. 10.

In artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, onder n° 3°, de alinea : « De gezinstoeleage wordt slechts verleend, enz. » **doen wegvallen.**

In artikel 31^A, na de woorden : « twee driejaarlijksche verhoogingen van 1,000 frank. **inlasschen den volgenden zin :** « *Echter zal de laatste driejaarlijksche verhooging 2,200 frank bedragen voor de onderwijzers die niet schoolhoofden zijn, ten*

refusé d'assumer la direction d'une école. »

A l'article 33^{bis}. — Supprimer le dernier alinéa (« Toute-fois, il est réduit à 75 0/0, etc. »).

ART. 12.

A supprimer.

ART. 13.

A l'article 9 de la loi du 15 juillet 1849 :

a) Remplacer le texte des deux premiers alinéas par le texte suivant :

« ART. 9. — Les professeurs portent le titre de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. Ils jouissent d'un traitement fixe de 60,000 francs ou de 50,000 francs suivant qu'ils ont rang de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. »

b) Supprimer l'alinéa 3.

c) Rédiger l'alinéa 4 comme suit :

Des augmentations peuvent être accordées aux professeurs ordinaires *tous les trois ans*. Le nombre de ces augmentations est fixé à trois et le montant de chacune d'elles à 5,000 francs.

d) Rédiger l'alinéa 5 comme suit :

Une augmentation de 5,000 francs peut être accordée aux professeurs extraordinaires *après cinq ans*.

ART. 17.

A l'alinéa 3 remplacer le texte du projet par le texte ci-après :

De plus, l'indemnité de résidence de 750 francs est maintenue à titre transi-

ware zij mochten geweigerd hebben het bestuur eener school op zich te nemen. »

In artikel 33^{bis} — De laatste alinea weglaten (« Nochtans wordt zij verminderd, enz. »).

ART. 12.

Doen wegvallen.

ART. 13.

In artikel 9 van de wet van 15 Juli 1849 :

a) Den tekst van de eerste twee alineas vervangen door den volgende tekst :

« ART. 9. — De hoogleeraars voeren den titel van gewoon of buitengewoon hoogleeraar. Zij genieten een vaste wedde van 60,000 frank of van 50,000 frank, naar gelang zij aangesteld zijn als gewoon of als buitengewoon hoogleeraar. »

b) Alinea 3 doen wegvallen.

c) Alinea 4 doen luiden :

Om de drie jaar, mag er aan de gewone hoogleeraars eene weddeverhooging worden verleend. De vastgestelde verhoogingen zijn ten getale van drie, ten bedrage elk van 5,000 frank.

d) Alinea 5 doen luiden :

Eene verhooging van 5,000 frank mag aan de buitengewone hoogleeraars worden verleend, *na vijf jaar*.

ART. 17.

In de 3^{de} alinea, den tekst van het ontwerp vervangen door den volgende tekst :

Daarenboven, wordt de verblijfsvergoeding van 750 frank 's jaars, bij over-

toire aux agents qui en jouissent actuellement du fait de l'exercice de leurs fonctions dans l'agglomération bruxelloise *et elle est accordée, au même titre, aux agents exerçant leurs fonctions dans les agglomérations anversoise, liégeoise et carolorégienne.*

ART. 19.

Remplacer le texte du projet par le texte suivant :

Lorsque le local visé à l'article 9 de la loi du 15 juin 1881 ne comprend pas une demeure pour le directeur de l'établissement et que la commune ne met pas une habitation à la disposition de l'intéressé, l'indemnité en argent est fixée par arrêté royal dans la limite de 20 %, de la somme du traitement organique *minimum et des 3/4 de la différence entre ce traitement minimum et le traitement maximum réglementaire.*

Ajouter un chapitre XI ainsi conçu :

Dispositions transitoires.

ART. 20.

Les chefs d'une école de 5 à 6 classes déchargés régulièrement de la tenue d'une classe avant le 1^{er} janvier 1928 continueront à toucher une indemnité de direction mais ce à titre personnel et aussi longtemps qu'aucun changement n'interviendra dans le personnel de leur école. Cette indemnité sera de 3,600 francs. Elle sera réduite de moitié lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un local scolaire fourni par la commune qui utilise ses services.

gangsmaatregel, gehandhaafd ten bate van de agenten die ze thans genieten wegens het uitoefenen van hun ambt in de Brusselsche agglomeratie, en zij wordt, ten zelfden titel, verleend aan de agenten die hun ambt uitoefenen in de agglomeraties van Antwerpen, Luik of Charleroi.

ART. 19.

Den tekst van het ontwerp vervangen door den volgende tekst :

Indien het lokaal, bedoeld bij artikel 9 der wet van 15 Juni 1881, geene woning voor den bestuurder van de instelling omvat en de gemeente geene woonstgelegenheid ter beschikking stelt van den belanghebbende, wordt de vergoeding in geld vastgesteld bij Koninklijk besluit binnen de grenzen van 20 t. h. *van het bedrag der laagste organieke wedde en der 3/4 van het verschil tussen deze laagste wedde en de hoogste reglementaire wedde.*

Een hoofdstuk XI toevoegen, luidende :

Overgangsbepalingen.

ART. 20.

De hoofden van een school van 5 tot 6 klassen, die, vóór 1 Januari 1928, regelmatig ontlast zijn van het houden eener klasse, zullen voortgaan een bestuursvergoeding te ontvangen doch alleen ten persoonlijke titel en zolang er in hun school geen persoonverwisseling plaats heeft. Deze vergoeding zal 3,600 frank bedragen. Zij zal tot op de helft worden verminderd, wanneer de verkrijger het genot heeft van een schoollokaal dat geleverd wordt door de gemeente die zijn diensten benuttigt.

ART. 21.

Les membres du personnel enseignant qui jouissent déjà de l'indemnité attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches continueront à la toucher. Cette indemnité sera majorée de 25 %.

ART. 21.

De leden van het onderwijzend personeel die reeds de vergoeding ontvangen uit hoofde van het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderwijs van sommige vakken, zullen voortgaan de-zelve te ontvangen. Deze vergoeding zal met 25 t. h. worden verhoogd.

NOTE DE LA MINORITÉ

MESSIEURS,

La composition de la section centrale, l'intervention de M. le Ministre des Finances, ainsi que les discussions et échanges de vues qui eurent lieu, nous ont amené à élaborer la présente note.

La nécessité de faire entendre la voix de la minorité nous apparaît d'autant plus indispensable que le groupe parlementaire socialiste nous a chargé de déposer plusieurs amendements.

Avant d'exposer et de justifier ces amendements, nous nous permettrons de faire valoir quelques considérations d'ordre général.

Le projet du Gouvernement n'est pas, à proprement parler, une péréquation, car celle-ci impliquerait la mise en concordance des émoluments d'avant-guerre avec le coût actuel de la vie. Or, le projet de loi modifie les bases de 1914 et, pour certaines catégories d'agents, la majorité de la section centrale a encore accentué les avantages consentis par le Gouvernement.

Nous ne citerons, à titre d'exemple, que les amendements admis par nos honorables collègues de la majorité en faveur des membres du clergé inférieur dont le traitement, prévu au projet de loi, est augmenté de 2,500 et de 1,500 francs (art. 7), et en faveur des magistrats et greffiers dont le total des augmentations périodiques est porté de 9,000 à 13,000 francs (art. 3).

Les propositions que nous avons eu l'honneur de soumettre à la section centrale visaient principalement la situation des instituteurs.

Si notre groupe s'est spécialement intéressé à ces derniers, c'est en raison du fait que le personnel enseignant n'a jamais été rémunéré d'une manière équitable et en rapport avec les services qu'il rend à l'éducation et à l'instruction populaires.

Un coup d'œil rétrospectif sur la législation scolaire permettra de juger du bien-fondé de cette assertion.

D'après la loi du 15 septembre 1895, le traitement minimum d'un instituteur communal, variait de 1,000 à 1,400 francs, selon l'importance de la population des communes.

Dix-sept ans après — le coût de la vie avait cependant augmenté considérablement — ces traitements étaient encore les mêmes !

C'est alors que le Gouvernement catholique du moment, songea, mais à la veille des élections législatives seulement, à améliorer la situation des instituteurs.

Il fit voter, en séance du 18 mai 1912, lors de l'examen du Budget de l'Instruction publique, un crédit de 4 millions de francs, destiné à être réparti parmi les membres du corps enseignant.

Est-ce pour apaiser le mécontentement qui régnait parmi les instituteurs que

les ordonnances de paiement furent créées immédiatement, de façon que le samedi précédent les élections, tous avaient touché une indemnité spéciale variant de 100 à 400 francs, d'après le nombre de leurs années de service?

Cette indemnité spéciale, dite des « 4 millions » fut supprimée lors du vote de la loi du 19 mai 1914, qui augmenta quelque peu le montant des émoluments des instituteurs.

Jusqu'au vote de la loi du 14 août 1919, les traitements des membres du corps enseignant furent liquidés par les communes. Qui ne se rappelle la situation lamentable dans laquelle végétaient les instituteurs qui ne touchaient parfois leur traitement de misère qu'avec des retards considérables?

Qu'il nous soit permis de rendre hommage aux membres de la Législature de 1919, qui décidèrent de faire payer directement par l'État les émoluments des instituteurs!

* * *

Vous voudrez bien nous excuser, Messieurs, d'ouvrir une parenthèse et d'insister sur une question qui a été déjà signalée en 1926 dans mon rapport au sujet de la péréquation des pensions.

Quoique le traitement des membres du corps enseignant soit payé directement par le Trésor public, nous ne pouvons pas perdre de vue :

1° Que les sommes liquidées de cette façon constituent les subsides accordés par l'État aux communes et aux directions des écoles adoptables pour le soutien de leurs écoles primaires et gardiennes (art. 23 de la loi organique de l'enseignement primaire);

2° Que c'est le Conseil communal qui fixe le traitement des instituteurs communaux qui ne peut être inférieur au barème légal ;

3° Que c'est le Conseil communal également qui nomme et inflige des peines disciplinaires, toujours dans les limites prévues par les dispositions réglementaires. En résumé, et ceci paraîtra paradoxal, l'État tout en payant les *traitements* des instituteurs ne les paie pas ; il les liquide en lieu et place des communes et des directions.

* * *

Ceci dit, rappelons que, jusque fin 1926, les traitements mensuels légaux étaient envoyés par chèque-postal *collectif* adressé aux chefs d'école. Cette manière de procéder donna lieu à des abus flagrants.

Certaines directions d'écoles adoptables ne remettaient pas à leurs instituteurs l'intégralité de leurs émoluments. Et parmi ces victimes combien y avait-il de pères de famille qui ne parvenaient pas à faire face aux après nécessités de l'existence?

Ces faits incitèrent l'ancien Ministre des Sciences et des Arts, C. Huysmans, à instaurer le régime du paiement par chèque-postal *individuel* qui fonctionne depuis plusieurs mois, à la satisfaction générale.

Nous félicitons chaleureusement notre ami Huysmans d'avoir pris l'initiative de cette mesure.

Passons sur les diverses lois de 1920, 1926, 1927 ayant modifié les bases de rémunération ou apporté quelques palliatifs tels que la partie mobile, les tranches dites pain cher, les 20 % d'augmentation de la partie fixe, pour en arriver au projet de loi actuel.

Nous déclarons que les propositions qui nous sont soumises par le Gouvernement sont insuffisantes en ce qui concerne le personnel enseignant et nous le démontrerons au cours du développement de nos amendements.

Il est à remarquer que le projet du Gouvernement vise à l'égalité des traitements pour tous les instituteurs, alors que les lois antérieures accordaient un traitement différentiel, selon l'importance de la population des communes.

Nous sommes d'accord pour admettre qu'il convient de reconnaître qu'il faut rémunérer équitablement le travail ardu et difficile de l'instituteur rural qui parfois doit donner dans sa classe l'enseignement à tous les degrés.

Considérant cependant les charges qui résultent du coût élevé de l'existence dans les grands centres, nous formulons le vœu que les Administrations des communes importantes accordent un supplément de traitement à leurs instituteurs. Jusqu'à présent 179 communes seulement ont voté cette mesure. Ce nombre serait certainement plus élevé, si beaucoup d'administrateurs communaux ne supposaient à tort, que le traitement de l'instituteur est à charge de l'État.

Signalons, avant de terminer ce rapide exposé, qu'il résulte des déclarations faites par M. le Ministre des Finances au cours d'une réunion de la section centrale, qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'un projet de péréquation, mais de la répartition d'un crédit limité de 225 millions de francs, mis à sa disposition par le Gouvernement.

Tout porte à croire que les calculs ont été mal établis, attendu que l'application du projet de loi en discussion entraînera une dépense de 300 millions, de l'aveu de M. le Ministre Houtart lui-même.

Dès lors, nous estimons qu'il convient d'accomplir un effort supplémentaire, qu'il est désirable de faire œuvre définitive au point de vue de la stabilisation des traitements et d'accorder aux instituteurs une rémunération en rapport avec l'importance de leur délicate mission.

C'est dans ce but que le groupe parlementaire socialiste nous a chargés, de présenter les amendements ci-après que nous analysons succinctement.

ARTICLE 10 DU PROJET DE LOI.

**1° Nous proposons, à l'index 700, pour les instituteurs
un minimum de 14,000 fr. au lieu de 13,000.**

Sous le régime de la loi de 1914, l'instituteur marié débutait dans une commune de plus 100.000 habitants avec un traitement de 1,200 fr. augmenté de 800 fr. d'indemnité de résidence, soit au total 2,000 fr.

Le minimum de 13,000 fr. prévu au projet de loi lui accorde 6,5 fois son traitement d'avant guerre.

Logiquement et en toute équité, ce minimum doit être de

$$2,000 \times 7 = 14,000 \text{ fr. à l'index 700.}$$

Ce fut d'ailleurs le système mis en vigueur par la loi du 6 mars 1925. L'instituteur en question touchait (partie fixe) 5,000 + 1,000 fr. d'indemnité de logement, = 6,000 fr., soit 3 fois le traitement de 1914, à l'index 300.

Mettons en regard la situation avantageuse créée par la majorité de la section centrale aux desservants, chapelains et vicaires.

Le desservant de classe supérieure jouissait, par application de la loi du 24 avril 1900, d'un traitement de 1,400 fr. Il obtient 12,000 fr., soit 8,5 fois son traitement d'avant guerre.

De même, les chapelains et vicaires de classe supérieure qui avait un traitement de 1,000 fr., voient celui-ci porté à 10,000 fr., soit 10 fois leur traitement de 1914.

Et l'instituteur dont il s'agit plus haut, voit le sien multiplié par 6,5!

Nous espérons que le Parlement ne tolérera pas que le personnel enseignant soit traité sur un pied d'infériorité vis-à-vis des membres du clergé.

2° Allocation d'une indemnité mobile égale à 5 % du traitement par tranche de 35 points acquis au delà de l'index 700.

Cette mesure a pour but de conserver au traitement sa puissance d'achat, au fur et à mesure de l'accroissement de l'index moyen du pays.

En 1924, les émoluments des instituteurs étaient manifestement insuffisants pour leur permettre de tenir leur rang d'éducateur, de se vêtir convenablement, d'acheter les livres pédagogiques nécessaires à leur développement intellectuel et professionnel.

Or, le projet du Gouvernement stabilise les traitements à l'index 700, alors que l'index moyen du pays est de 811 points et celui de l'agglomération bruxelloise de 858.

Comparons le multiplicateur 7 admis par le Gouvernement, avec l'augmentation réelle de certains produits de première nécessité (chiffre puisés dans la *Revue du Travail* de janvier 1927, Bruxelles).

Pain	8,5	fois le prix de 1914
Pommes de terre.	11	id.
Café	9,8	id.
Chicorée	11,8	id.
Lait.	10	id.
Oeufs	14	id.
Beurre	12	id.
Viandes et lard (moyenne) .	9	id.
Savon	8	id.
Costume	10	id.
Chapeau-Casquette . . .	11	id.
Chemises	10	id.
Charbon	9	id.

Il ressort de ces données que les produits ci-dessus coûtent, en moyenne, dix fois plus qu'avant guerre, alors que l'instituteur marié fonctionnant dans un grand centre, obtient en tout et pour tout 6,5 fois son traitement de 1914.

3° Indemnité familiale.

Le projet de loi stipule que les indemnités familiales sont accordées aux instituteurs à partir du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet qui suit la date de la naissance.

Cette façon de procéder n'est pas logique. En effet, supposons qu'un enfant naisse le 5 janvier, l'instituteur ne touchera l'indemnité familiale qu'à partir du

1^{er} juillet. Il devra donc attendre six mois. Or, c'est au début de la carrière, lorsque les enfants sont jeunes, que les charges de famille sont les plus lourdes.

Pourquoi d'ailleurs agir différemment pour les instituteurs que pour les employés et fonctionnaires de l'État. Ces derniers touchent, en effet, l'indemnité familiale le 1^{er} du mois qui suit la naissance de l'enfant. (A. R. du 1^{er} décembre 1924.)

4° Augmentations périodiques et fin de carrière.

Il semble logique, et toutes les associations professionnelles sont d'accord à ce sujet, que les instituteurs soient assimilés aux commis rédacteurs concourant pour le fonctionnariat.

Le projet de loi, au point de vue des augmentations périodiques, satisfait-il à ce desideratum?

Loin de là!

Le commis rédacteur obtient son maximum après vingt-deux années de service, l'instituteur après vingt-huit ans seulement. Au cours d'une carrière de trente ans, le premier touche 674,000 francs, le second 622,500 francs; même le commis rédacteur ne concourant pas pour le fonctionnariat reçoit durant le même laps de temps, environ 45,000 francs de plus que l'instituteur.

Voici un second argument qui milite en faveur de l'assimilation intégrale des instituteurs aux commis rédacteurs.

Le commis d'ordre qui peut, après examen, accéder aux fonctions de commis rédacteur concourant pour le fonctionnariat, entre en fonction à l'âge de 17 ans; l'instituteur, en moyenne, ne prend service qu'à l'âge de 21 ans.

Or, le commis d'ordre gagne au cours des quatre premières années de service, la somme de 45,600 francs alors que l'élève instituteur coûte annuellement à ses parents, sans exagération, 2,000 francs pour frais d'études.

D'où, pour l'instituteur, un manque à gagner de 52,000 francs environ.

Au cours de sa carrière, il ne lui est pas possible de récupérer cette somme. Et encore, se peut-il que le commis entre dans les cadres supérieurs de l'Administration et arrive au traitement de 50,000 francs et plus.

Nous proposons également d'accorder aux instituteurs qui ne sont pas appelés à une direction, une indemnité de fin de carrière.

En voici les motifs :

Supposons deux instituteurs nommés le même jour, dans une école comprenant trois classes.

Après cinq années de service, l'un est promu au grade de chef d'école. Il recevra de ce chef, une indemnité de direction de 2,400 francs l'an. Après une carrière de trente-cinq années, il aura touché trente fois 2,400 francs soit 72,000 francs de plus que son collègue resté simple instituteur.

Cette somme serait, dans les mêmes conditions, de 108,000 francs pour le chef d'une école de 4 à 6 classes et de 144,000 francs pour le chef d'une école de 7 classes et plus.

Cette différence est trop considérable. C'est pourquoi nous proposons d'accorder à tous les instituteurs non promus chef d'école à la vingt-sixième année de service, une indemnité hors barème de 1,200 francs, soit la moitié de l'indemnité de direction allouée au chef d'une école de 1 à 3 classes.

Nous estimons cet avantage très modique si l'on se rend compte que les instituteurs des sections préparatoires annexées aux écoles moyennes de l'État, ainsi que les instituteurs des écoles de bienfaisance touchent durant toute leur carrière 2,000 francs de plus par an que leurs collègues des écoles primaires, ce qui leur procure, au cours de trente-cinq années de service, un surgain de 70,000 francs.

On invoque, pour justifier cette différence, que les instituteurs précités ne peuvent jamais obtenir la direction d'une école.

Mais combien de membres du personnel enseignant dans *des communes de quelque importance*, exercent-ils actuellement les fonctions de chef d'école? Relativement très peu.

La statistique ci-après est très suggestive à cet égard :

Il existedans le pays environ 8,600 écoles primaires, desservies par 30,000 instituteurs (statistique de 1925).

D'après les renseignements fournis par le Département des Sciences et Arts, il y a actuellement :

8,611 écoles primaires à 1 classe,
et 4,736 écoles primaires à 2 classes comprenant au total 6,083 membres du personnel enseignant, dont 4,347 chefs d'école.

Par contre, pour les 4,000 écoles comprenant plus de deux classes, il reste environ 24,000 instituteurs, dont 4,000 chefs d'école.

5° Supputation des années de service.

ART. 31 b.

1° *Faire compter pour l'instituteur le temps pendant lequel il accomplit son service militaire.*

Il suffit pour se rendre compte du bien-fondé de cet amendement, de faire une simple comparaison entre l'*institutrice* et l'instituteur.

La première appelée comme intérimaire pendant que le second accomplit son service militaire, bénéficie de dix à douze mois d'avancement dans le barème, lorsqu'elle obtient une promotion.

Pour l'instituteur, le temps de service militaire ne compte pas s'il n'a pas de nomination effective au moment de son incorporation.

D'où il résulte pour lui une perte jusqu'à la fin de sa carrière d'au moins 500 francs par an.

2° *Faire compter comme année de service le temps pendant lequel les jeunes gens qui sont entrés dans l'enseignement n'ont pu faire leurs études normales, par suite de faits de guerre.*

La loi organique de l'enseignement primaire définit quels sont les services rendus à la Patrie, qui comptent pour établir le traitement de l'instituteur.

Notre proposition ne tend qu'à compléter les dispositions en vigueur. Nous sommes persuadé qu'il s'agit, en l'espèce, d'une simple omission. Si l'attention des législateurs de 1919, 1920 et années subséquentes avait été attirée sur ce point, il est certain que notre façon de voir aurait été admise depuis longtemps.

6° Traitement uniforme pour les institutrices gardiennes.

Le projet de loi en accordant un traitement différentiel aux institutrices gardiennes selon qu'elles sont porteurs d'un diplôme ou d'un simple certificat ou dispensées de tout diplôme, modifie un des principes de la loi organique, qui consacre l'égalité des traitements pour les institutrices gardiennes.

Pourquoi donner aux unes 80 % et aux autres 75 % du traitement des instituteurs ?

Le Gouvernement n'agit pas de même pour le personnel primaire. Il ne fait, en effet, aucune distinction puisque les instituteurs *dispensés de tout diplôme* fonctionnant dans l'enseignement libre, touchent le même traitement que les instituteurs communaux diplômés.

Si l'on admet le principe d'un traitement différentiel selon l'importance du diplôme et par conséquent des études faites, on devrait allouer au régent exerçant les fonctions d'instituteur primaire, un traitement plus élevé qu'à son collègue qui n'est porteur que du diplôme d'instituteur.

A propos des dispenses de diplômes, je tiens à signaler que nous avons introduit, le 1^{er} mars 1928, auprès de notre honorable collègue M. Marek, rapporteur de la section centrale, une demande de renseignement à fournir par M. le Ministre des Sciences et des Arts, tendant à connaître le nombre de membres du personnel enseignant dispensés, fonctionnant dans les écoles primaires et gardiennes.

Jusqu'à ce jour nous n'avons reçu aucune documentation à ce sujet. Nous le regrettons parce que nous aurions probablement pu y puiser des arguments précieux.

7° Maintien des indemnités pour certificats spéciaux

Le projet du Gouvernement abroge l'article 34 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif à l'octroi d'indemnités pour les instituteurs porteurs de certificats spéciaux.

Ces indemnités s'élèvent de 50 à 300 francs.

Nous estimons qu'il convient de les maintenir tout au moins en faveur des bénéficiaires actuels.

En effet, il est nécessaire d'encourager les instituteurs qui suivent des cours en dehors de leurs heures de classe, dans le but de poursuivre leur perfectionnement professionnel.

Cette indemnité n'est, en somme, qu'un modique dédommagement pour le travail fourni et les dépenses faites par les intéressés.

8° Suppression de la mesure transitoire limitant à 97 et 93 % l'attribution des nouveaux traitements.

Cette mesure tend à diminuer le montant des traitements déjà insuffisants, eu égard au coût de la vie. A notre avis, elle ne se justifie pas.

Signalons, en passant, que les traitements des agents publics subissent déjà des retenues considérables pour les caisses des veuves et orphelins, le paiement des taxes professionnelles et surpeltaxe.

9° Maintien de l'indemnité de résidence en faveur des agents mariés qui en bénéficient actuellement.

L'index moyen du pays est, en ce moment, de 811, on peut dire que l'indice dans les petites communes n'atteint pas 800 points.

L'index de l'agglomération bruxelloise s'élève à 858, il y a, par conséquent, une différence de 60 points environ.

Le coût de la vie à Bruxelles est donc plus élevé de 13 % que dans les communes rurales.

Le Gouvernement reconnaît que le traitement des instituteurs de Bruxelles doit être plus important que celui de leurs collègues ruraux, puisqu'il accorde une indemnité de résidence de 750 francs l'an, aux mariés gagnant 17,000 francs ou moins.

A partir de la 11^e année, le traitement de l'instituteur de Bruxelles sera le même que celui de son collègue de la campagne.

Or, les charges de l'instituteur d'un grand centre sont écrasantes : augmentation des loyers, coût élevé des vivres, nécessité de faire de plus grands frais d'habillements, etc.

Nous estimons qu'une indemnité de résidence uniforme de 750 francs doit être maintenue, pendant toute sa carrière, en faveur de l'instituteur marié de l'agglomération bruxelloise et qu'il convient de l'étendre, en outre, aux instituteurs des régions anversoise, liégeoise et caroloringienne.

. . .

Tels sont, Messieurs, rapidement esquissés, les amendements que nous avons eu l'honneur de proposer et de développer à la section centrale. Trois d'entre eux ont été admis par nos honorables Collègues; nous les en remercions vivement.

Nous avons cependant tenu à exposer dans son ensemble la solution que le groupe socialiste préconise pour faire œuvre de péréquation durable.

Nous la soumettons avec confiance à l'appréciation de nos honorables Collègues de la Chambre.

G. MELCKMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1928.

Wetsontwerp betreffende het bezoldigen van de leden van de rechterlijke orde, den mijnraad, de bestendige deputatiën van de provinciale raden, de Katholieke geestelijkheid en het onderwijzend korps der lagere en bewaarscholen, alsook der officieren ingenieurs der militaire fabrieken, en van het personeel van het hooger onderwijs ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MARCK.

1 Algemeene beschouwingen.

MIJNE HEEREN,

Bij den aanvang van hare werkzaamheden, heeft uwe middenafdeeling het juiste kenmerk van dit wetsontwerp willen vastleggen en er de draagkracht van bepalen.

Zij kwam alda tot het slotsom dat het hier eene eenvoudige wet van wederegeling geldt, eene eenvoudige financiewet die alle organieke omwerking uitsluit.

De meening van de Regeering treedt duidelijk aan het licht in den aanvangszin van de Memorie van Toelichting : « Daar de muntstabilisatie een feit is dat men als bepaald vaststaande beschouwen mag, heeft de Regeering het oogenblik geschikt geoordeeld om de bedrijfsinkomsten van het door den Staat bezoldigd personeel te stabiliseeren en tot het vóóroorlogsch regime terug te keeren. »

Moest er nog eenigen twijfel kunnen bestaan omtrent het kenmerk van den maatregel die van het Parlement geëischt wordt, zou die alras verdwijnen bij de vergelijking van de voorgestelde wet met de vroegere, die zij ten andere vervangen moet.

Zij draagt denzelfden titel, en zij steunt op dezelfde beweeggronden, vermits het in beide gevallen de waardevermindering van onze munt is, die aanleiding gegeven heeft tot het tot stand komen dier wet.

(1) Wetsontwerp, n° 57.

(2) De middenafdeeling bestond uit de heeren Hallet, voorzitter, Melckmans, Poncelet, Marck, Van de Vyvere, Standaeit en De Winde.

. * .

Dit kenmerk van het wetsontwerp verplicht ons, bij de vaststelling van den nieuwen wedderooster, tot het stipt toepassen van sommige regelen.

Maar laten we eerst wijzen op wat er vroeger gebeurd is in de wetgeving, om daarin eenige nuttige vingerwijzingen te vinden op dit gebied.

In de vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 12 Februari 1925 (*Hand. Kam.*, bl. 567 en 568), hebben de heeren Franck en de Minister van Justitie, de heer Masson, in het licht gesteld dat eene perequatie-wet, eenvoudige financiewet, geene aanleiding kon geven tot eenige organieke wijziging, wanneer deze enkel op de wedden sloeg.

Op grond van de voorafgaande kwestie, deden zij een amendement verwerpen dat dit laatste punt voor doel had. De heer voorzitter Brunet deed daarna twee andere soortgelijke amendementen terzijde stellen (zelfde vergadering, blz. 570).

Dit vraagstuk van proceduur was reeds vroeger behandeld geworden en in denzelfden zin opgelost. Bij de bespreking van de wet van 31 Juli 1920, heeft de middenafdeeling, zooals blijkt uit het verslag van den heer Tschoffen (*Hand. Kam.*, 1919-1920, blz. 882), om dezelfde reden, als buiten het kader van de wet vallende, zeker organieke hervorming verworpen, al was die ingegeven door de Commissie van Advies.

In de Kamer zelf verklaarde de heer voorzitter Brunet als niet ontvankelijk een amendement van denzelfden aard (Kamer der Volksvertegenw., zittingsjaar 1919-1920, vergadering van 3 Juni 1920).

In het merkwaardig verslag van de eerste afdeeling der Commissie belast met het onderzoek van de wedderegeling van 1924, uitgebracht door den heer De Haene, raadsheer bij het Hof van Cassatie (*J. Trib.*, 1924, n° 2984), is eveneens op heldere wijze die zijde van het vraagstuk behandeld.

Na vastgesteld te hebben dat het plan, door de Commissie gevolgd, haar was voorgeschreven door de Regeering zelve, gaat hij voort :

« De verhooging van de wedden is meer schijnbaar dan werkelijk, en is slechts de aanpassing van het vroegere barema aan eene nieuwe economische orde, waarin nieuwe muntstandaarden de schaal der waarden beheerschen en de cijfers niet meer dezelfde taal van vroeger spreken.

» Daar zij enkel voor opdracht had, een nieuw barema vast te stellen in het kader van de bestaande wetten, heeft zij (de Commissie) alleen hare aandacht gewijd aan dit barema.

» De toestand eischt thans een onmiddellijken maatregel, binnen het bereik van de van kracht zijnde wetten, en eene eenvoudige aanpassing van de vroegere wedden aan de nieuwe economische omstandigheden ».

Wegens den geest waarin zij werd opgevat, zal de toekomstige wet moeten vastgelegd worden in den vorm der organieke wetten, vermits zij bestemd is om een integraal deel te worden van het gemeen recht en om de kortstondige wet van 1925 te vervangen.

. * .

In feite, is het bijna een louter wiskundig vraagstuk dat ons wordt gesteld. Wij moeten een verdeling doen van eene beschikbare som onder de bezoldigden van den Staat. Deze verrichting mag niet beheerscht worden door willekeur. Zij

moet gedaan worden volgens een algemeene formule die zooveel mogelijk eene pondspondsgewijze verdeeling verzekert.

Het debat kan dus niet ontaarden in een soort van zaakje, waarin ieder van zijn kant zou trachten zooveel mogelijk thuis te halen.

Men zou het stelsel van de perequatie ontzenuwen, moest men het oor leenen aan om het even welke klachten — hoe gegrond zij ook mochten wezen — die niet uitsluitend steunen op de verdeelende rechtvaardigheid.

Zoo de regelingswetten niet meer beantwoorden aan de behoeften, dan moeten zij rechtstreeks en zonder omwegen gewijzigd worden. Thans moet men er zich toe beperken de organieke wetten weer eenvoudig aan te passen, aangezien de Kamer — althans voorloopig — niet geroepen is om de onderscheidelijke verdiensten van het Staatspersoneel te onderzoeken en om te beslissen of de wetten der verschillende orden, al of niet moeten vastgesteld worden naar verschillende regels en of, in dezelfde richting, de bestaande schaal der wetten moet worden herzien. Het zijn kiesche vraagstukken, vol moeilijkheden en waaraan het gevaarlijk zou wezen fragmentaire oplossingen te geven die de algemeene lijnen van een regime in het gedrang zouden brengen.

De ervaring heeft bewezen dat, wanneer men aan een radertje raakt, men het heele werk in de war brengt. Dit was het geval voor sommige gelijkstellingen van klassen die door eene half-organieke wet, zonder voorbereiding, werden ingevoerd. Sommige hebben op bedoelde maatregelen gesteund om gelijkaardige wetten te bekomen.

Wanneer het oogenblik zal gekomen zijn — wij hopen dat het spoedig zal wezen — om dit ingewikkeld vraagstuk aan te pakken, dan zal de studie stellig met voorzichtigheid moeten geschieden, doch, zonder dat de traditie een verstar-ring kome opleggen, die strijdig is met alle aanpassing aan de opvattingen van eene bestuursinrichting die zich voortdurend ontwikkelt en wijzigt.

* *

De middenafdeeling heeft met aandacht al de aanvragen onderzocht die haar toegezonden werden. Zij heeft daarin kritieken gevonden betreffende de organieke regeling en andere betreffende het onderwerp dat ons voorgelegd wordt.

Aangezien zij — alhoewel zij dit soms ten zeerste betreurd heeft — geene klachten kon in aanmerking nemen, die er naar streefden de grondslagen door onze voornaamste wetten ingevoerd in het gedrang te brengen, heeft zij, overeenkomstig haar eigen besluit en om aan die wetten te gehoorzamen, aanpassingen of juiststellingen verricht, welke noodzakelijk werden wegens overtredingen van de organieke wet.

De Regeering heeft hulde gebracht aan het principe der rechten, gewaarborgd door de vroegere wetten, met in haar ontwerp een hoofdstuk IX op te nemen, dat bestemd is, zegt zij, om het behoud te verzekeren van de bestaande toestanden of, zoo men dit verkiest, om de eerbiediging van de verworven rechten te verzekeren.

Eene reeks eischen steunen op vergelijkingen ontleend aan het Koninklijk besluit van 16 December 1927, betreffende de ambtenaren der bestuurlijke orde. Zij zijn bestemd om de herziening der organieke regelingen te verdedigen — de gelijkstellingen hooren er bij — doch missen thans alle uitwerking, zelfs als zij gegrond zijn en zelfs als zij doelen op onlangs doorgevoerde wijzigingen. De uitvoerende macht heeft inderdaad de gelegenheid gehad die maatregelen door te

voeren, het organiek vraagstuk met het financieel vraagstuk verbindende — op een gebied waar zij het oppergezag voert.

Die gelijkwaardigheid of dit parallelisme zou echter niet miskend mogen worden wanneer de belanghebbenden zich eenvoudig plaatsen op het standpunt van de perequatie en, in het algemeen, eene gelijkheidsverdeeling vragen van de credieten voor deze verrichting voorzien. Nadat de middenafdeeling er zich rekenschap van had gegeven dat de verdeeling soms ongelijk was, heeft zij derhalve gepoogd het Regeeringsontwerp in sommige gevallen te verbeteren.

De middenafdeeling heeft zich echter uitsluitend binnen de perken van eene perequatielwet willen houden en zij heeft dan ook geene kritiek geuit ten aanzien van de Regeering, wegens de lichte inbreuken op den regel, die aan de belanghebbenden voordeel brengen zonder evenwel de organieke principes en de rangorde der bestaande wetten in het gedrang te brengen.

*
* *

De middenafdeeling heeft getracht documentatie bijeen te brengen aangaande de grondslagen, door de Regeering aangenomen bij het opmaken van de onderscheidene barema's. Zij heeft, te dien einde, de mededeeling gevraagd van de verslagen der Perequatiecommissie. De Regeering heeft gemeend aan deze vraag geen gevolg te moeten geven, onder het voorwendsel dat het de gewoonte niet is de processen-verbaal mede te deelen van de commissies waarvan de werkzaamheden bestemd zijn om de Regeering in te lichten met het oog op het voorleggen van Koninklijke besluiten of het indienen van wetsontwerpen.

De Middenafdeeling is dus verplicht voorbehoud te maken betreffende de weigering die zij opgelopen heeft. Het staat vast dat, in 1925, de Kamer kennis genomen heeft van het verslag der Commissie voor de rechterlijke orde, opgemaakt door den heer de Haene, raadsheer bij het Hof van Cassatie. Het werd zelfs door de pers bekendgemaakt. Men vindt insgelijks sporen in de *Gedrukte Stukken* der Kamer van 1920, van een verslag dat, in dien tijd, namens de Commissie van Advies, uitgebracht werd door raadsheer Pouillet. Zoo men nog verder gaat, dan ontdekt men, naar aanleiding van wetsontwerpen betreffende de rechterlijke inrichting van 1832 en van 1869, dat het Parlement in het bezit werd gesteld van de voorafgaande studiën. Ten slotte, werd een verslag van eene Sub-Commissie van 1920 — die welke zich bezighield met de wedde der ontvangers — gedrukt en in den handel gebracht.

*
* *

De middenafdeeling bevond zich dus voor de noodzakelijkheid gebruik te maken van al de gegevens die zij toevallig heeft kunnen verzamelen. Als eersten regel heeft zij aangenomen, dat zij een samenhangend werk moest oprichten en voor de eenen doen wat men voor de anderen deed. Zij kon tot de volledige toepassing van dien regel niet geraken en heeft dan eene vergelijking gemaakt van de methodes die voor de twee Orden in acht genomen werden. Zij heeft den toestand bestudeerd die, voor al de wedden, ontstond uit de vermenigvuldiging door middel van de algemeene formule, vermeld in de Memorie van Toelichting. Zij heeft vervolgens getracht de ontoereikendheid te verhelpen van de wedden voorgesteld voor sommige categorieën, die te wijten is, hetzij aan het gebruik van een vermenigvuldiger die minder beloopt dan die welke voor de anderen werd aangewend, hetzij aan eene ongelijke aanpassing van de periodieke verhoogeningen.

Voor de leden van een zelfde groep betrokkenen, wier toestand in een bijzonder hoofdstuk van het ontwerp behandeld wordt, heeft zij, bij ontstentenis van andere inlichtingen, gebruik gemaakt van de aanwijzingen opgeleverd door de cijfers zelf die de Regeering vastgesteld heeft. De aangenomen richtlijnen zijn de volgende, die alle steunen op de principes van de verdeelende gerechtigheid :

1° Overeenstemming, in het nieuwe barema, van de wedden die, in de organieke regeling, overeenstemmen. Aanneming, te dien einde, voor deze onderscheidene wedden, van het cijfer der door het Regeeringsontwerp meest begunstigde wedde ;

2° Toepassing van denzelfden vermenigvuldiger — den meest gunstigen — voor de vaststelling van de nieuwe aanvangswedde der ambtenaren van denzelfden graad, doch die nochtans eene niet overeenstemmende organieke wedde hebben ;

3° Voortzetting, zooals in het verleden, van de overeenstemmende beperking, opgelegd aan sommige hoge wedden.

Aan de hand van deze principes, zullen wij het barema onderzoeken voor elke groep van betrokkenen.

EERSTE HOOFDSTUK VAN HET ONTWERP

2

De rechterlijke orde.

De Memorie van Toelichting zegt : « Over het algemeen heeft de Regeering in haar werk de $\frac{7}{3}$ van de vaste wedden van 1924 tot uitgangs- en tot richtpunt genomen. »

Dit voorstel, dat waar is voor de ambtenaren en bedienden van het Centraal Bestuur van de Justitie, wier nieuwe wedden het aldus bekomen totaal soms met 5,000 frank overschrijden — behalve voor drie soorten van lagere bedienden — wordt uitdrukkelijk tegengesproken door de cijfers die betrekking hebben op de rechterlijke orde. Al de wedden blijven daar beneden de aangegeven formule, met bedragen die schommelen tusschen 500 en 6,000 frank. Slechts twee categorieën van wedden van de leden onzer hoven en rechtbanken van eersten aanleg maken daarop uitzondering :

1° De voorzitters van eene Kamer en de eerste advocaten-generaal van de Hoven van Beroep, de voorzitters en procureurs des Konings van de rechtbanken van eerste klasse en de referendarissen van de eerste klasse.

2° De ondervoorzitters van de rechtbanken van de tweede klasse.

(Wij zullen verder aantonen dat het ontwerp, juist zooals in 1925, als grondslag voor den nieuwen wedderooster de jaarwedden genomen heeft zooals zij werden vastgesteld door de wet van 1914).

Het is dus noodig geweest een vergelijkend onderzoek te doen van twee gegevens — de aanvangswedde en de periodieke verhoogeningen — die in de samenstelling van de vaste wedde van elke Orde vervat zijn.

A. — AANVANGSWEDDE.

1. — Bestuurlijke orde.

De formule $\frac{7}{3}$ wordt overschreden voor allen (uitgenomen voor de bureeloversten) met bedragen die schommelen tusschen 300 en 5,400 frank.

II. — *Rechterlijke orde.*

Behalve voor de magistraten van het Hof van Cassatie en de eerste voorzitters en procureurs-generaal van de Hoven van Beroep, wordt de formule 7/3 overschreden in eene verhouding die gaat van 1,200 tot 6,200 frank. De vermenigvuldiger is soms hooger dan in de bestuurlijke orde.

B. — PERIODIEKE VERHOOGINGEN.

I. — *Bestuurlijke orde.*

De verhoogingscoëfficiënt is, in algemeenen regel, 2, 2 1/2 en tot 2.80, ten minste in het kader van het personeel dat den rang van ambtenaar heeft; alleen voor den secretaris-generaal is de coëfficiënt slechts 1.66.

II. — *Rechterlijke orde.*

Hier is de verhoogingscoëfficiënt onveranderlijk 1.5.

. . .

1° In de bestuurlijke orde, komt eene nieuwe reeks periodieke verhoogingen overeen met elken graad.

In de rechterlijke orde, bestaat er voor den duur eener gansche loopbaan slechts een enkele reeks van verhoogingen;

2° In de bestuurlijke orde, bedragen de verhoogingen, in elken graad, eene gezamenlijke som van 14,000, 15,000, 16,000 tot 18,000 frank (alleen voor den secretaris-generaal bedragen zij slechts 10,000 frank).

In de rechterlijke orde, bedragen de verhoogingen onveranderlijk niet meer dan 9,000 frank;

3° In de bestuurlijke orde, wordt het maximum over het algemeen bereikt na tien jaar, soms na acht jaar, soms na zes jaar, soms zelfs na vijf jaar.

In de rechterlijke orde, wordt het maximum slechts bereikt na achttien jaar, wanneer het magistraten geldt, na dertig jaar, waar het de griffiers geldt;

4° In de bestuurlijke orde, zijn de verhoogingen den eenen keer tweejaarlijksch, den anderen keer driejaarlijksch.

In de rechterlijke orde, zijn die verhoogingen altijd driejaarlijksch;

5° In de bestuurlijke orde, zijn de verhoogingen, van af den graad van bureel-overste, 2,500, 3,000, 3,250, 4,000 en 5,000 frank.

In de rechterlijke orde, zijn de voorgestelde verhoogingen slechts 1,500 frank voor de magistraten en 900 frank voor de griffiers.

. . .

De leden van de rechterlijke orde behouden, in geval van eene nieuwe benoeming, de vroeger verworven verhoogingen; de ambtenaars van het Ministerie van Justitie genieten theoretisch dit voordeel niet. Men moet er nochtans op wijzen, dat hier de maximum-wedde van een graad, door eene eigenaardige schikking, 3 tot 4,000 frank hooger is dan de aanvangswedde van den onmiddellijk daarop volgenden graad. De bureelonderoverste eindigt met 34,000 frank, terwijl de bureeloverste slechts begint met 30,000 frank.

De bureeloverste klimt tot 44,000 frank, terwijl de onderdirecteur slechts begint met eene wedde van 40,000 frank en eindigt met 54,000 frank, en terwijl de aanvangswedde van den directeur slechts 50,000 frank bedraagt, enz. Welnu, de ambtenaar behoudt, bij eene bevordering, dit voordeel, en de maximumwedde van een graad wordt, over het algemeen, bereikt na 10 jaar, soms na 8 jaar, soms na 6 jaar, soms na 5 jaar, en in de meeste gevallen dus vóór de verhooging in graad.

. . .

Daar de gelijkheid werd geëerbiedigd, ten minste bij benadering, voor de grondslagwedden der beide orden, kan men zich op dit punt aansluiten bij de formule van de Regeering, onder voorbehoud nochtans van de wijzigingen die noodzakelijk zijn gemaakt door het gebruik van verschillende coëfficiënten voor wedden die organiek gelijkwaardig en evenredig zijn en die wij verder zullen aanwijzen.

. . .

De systematische ongelijkheid in het verleen van de periodieke verhoogingen, die duidelijk blijkt uit de vergelijking die wij hooger hebben gemaakt, vergt ten voordeele van de rechterlijke orde, en om tot eene rekenkundige gelijkheid te komen, eene wijziging in de afwisseling en eene verhooging van het totaal dezer verhoogingen. Het schijnt wel dat, waar het deze orde geldt, men uit het oog verloren heeft dat de veranderlijke vergoeding van de wet van 1925, die men opheft, in verhouding stond niet alleen tot de aanvangswedde maar ook tot deze wedde, vermeerderd met de periodieke verhoogingen.

De middenafdeeling stelt dus de volgende wijzigingen voor :

- 1° Het gezamenlijk bedrag van de verhoogingen te brengen van 9,000 op 13,000 frank;
- 2° De leden van de rechterlijke orde dit cijfer laten bereiken na 18 jaar dienst;
- 3° De verhoogingen te regelen als volgt :
 - a) Vier driejaarlijksche verhoogingen van 2,000 frank (de eerste);
 - b) Twee driejaarlijksche verhoogingen van 2,500 frank (de laatste).

Het onderzoek van de model-loopbanen in de twee orden maakte het voor de middenafdeeling mogelijk nog ruimer te zijn. Inderdaad, zij ontdekten toestanden die in 1925 volstrekt dezelfde waren; zelfde aanvangswedde en zelfde eindwedde.

Dit is het geval voor den rechter of den substituut van de rechtbank van de eerste klasse, vergeleken bij den inspecteur in het Ministerie van Justitie.

Dit is eveneens het geval voor den rechter of den substituut van de rechtbank van de tweede klasse, vergeleken bij den onderdirecteur in het Ministerie van Justitie.

Terwijl ze beiden, ook thans nog, met dezelfde aanvangswedde beginnen, zal de inspecteur nochtans de eindwedde bereiken na 12 jaar, eindwedde die 7,000 frank meer bedraagt dan deze van den rechter of van den substituut van de eerste klasse.

Terwijl ze eveneens beiden in dezelfde voorwaarden beginnen, zal de onderdirecteur zijnerzijds, na 10 jaar, eene maximumwedde bereiken die 5,000 frank meer bedraagt dan deze van den rechter of van den substituut van de tweede klasse.

* * *

Onze voorstellen strekken zich uit tot al de leden van de rechterlijke orde zonder onderscheid.

In hare Memorie van Toelichting, neemt de Regeering het gebruik van eene enkele formule aan.

Deze formule — eene gelijkheids-formule — is de grondslag voor de perequatie waarin billijkheidshalve de rechten van iedereen worden in evenwicht gebracht zonder iemand te benadeelen.

De aanpassing geschiedt, ten andere, op grond van de waardevermindering van den frank tot 175, die iedereen in dezelfde mate getroffen heeft. En zij geschiedt volgens het organieke stelsel. Welnu, dit stelsel bekrachtigde de eenvormigheid van de periodieke verhoogingen. De perequatie moet zijn het omzetten van de waarde der wedden van 1914 in gestabiliseerde munt.

Te allen tijde, is het cijfer der periodieke verhoogingen hetzelfde geweest voor de magistraten en voor de griffiers. Zoo is het nog in het ontwerp van de Regeering.

Edoch, door de wet van 6 Maart 1925, is een voor de griffiers ongunstig onderscheid gemaakt in den duur die noodig is voor het bekomen van dit totaal. Deze wijziging werd indertijd door de middenafdeeling bestreden in deze termen :

« Wij hebben niet de gronden kunnen ontdekken die te dezer zake het beginsel van de gelijkheid ter zijde stellen, beginsel dat altijd werd toegepast op de regelen tot vaststelling der wedden van de leden der rechterlijke orde. Het voorgesteld onderscheid, in de vaststelling van het bedrag der verhoogingen, tusschen de magistraten en de griffiers schijnt ons niet billijk. Het is in strijd met de traditie en, wij durven er bijvoegen, met de rechtvaardigheid. »

Het was slechts door het stellen van de vertrouwenskwestie, en in tweede lezing, dat dit onderscheid werd aangenomen door de Kamer, en nadat op alle banken uitdrukkelijk voorbehoud was gemaakt voor de toekomst. Het werd sedertdien, en terecht, bekniibeld niet alleen door de belanghebbenden, maar door de hogere magistratuur die haar steun verleend heeft aan hunne eischen.

In 1920, had de Kamer, op voorstel zelf van de extraparlamentaire commissie, eenparig de gelijkheidsformule aangenomen, waarvan de heer Tschoffen, verslaggever van de middenafdeeling, « het democratisch karakter » had onderlijnd en die ook de formule was van vóór den oorlog (*Gedr. St. Kamer*, 1919-1920, blz. 882).

De eerbied voor de organieke wetten en voor de verworven rechten moet een einde maken aan den onvoordeelligen toestand waarin de griffiers, in 1925, werden geplaatst.

* * *

Na aldus recht te hebben laten wedervaren aan de rechterlijke orde over het algemeen, hebben wij nog eenige bijzondere gevallen te onderzoeken. In de algemeene beschouwingen van het verslag, hebben wij de redenen uiteengezet die het onderzoek van de kritiek, tegen de organieke schaal van de wedden gericht, moeten doen verdagen.

Herinneren wij hier aan een zin uit de Memorie van Toelichting van de in 1914

aangenomen wet en die van de hand is van den Minister van Justitie, den heer Carton de Wiart : « De wetten die verbonden zijn met de verschillende ambten van de rechterlijke orde vormen een geheel waarin elke wedde geëvenredigd is aan de belangrijkheid van het uitgeoefend ambt, en men mag aan enkele van deze wedden niet raken, zonder het geheel aan 't wankelen te brengen. Om dit te behouden, is het dus volstrekt noodig op al de wedden dezelfde wijzigingen toe te passen. »

De Commissie voor de rechterlijke orde van 1920, voorgezeten door den heer Goddyn, den tegenwoordigen voorzitter van het Hof van Cassatie, oordeelde evenzoo dat « de eerbied voor de hiërarchie het behoud van de bestaande schaal der wedden oplegde », en zij drukte er op dat « men in werkelijkheid sommige wedden zou verminderen zoo men ze niet alle in dezelfde mate verhoogde ».

Het is dus onze plicht het oor te leenen aan de klachten die steunen op het gemeene recht en dienvolgens eenige ongerijmdheden te herstellen die het ontwerp bevat in zake van sommige aanvangswedden :

1^o De aanvangswedden *van de organieke wet* betreffende de eerste voorzitters en procureurs-generaal van de Hoven van Beroep zijn dezelfde als deze van de raadsheeren bij het Hof van Cassatie.

Het Regeeringsontwerp stelt voor de eersten, eene wedde van 85,000 frank voor, terwijl het slechts 80,000 frank aan de anderen verleent.

Om reden van de gelijkheid, betaamt het aan de raadsheeren van het Hof van Cassatie dezelfde wedde toe te kennen als aan de eerste voorzitters en de procureurs-generaal van de Hoven van Beroep,

Men moet vervolgens voor de wedden der andere magistraten van het Hof van Cassatie, denzelfden coëfficiënt gebruiken, zoowel om de gelijkheid in acht te nemen als om de bestaande rangorde te behouden. De samendrukking van deze wedden, die vroeger reeds aangenomen werd en de nieuwe toekenning van het voordeel der verhoogingen, verkregen vóór de opneming in het Hof van Cassatie, laten toe deze wedden tot de volgende cijfers te herleiden :

<i>Eerste voorzitter en procureur-generaal</i>	fr. 100,000
<i>Kamervoorzitter en eerste advocaat-generaal</i>	90,000
<i>Raadsheeren</i>	85,000
<i>Tweede advocaten-generaal</i>	87,000

Daarentegen, bestaat er geene reden om aan den eersten voorzitter en aan den procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, de periodieke verhoogingen te onttrekken die zij tot nog toe genoten en waarop zij recht hebben volgens de organieke wetten.

Derhalve stelt de Middenafdeeling voor artikel 3 te doen wegvallen.

2^o De aanvangswedden van 1914 en 1920, van de substituten der procureurs-generaal, voorzitters en procureurs des Konings van de tweede klasse, van de referendarissen bij de rechtbanken van de tweede klasse, van de vrederechters van de eerste klasse, worden op 60,000 frank gebracht.

De wedde der hoofdgriffiers (Hof van Cassatie, Hoven van Beroep en rechtbanken van eersten aanleg der eerste klasse), die overeenstemde, op die twee tijdstippen, wordt slechts op 56,000 frank gebracht.

Wij stellen voor dit cijfer te wijzigen en te brengen op 60,000 frank.

3° De aanvangswedde van 1914 en 1920, voor den ondervoorzitter der rechtbank van eersten aanleg van de tweede klasse, wordt op 51,000 frank gebracht. De wedde van den hoofdgriffier der rechtbank van de tweede klasse, die met de voorgaande overeenstemde, op de twee vorenvermelde tijdstippen, beloopt slechts 47,000 frank.

Wij stellen voor die wedde op 51,000 te brengen.

4° De aanvangswedde der toegevoegde referendarissen bij de handelsrechtbanken van de derde klasse is op 37,000 frank vastgesteld.

Doch de wedde van den griffier van het vredegericht van de eerste klasse en die van de griffiers van het Hof van Cassatie en van het Krijgshof, die overeenstemden in 1914 en 1920, worden slechts op 36,000 frank gebracht.

Wij stellen voor deze wedden op 37,000 frank te brengen.

5° Voor de griffiers en griffiers ten persoonlijken titel van de rechtbanken van eersten aanleg van de eerste klasse, heeft men de aanvangswedde van 1914 met den coëfficiënt 7 1/2 vermenigvuldigd. Deze zelfde vermenigvuldiger, aangewend voor de wedden van hunne collega's der rechtbanken van de tweede klasse, moet de aanvangswedde van deze laatsten brengen van 25,000 frank op 25,500 frank.

Wij stellen, voor hen, eene aanvangswedde voor van 25,500 frank.

* .

Voor deze verschillende categorieën van griffiers, zijn vorenvermelde verhoogingen het terrugschenken van een recht, verzekerd door de organieke wetten, en niet het verkrijgen van eene gunst. Zij werden reeds voorgesteld door de Middenafdeeling van 1925, nadat zij had bemerkt « dat men de griffiers over het hoofd had gezien en dat men de voor hen voorgestelde wedden niet in dezelfde mate had verhoogd als die van de magistraten. » Zij werden, in eerste lezing, door de Kamer goedgekeurd en het was slechts in de vorenvermelde omstandigheden dat de Kamer aarzelde om hun, op definitieve wijze, voldoening te geven.

De middenafdeeling van 1928 hadde het onrechtvaardig gevonden aan die, welke den laagsten graad der rechterlijke orde bekleeden, het recht te weigeren op al de voordeelen van de organieke wetten, een recht dat zij verleent aan die welke de hoogste ambten der rechterlijke orde bekleeden. Dit zou anders overeenkomen met het trekken van eene scheidingslijn die niet bestaat in de kaders van het centraal bestuur van de justitie, waar de coëfficiënt dezelve is voor allen.

Bovendien, zouden deze verschillen des te minder aannemelijk zijn, omdat, in de meeste gevallen, de benadeelden onderworpen zijn aan voorwaarden in zake van bevoegdheid : diploma van doctor in de rechten of langdurige uitoefening van een ambt, hetgeen overeenkomt met den graad van doctor in de rechten en bij den candidaat een kennis verzekert van de rechtswetenschap overeenstemmende met die van een doctor in de rechten. (De Minister van Justitie, de heer Bara, tijdens de bespreking van de wet op de rechterlijke inrichting, Senaat, vergadering van 20 April 1889 ; zie insgelijks bespreking in de Kamer, van de wet van 4 Augustus 1832, vergadering van 5 Juni 1832, artikelen 26-78 en 121 van de wet tot regeling der rechterlijke inrichting).

Sommige belanghebbenden deden opmerken :

1° Dat men in het bestuur de hoogste ambten kan bekleeden zonder wetenschappelijke verdiensten aan te wijzen ;

2° Dat de organieke schaal vastgesteld werd volgens het onderscheidenlijk belang van de ambten en dat men daarbij de wedden met elkander in verband en in overeenstemming gebracht heeft.

De middenafdeeling werd er toe verplicht, wegens den aard van het voorgelegde ontwerp, te erkennen dat het rekenkundige principe hier niet zou kunnen falen.

. . .

Artikel 2 van het ontwerp stelt de bijwedden vast welke toegekend worden aan de eerste substituten van de procureurs des Konings, aan de eerste toegevoegde referendarissen bij de Rechtbanken van Koophandel, aan de onderzoeksrechters en aan de kinderrechters.

Eerste substituten. — De functie van eerste substituut werd tot stand gebracht bij wet van 31 Juli 1920. De oprichting er van werd als volgt gerechtvaardigd in de Memorie van Toelichting :

« Met het oog op het behoorlijk beleid van het gerecht komt het er op aan dat men, in de belangrijkste parketten van het Rijk, de magistraten van bijzondere verdienste kunne behouden die, wegens de aan het ambt van onderzoeksrechter verzonden bijzondere vergoeding, er toe zouden geneigd zijn eene plaats van rechter aan te vragen, ten einde eenniaal onderzoeksrechter te worden. Den procureuren des Konings moet men de medewerkers laten, die blijk hebben gegeven van den bijzonderen aanleg noodig voor het bestuur der diensten van het parket. Dit resultaat is te bereiken door de aanstelling van eerste substituten, die voor een bepaalden tijd worden aangewezen en wier mandaat kan vernieuwd worden.

De eerste substituten kunnen eene wedde bereiken, gelijkstaande met die der ondervoorzitters; zij kunnen dus hunne functie blijven waarnemen, totdat voor hen de tijd gekomen is om eene plaats van procureur des Konings te bekomen of eene benoeming bij het Hof van Beroep. »

Onthouden wij, — aangezien wij in dit vraagstuk thans belang stellen — dat in 1920, de Regeering wilde, dat de eerste substituut, na afloop van een zekeren tijd, eene wedde zou bekomen overeenkomende met die van een onder-voorzitter.

En de Kamer volgde hierin de Regeering ! Inderdaad, de wet van 31 Juli 1920 verleende aan de ondervoorzitters der rechtbanken van eerste klasse, eene wedde van 15,000 frank en voorzag voor de eerste substituten, bij dezelfde rechtbanken, benevens de wedde van den substituut (12,000 frank) eene maximum-bijwedde van 3,000 frank. Hetzelfde geldt voor de rechtbanken van tweede en derde klasse. Hier ontvingen de ondervoorzitters eene wedde van 13,000 frank en de eerste substituten, eene wedde van 11,000 frank, alsmede eene bijwedde die 2,000 frank kon belooopen.

De wet van 6 Maart 1925 bracht de wedde van den ondervoorzitter eener rechtbank van 1° klasse op 22,500 frank en de wedde van den eersten substituut bij dezelfde rechtbank op 18,000 frank, waaraan nog eene bijwedde toegevoegd werd die 4,500 frank kon bereiken; zij stelde de wedde van den ondervoorzitter van de rechtbanken van 2° of 3° klasse op 19,500 frank vast en de wedde van den eersten substituut op 16,500 frank, met toevoeging eener bijwedde die tot 3,000 frank kon belooopen.

Het wetsontwerp kent aan de eerste substituten geene bijwedde meer toe die, bij de eigenlijke wedde gevoegd, hun toelaat het weddebedrag te bereiken dat vastgesteld is voor den ondervoorzitter. Nemen wij een voorbeeld. Het ontwerp voorziet voor den ondervoorzitter van eene rechtbank van 1^e klasse eene wedde van 56,000 frank; het verleent echter aan den eersten substituut bij dezelfde rechtbank, benevens de wedde van 44,000 frank, slechts eene maximum-bijwedde van 5,700 frank, wat een gezamenlijk bedrag uitmaakt van 49,700 frank in plaats van 56,000 frank.

Wij staan hier dus voor eene organieke herziening die zelfs afbreuk doet aan een beginsel, opgenomen in de wet van 1920 waarbij de functie van eersten substituut werd ingesteld. Uwe middenafdeeling is het niet eens met deze herziening en stelt U voor aan de eerste substituten het voordeel te laten behouden dat hun, krachtens de vorige wetten, toegekend werd, en dat volkomen gebillijkt is.

Eerste toegevoegde referendarissen. — De functie van toegevoegde referendaris werd ingesteld bij wet van 3 Januari 1925. De wet van 10 Augustus 1825 verleende hun eene wedde die overeenstemde met die van den ondervoorzitter eener rechtbank van eerste klasse. Zij ontvingen inderdaad, evenals deze magistraat, jaarlijks een bedrag van 22,500 frank, bestaande uit eene eigenlijke wedde van 18,000 frank en eene maximumbijwedde van 4,500 frank. Het voorliggende wetsontwerp, verleent hun, zonder dezen maatregel te rechtvaardigen, slechts eene gezamenlijke maximumwedde van $44,000 + 5,700 = 49,700$ frank, in plaats van 56,000 frank (wedde van den ondervoorzitter). Uwe middenafdeeling is van gevoelen dat er geene aanleiding bestaat om de Regeering hierin te volgen doch dat de door het ontwerp vastgestelde bijwedde moet verhoogd worden binnen de door haar aangewezen perken.

Kinderrechters. — De wetten van 15 Mei 1912, 15 November 1918, 31 Juli 1920 en 6 Maart 1925 hebben alle, aan de kinderrechters eene bijwedde toegekend waardoor deze rechters gedurende dien tijd, een gezamenlijke wedde ontvingen die meer bedroeg dan die van de ondervoorzitters. Zonder ons te zeggen waarom, stelt de Regeering ons thans voor aan de kinderrechters eene bijwedde te verleenen die hun niet meer toelaat het weddecijfer te bereiken, vastgesteld voor den ondervoorzitter. Inderdaad, volgens het ontwerp, zou de kinderrechtter van eerste klasse, na 15 jaren dienst, slechts ontvangen $44,000 + 9,000 = 53,000$ frank, in plaats van 56,000 frank ten minste.

Onderzoeksrechters. — De wet van 15 Mei 1912 kent aan de onderzoeksrechters eene wedde toe die meer bedraagt dan die der ondervoorzitters. Daarentegen stellen de wetten van 15 November 1918, 31 Juli 1920 en 6 Maart 1925, den onderzoeksrechtter, wat de wedde betreft, onder de ondervoorzitters. Wij willen aan dien toestand niets veranderen die als eene organieke regeling kan beschouwd worden. Wij zijn echter van gevoelen dat het billijk ware, bij de vaststelling der bijwedde die aan de onderzoeksrechters te verleenen is, den coëfficiënt aan te nemen die gebruikt werd voor de vaststelling der periodieke verhoogingen (2.17) en dit des te meer omdat wij aldus onder al de magistraten die eene bijwedde ontvangen, de verschillen behouden die men thans aanneemt.

. . .

Wij zullen onze taak vervuld hebben, wat betreft de rechterlijke orde, wanneer wij zullen vastgesteld hebben dat, in tegenstelling met hetgeen geschiedde voor

de andere ambtenaren en beambten van den Staat, de Regeering, in het algemeen, den wedderooster van deze orde schijnt opgemaakt te hebben volgens de organieke wedden (stelsel van vóór den oorlog).

Wij hebben reeds hooger in het licht gesteld dat, behalve twee typen, al de wedden van de magistratuur minder belooopen dan zij zouden moeten bedragen volgens de formule van de zeven derden toegepast op de vaste wedden van 1925.

Volgens deze laatste wet, bestaat de vaste wedde, in tegenstelling met het veranderlijk gedeelte, uit het gezamenlijk bedrag van de aanvangswedde en de periodieke verhoogingen. Het veranderlijk gedeelte wordt dan ook berekend volgens dit gezamenlijk bedrag (zie artikelen 1, 3 en 5 der wet van 6 Maart 1925 en de ministerieele omzendbrieven van 1 en 19 December 1924, 12 Januari en 9 Maart 1925). Dit is trouwens nog de uitlegging die aan het begrip « vaste wedde » door het voorliggend ontwerp gegeven wordt.

Wij lezen inderdaad in de Memorie van Toelichting : « Naast de vaste wedde, heeft zij slechts de gezinsvergoedingen behouden en, afgezien van eene overgangsbepaling ten voordeele van sommige, in de Brusselsche agglomeratie wonende agenten, heeft zij zelfs de standplaatstoelage prijsgegeven welke vóór den oorlog onbekend was en kan afgeschaft worden, dank zij den geleidelijken terugkeer tot een normalen toestand. »

Bijlage I van het ontwerp toont de toepassing van den coëfficiënt 7, niet op de wedde van 1925, maar op die van vóór den oorlog; niet op de vaste wedde, maar op de aanvangswedde, terwijl bijlage II de vergelijking trekt tusschen het barema van 1925 en het voorgestelde nieuwe barema.

Onder het stelsel der wet van 1914, zooals overigens onder dit van 1920, sloten, voor de rechterlijke orde, de periodieke verhoogingen eene vaste wedde uit, die niet de aanvangswedde was, wegens de afwezigheid van eenige begrenzing van de verhoogingen. De wet van 1925 voerde het nieuwe stelsel in van de beperkte verhoogingen voor deze orde.

Een laatste woord over dit punt : in tegenstelling met wat gedaan wordt voor de overige ambtenaren, heeft het Regeeringsontwerp geen rekening gehouden, ten voordeele van de belanghebbenden, bij het vaststellen van de nieuwe periodieke verhoogingen, met den terugslag die deze vroeger hadden op het thans opgeheven veranderlijk gedeelte dat geëvenredigd was aan de som van de twee deelen waaruit de wedde bestaat.

Dus, zooals in 1924, « neemt het ontwerp, als grondslag voor het nieuwe barema, de wedden van 1914, zooals zij werden vastgesteld door de in 1914 aangenomen wet, en waarvan de afkondiging verdaagd werd tot 15 November 1918 ». (Verslag van de eerste sectie van de Perequatie-commissie van 1924.)

Deze opvatting heeft voor gevolg gehad, dat, in tegenstelling met de verklaringen door de Regeering aan de middenafdeeling gedaan, sommige aanvangswedden niet meer belooopen dan de wedden van 1915 vermenigvuldigd door den coëfficiënt 7, ofschoon zij deze, in de meeste gevallen, lichtelijk overtreffen. Dit is het geval namelijk voor de hoofdgriffiers wier vóóroorlogsche wedde van 8,000 frank juist op 56,000 frank is gebracht.

Deze slotbeschouwingen billijken, wij zeggen het nogmaals, de gegrondheid van de besluiten der middenafdeeling.

DERDE HOOFDSTUK VAN HET ONTWERP

3

De leden der geestelijkheid.

Bij de organieke herziening van 1920, werden de leden der geestelijkheid minder gunstig bejegend dan de Staatsambtenaren. Inderdaad, het minimum voor de Staatsambtenaren, houders van een diploma van het middelbaar onderwijs van den hooger grad, werd op 4,800 frank gebracht. Hadde men dit cijfer voor de leden der lagere geestelijkheid aangenomen, dan zouden deze thans de volgende wedden ontvangen hebben : pastoors eerste klasse : 18,800 frank ; pastoors tweede klasse : 16,700 frank ; kerkbedienaars : 13,300 frank ; kapelaans en onderpatoors : 10,500 frank.

In 1925 heeft de Perequatie-commissie, gedeeltelijk rekening houdende met hetgeen in 1920 had plaats gegrepen, voorgesteld voor de geestelijkheid, eene bezoldiging aan te nemen die meer in overeenstemming zou wezen met de verhoogingen, toegestaan aan de Staatsambtenaren.

Doch, in haar wetsontwerp van hetzelfde jaar verminderde de Regeering de cijfers door genoemde Commissie voorgesteld.

De middenafdeeling echter, die gelast was dit wetsontwerp te onderzoeken en samengesteld was uit de heeren Pirmez, Poncelet, Pecher, Cocq, Berloz, Troclet en Melckmans, vond de cijfers, door de Regeering voorgesteld, ontoereikend, en vroeg haar ze te verhoogen.

Ziehier, inderdaad, wat wij lezen in het verslag, namens deze middenafdeeling uitgebracht door onzen achtbaren collega, den heer Cocq :

» Wat de kerkbedienaars, de kapelaans en de onderpatoors betreft, was de middenafdeeling van gevoelen dat, zonder tot aanneming van de cijfers over te gaan, welke voorgesteld worden door de Commissie voor de perequatie, er reden bestaat om niettemin de bedragen licht te verhoogen die in het Regeeringsontwerp voorkomen... »

En de toenmalige Minister van Justitie — onze achtbare collega, de heer Masson — gaf toe aan het verlangen van de middenafdeeling.

Dienvolgens werden de leden van de geestelijkheid nooit begunstigd, in tegenstelling met hetgeen wij thans hooren verklaren.

Wij meenen te weten dat de Perequatie-commissie in 1927, ook voor al de leden van de geestelijkheid, hogere cijfers heeft voorgesteld dan die welke in het wetsontwerp vermeld worden. Nochtans schijnen de leden van de hogere geestelijkheid te willen instemmen met de cijfers door de Regeering voorgesteld. Doch moet men voor de lagere geestelijkheid de cijfers van het ontwerp behouden? Met vijf stemmen tegen twee onthoudingen heeft uwe middenafdeeling besloten U te vragen de bezoldiging, voorgesteld voor de pastoors, kerkbedienaars, kapelaans en onderpatoors, te verhoogen binnen de redelijke perken die zij aanwijst.

Deze maatregel, zooals hij vastgelegd wordt in het amendement dat wij U voorleggen, is gesteund op de verdeelende gerechtigheid, door de toepassing van een coëfficiënt die beter aangepast is en de gelijkheid ietwat kan herstellen die iedere perequatie moet beheerschen, doch, die sedert 1920, niet meer werd in acht genomen toen het de geestelijkheid gold — en dit ten voordeele van de Schatkist.

Wij achten het overbodig nadruk te leggen op het recht van de geestelijkheid wat betreft eene bezoldiging door den Staat; artikel 117 der Grondwet is duidelijk.

VIJFDE HOOFDSTUK VAN HET ONTWERP

4 Onderwijzend personeel der lagere- en bewaarscholen.

De wet van 6 Maart 1925 heeft, op 5.000 frank, de minimumwedde van den onderwijzer vastgesteld. De Regeering stelt ons voor deze wedde op 13.000 frank te brengen doch met opneming, in dit bedrag, van de woonstvergoeding.

*
*
*

Volgens de schoolwetten van 1879, 1884 en 1895 had de onderwijzer-schoolhoofd recht op eene woonstvergoeding welke eenstemmig moest vastgesteld worden, behoudens beroep op de Bestendige Deputatie en vervolgens op den Koning in geval van meningsverschil.

Onder het stelsel der wet van 19 Mei 1914, hadden de ongehuwde onderwijzers of de weduwnaars zonder kinderen, volgens de rangschikking van de gemeente ten opzichte van de bevolking, recht op eene verblijfsvergoeding van 150, 200, 300 of 400 frank. Deze vergoeding was verdubbeld voor de gehuwden alsmede voor de weduwnaars met een of meer kinderen ten laste.

Het eerste artikel der wet van 13 November 1919 heeft deze vergoeding op 200, 300, 400, 500 frank gebracht voor den ongehuwden onderwijzer of voor den weduwnaar die geene kinderen ten laste heeft. Dit bedrag werd verdubbeld voor den gehuwden onderwijzer of den weduwnaar met een of meer kinderen te zijnen laste.

De wetgever heeft aldus, van 1 Januari 1914 tot 31 December 1927, voortdurend erkend dat de wedde van den gehuwden onderwijzer meer moest bedragen dan die van den ongehuwden onderwijzer.

Het wetsontwerp wijst dit principe af vermits het dezelfde wedde voorstelt voor al de onderwijzers.

Wij hebben tevergeefs in de Memorie van Toelichting naar de rechtvaardiging van deze hervorming gezocht. Deze schijnt ons onaannemelijk : 1^o omdat zij schijnt van organieken aard te zijn, waardoor het ons onmogelijk wordt ze in overweging te nemen; 2^o omdat zij den gehuwden onderwijzer op denzelfden voet stelt als den ongehuwden onderwijzer en daardoor, in zekere mate, kan schaden aan de oprichting van gezinnen. Wij voegen hieraan toe dat, wanneer men de minimumwedde (de woonstvergoeding inbegrepen), door den Staat aan de onderwijzers uitbetaald in December l.l., vergelijkt met die welke het wetsontwerp voor de betrokkenen voorziet, men stellig eene zekere verhooging voor allen vaststelt; men bemerkt echter dadelijk dat deze verhooging, voor de gehuwde onderwijzers, van af het eerste tot het laatste dienstjaar, minder bedraagt — en dit tot een beloop van 200, 360, 480 of 600 frank — dan die welke verleend wordt aan de ongehuwde onderwijzers.

Men zal misschien aanvoeren dat de gehuwde onderwijzers, met kinderen ten laste, eene gezinstoelage zullen ontvangen. Men merke evenwel dit op : 1^o de gezinstoelage wordt aan al de Staatsambtenaren verleend, terwijl de verblijfs-

vergoeding een voordeel is dat, sedert de wet van 1914, alleen aan de onderwijzers wordt toegekend; 2° de gehuwde onderwijzers, met kinderen te hunnen laste, ontvingen de gezinstoelage op 31 December l.l. zoodat zij dus, voor hen, geen nieuw voordeel uitmaakt; 3° de reden van bestaan van de woonstvergoeding is gansch anders dan die van de gezinstoelage die, trouwens, niet in de wedde opgenomen wordt.

In die omstandigheden vraagt uwe middenafdeeling U, de woonstvergoeding, die opgenomen wordt in de minimumwedde, door de wet voorzien, te willen verhoogen voor de gehuwde onderwijzers of de weduwnaars met een of meer kinderen te hunnen laste — met uitsluiting van de onderwijzers die eene bestuursvergoeding ontvangen en van de gehuwde onderwijzeressen.

Deze verhooging mag, volgens ons, niet minder dan 800 frank bedragen. Inderdaad de woningen welke gewoonlijk door de gehuwde onderwijzers betrokken worden, ontsnappen of zullen weldra voor het meerendeel der gemeenten, ontsnappen aan de toepassing van de huishuurwet; zij worden of zullen verhuurd worden tegen prijzen die vrij door den eigenaar worden bepaald; en deze stelt zich niet meer tevreden met den huurprijs van 1914, verhoogd met slechts 225 t. h. De middenafdeeling is van gevoelen dat al de betrokkenen deze zelfde vergoeding moeten bekomen. Stellig zijn de huurprijzen hooger in sommige steden dan in andere gedeelten van het land. Doch men moet er rekening mede houden dat wij verder voor de onderwijzers die in centra wonen waar de huurprijzen zeer hoog zijn, eene bijzondere verblijfsvergoeding van 750 frank voorzien en dat de groote steden en gemeenten aan hun onderwijzend personeel eene ernstige bijwedde toekennen.

Op 34,632 leden van het onderwijzend personeel zijn er 13,104 die gehuwd zijn; 5,696 er van ontvangen de gezinstoelage.

. . .

Een lid van de middenafdeeling heeft voorgesteld dat, met het indexcijfer 700, de minimumwedde voor de onderwijzers 14,000 frank zou belooopen in plaats van 13,000 frank.

Tot ondersteuning van dit voorstel liet bedoeld lid het volgende gelden :

« Onder het stelsel van de wet van 1914 begon de gehuwde onderwijzer zijne loopbaan, in eene gemeente met meer dan 100,000 inwoners, met eene wedde van 1,200 frank; aan deze wedde werd eene verblijfsvergoeding van 800 frank toegevoegd, zoodat de betrokkene een gezamenlijk bedrag ontving van 2,000 frank. Het minimum van 13,000 frank, in het ontwerp voorzien, verleent hem 6,5 maal zijne wedde van vóór den oorlog. Logisch gesproken en in alle rechtvaardigheid moet dit minimum zijn : $2,000 \times 7 = 14,000$ frank met het indexcijfer 700 ».

Laat ons een oogenblik veronderstellen dat de perequatieregel, voorgestaan door onzen collega de eenige logische en billijke regel weze. Men zou hem moeten toepassen, niet alleen bij de vaststelling der nieuwe wedde van den gehuwden onderwijzer, wonende in eene gemeente met meer dan 100,000 inwoners, doch ook bij de vaststelling der nieuwe wedde van al de gehuwde onder-

wijzers wonende in gemeenten met minder dan 100,000 inwoners. En dan zouden wij komen tot de volgende uitslagen :

De gehuwde onderwijzer in eene gemeente met 40,001 tot 100,000 inwoners, zou recht hebben op $(1,200 + 600) = 1,800 \times 7 = 12,600$ frank.

De gehuwde onderwijzer in eene gemeente met 5,001 tot 40,000 inwoners, zou recht hebben op $(1,200 + 400) = 1,600 \times 7 = 11,200$ frank.

De gehuwde onderwijzer in eene gemeente met 5,000 en minder inwoners zou recht hebben op $(1,200 + 300) = 1,500 \times 7 = 10,500$ frank.

Dezelfde berekening zou toelaten aan de ongehuwde onderwijzers, volgens het belang van de gemeente waar zij wonen, slechts toe te kennen : 11,200 frank, of 10,500, of 9,800, of 9,450.

Dit heeft de indiener van het voorstel stellig niet gewild !

Bij het vermenigvuldigen van $1,200 + 800 = 2,000$ met 7, heeft onze achtbare collega, feitelijk, dezelfde verhoogingscoëfficiënt toegepast op de woonstvergoeding als op de eigenlijke wedde, zoodat hij de nieuwe wedde die hij voorstelt, heeft samengesteld uit eene werkelijke wedde van $(1,200 \times 7) = 8,400$ frank en eene woonstvergoeding van $(800 \times 7) = 5,600$ frank, die dus buiten alle verhouding is.

De Regeering heeft eene geheel andere berekening gedaan. Zij heeft de wedde van 1914 vermenigvuldigd, niet met 6.5 doch met 9.5, om aldus te komen tot eene nieuwe wedde van 11,400 frank waaraan eene som 1,600 frank toegevoegd werd, hetzij een bedrag dat gelijk staat met de verdubbeling van de woonstvergoeding, toegestaan in 1914, alleen aan de gehuwde onderwijzers, wonende in eene gemeente met meer dan 100,000 inwoners.

Die verhoogingscoëfficiënt is veel hoger dan die welke aangenomen werd voor de ambtenaren en de magistraten. Het is nochtans gerechtvaardigd door het feit dat de onderwijzer, reeds in 1914, eene ontoereikende wedde ontving. En, ten slotte, in tegenstelling met hetgeen verklaard werd, is die coëfficiënt niet minder hoog dan die welke door de middenafdeeling aangenomen werd voor de leden der lagere geestelijkheid, vooral wanneer men rekening houdt met de periodieke verhoogingen en de andere voordeelen die aan de onderwijzers worden toegekend.

. . .

Het Koninklijk besluit van 17 December 1927 heeft op 15,000 frank, de aanvangswedde van de onderwijzers der Rijksmiddelbare scholen vastgesteld :

Uwe middenafdeeling heeft aan de Regeering gevraagd waarom zij aan deze onderwijzers eene hoogere wedde toekent dan die welke zij voorstelt voor de onderwijzers der lagere scholen.

Wij vermelden hierna het antwoord dat wij bekomen hebben :

« Het is van oudsher eene gewoonte aan de Staatsonderwijzers eene hoogere wedde toe te kennen dan aan de gemeentelijke onderwijzers.

» Zoo stelden de wedderoosters van 1 December 1924 eene wedde vast van 6,400 frank — minimum — tot 11,000 frank — maximum — voor de onderwijzers der middelbare scholen, der oefenscholen, enz., terwijl het wetsontwerp, dat later de wet van 6 Maart 1925 werd, voor de onderwijzers der lagere scholen eene wedde vaststelde van 4,800 tot 9,000 frank.

» Het Koninklijk besluit van 31 Januari 1927 bracht de wedde der onderwijzers van de middelbare scholen, enz. op 6,700 frank — minimum — en 12,000 frank — maximum — omdat de wet van 6 Maart 1925 de wedde van de onderwijzers der lagere scholen had gebracht van 5,000 frank — minimum — op 10,000 frank — maximum —.

» De redenen die de Regeering aanzetten om aan de onderwijzers der middelbare scholen, enz. eene hoogere wedde toe te kennen, kunnen samengevat worden als volgt :

- 1^o Veel van deze leerkrachten bezitten het diploma van regent of regentes ;
- 2^o Zij kunnen den graad van schoolhoofd niet bereiken ;
- 3^o Zij ontvangen geene woonstvergoeding ;
- 4^o Zij bekomen niet de bijwedden, toegekend door de gemeenten ;
- 5^o Zij geven geen leergangen voor volwassenen en verliezen aldus belangrijke vergoedingen.

Het hoogste barema van de onderwijzers der middelbare scholen is 15,000 tot 28,000 frank, terwijl dit voor de onderwijzers der lagere scholen 13,000 tot 26,000 frank is, waarbij zich nog voegen de bestuursvergoedingen die 4,800 frank kunnen belooopen.

Al deze beweegredenen schijnen ons niet even gepast te zijn. Er zijn inderdaad niet uitsluitend regenten in de middelbare scholen, doch ook en vooral lagere onderwijzers die hetzelfde onderwijs geven als hunne collega's der gemeentelijke scholen; het meerendeel der lagere onderwijzers bevinden zich in dien toestand dat zij nooit den graad van schoolhoofd kunnen verwerven; er zijn zelfs geen 180 gemeenten die eene aanvullende wedde aan hun onderwijzend personeel toekennen.

Doch, men mag niet uit het oog verliezen dat de wedde, voorgesteld voor het onderwijzend personeel der lagere scholen en bewaarscholen, slechts de minimumwedde is die de gemeenten verplicht zijn aan hunne onderwijzers en onderwijzeressen te verleenen. Stellig is het de Staat die deze wedde uitbetaalt aan de belanghebbenden zelf, doch wanneer hij dit doet dan betaalt hij alleen de toelage die hij aan de gemeenten toekent voor hunne lagere en bewaarscholen. De Regeering blijft dan ook vrij, in sommige gevallen, de verleening der toelagen te weigeren.

Wat er ook van zij, uwe middenafdeeling wil zich niet uitspreken ten voordeele van de gelijkstelling van deze twee categorieën van onderwijzers, omdat zij niet het recht meent te hebben eene organieke herziening te ondernemen.

. . .

Uwe middenafdeeling heeft insgelijks een amendement verworpen strekkende tot verleening aan de onderwijzers, van eene veranderlijke vergoeding, overeenkomende met 5 l. b. van de wedde, voor elke reeks van 35 punten boven het indexcijfer 700.

Wij hebben reeds gezegd dat de verhoogingscoëfficiënt, aangenomen door de Regeering, bij het samenstellen der nieuwe wedde van de onderwijzers der lagere scholen, noch 7, noch 6.5 is, doch wel 9.5 — daar de woonstvergoeding, in deze wedde opgenomen, afzonderlijk beschouwd wordt. Wij hebben ook gezegd

dat de coëfficiënt, aangewend bij de vaststelling der nieuwe wedde van de magistraten, ambtenaren, enz. gewoonlijk niet 7 of 7.5 overschrijdt.

Het besluit dat hieruit voortvloeit is dat het logisch en billijk zou zijn aan al de magistraten, ambtenaren, enz., het voordeel te verleenen van het amendement dat men alleen voorstelt voor de onderwijzers. Dit zou echter, ten eerste, aanleiding geven tot uitgaven die thans ondragelijk zijn; vervolgens zou men daardoor de Uitvoerende Macht feitelijk dwingen hierin een maatregel te nemen terwijl zij alleen bevoegd is om de wedde van de ambtenaren vast te stellen; ten slotte zou men handelen in strijd met het principe zelf van het wetsontwerp vermits dit er juist naar streeft de veranderlijke vergoeding af te schaffen.

Trouwens — afgezien van de nadeelen die uit het stelsel der veranderlijke wedde voortvloeien — moet men opmerken dat de kleinhandelsprijzen geene schommelingen meer ondergaan die van zulken aard zijn dat zij nu reeds de verhooging der voorgestelde wedden rechtvaardigen.

* * *

Wat de periodieke verhoogingen betreft die in het ontwerp worden voorzien, zijn er sommige groepeerings van belanghebbenden die, steunende op zekere beloften welke hun door de Regeering zouden gedaan zijn, en op beweegredenen die niet van allen grond onthloot schijnen te zijn, de gelijkstelling vragen van de lagere onderwijzers met de klerken-opstellers.

In onze algemeene toelichting hebben wij reeds doen opmerken dat, in zake van wedden, de gelijkstelling van de eene categorie met de andere, volgens de hooger aangehaalde parlementaire rechtspraak, van fundamenteelen aard zijn. Tegenover dit nieuwe stelsel door de belanghebbenden gevraagd heeft de middenafdeeling zich moeten bepalen bij de vaststelling van het organieke kenmerk er van die het onmogelijk maakt dit stelsel thans in overweging te nemen.

Dezelfde groepeerings vragen het toekennen van eene vergoeding bij het einde der loopbaan, voor den onderwijzer die na vijf-en-twintig jaar goeden dienst er niet toe gekomen is schoolbestuurder te worden.

Eigenlijk bestaat deze vergoeding reeds.

De verschillende wetten tot regeling van den toestand van de onderwijzers, hebben zonder uitzondering het beginsel aangenomen van de periodieke jaarlijksche, tweejaarlijksche of driejaarlijksche verhoogingen, volgens de gevallen, aangenomen. De laatste regelingswet, die van 24 Augustus 1920, verleende eene periodieke eind-verhoging van 400 frank na het vijf en twintigste dienstjaar (met vermindering van 1/2 voor de in gemeenschap levende onderwijzers). De wet van 23 April 1921 veranderde niets aan deze schikkingen. In de perequatie-wet van 1923 behoudt de Regeering de driejaarlijksche verhoogingen (14 van 300 frank) dan wanneer onder toepassing van voornoemde organieke wet, de onderwijzers 8 jaarlijksche verhoogingen van 200 frank trokken, 4 tweejaarlijksche van 200 frank, 2 driejaarlijksche van 200 frank en 1 eindverhoging van 400 frank op het vijf en twintigste dienstjaar. Volgens de wet hebben dus de onderwijzers recht op eene eindvergoeding, op voorwaarde dat zij den vorm aanneme van eene periodieke verhoging. De onbestendige wet van 1925 heeft hun dit voordeel niet kunnen ontnemen; zij zal ten andere kortelings vervangen worden door de wet die wij thans opmaken. Overigens zijn de periodieke verhoogingen vatbaar voor uitbreiding en wijziging, vermits alleen het principe fundamenteel is en niet hun quantum, waardoor zij verschillen van de aanvangs-

welke die van organieken aard is. Practisch gesproken dus, vragen de groepeerings van belanghebbenden, alleen voor de onderwijzers niet-schoolhoofden, de eind-vergoeding te vermeerderen — d. i. de laatste periodieke verhooging — door het ontwerp voorzien.

Is dit verzoek redelijk?

In twee afdeelingen hebben eenige collega's zich uitgesproken tegen het verleenen van die vergoeding, omdat men hun het geval aangewezen had van twee of drie onderwijzers die geweigerd hadden het bestuur van eene school aan te nemen. Het verkeerde van zulke redeneering springt te zeer in 't oog om er bij stil te blijven. Er is hier trouwens geen sprake van onderwijzers die zich in het door onze collega's aangehaalde geval hebben bevonden of zullen bevinden. Die onderwijzers zouden natuurlijk niet deze vergoeding kunnen bekomen. Het is een feit dat op tien onderwijzers er slechts drie kans hebben aan het bestuur van eene school te geraken. Zeven op tien onderwijzers bekomen dus niet de belooning die ieder goed ambtenaar automatisch bekomt, namelijk de bevordering tot een hooger en graad, de waardige bekroning van eene lange loopbaan uitsluitend gewijd aan het openbaar welzijn.

De middenafdeeling is van oordeel dat de onderwijzer die zich geheel heeft gegeven aan zijne bijzonder moeilijke taak gedurende meer dan vijf en twintig jaar, eene bijzondere belooning verdient.

En vermits, om velerlei redenen, zij zich niet kan vereenigen met het verleenen van den persoonlijken titel, stelt zij u voor de gevraagde vergoeding toe te staan, met ze op te nemen in de laatste periodieke verhooging, en het bedrag er van vast te stellen op 4,200 frank, hetzij de helft van de minst hooge bestuursverhooging (namelijk deze die het ontwerp voorziet voor de hoofden van eene school bestaande uit eene tot drie klassen).

* *

Het ontwerp wijzigd de organieke wet wat betreft de bestuursvergoedingen. Waarom deze wijziging en niet eene eenvoudige perequatie? De Memorie van Toelichting geeft ons daaromtrent geene verklaring. Wij kunnen enkel veronderstellen dat het tegenwoordig stelsel aanleiding geeft tot misbruiken waaraan de Regeering meent een eind te moeten maken.

Maar van alle zijden heeft de middenafdeeling klachten ontvangen van schoolbestuurders met 5 of met 6 klassen, die regelmatig zijn vrijgesteld van het geven eener klas, en die door het ontwerp beroofd worden van de bestuursvergoeding die hun door de nog bestaande wet toegekend wordt.

Na onderzoek van de kwestie heeft zij besloten u voor te stellen de verworven rechten te eerbiedigen, dit wil zeggen, voor deze bestuurders — maar ten persoonlijken titel en zoolang er geene wijziging komt in het schoolpersoneel — de bestuursvergoeding te handhaven en te beslissen dat deze dezelfde zal zijn als de vergoeding die door het ontwerp wordt toegekend aan de bestuurders van eene school met 4 tot 6 klassen, belast met het geven van eene klas, en die met de helft zal kunnen verminderd worden wanneer de belanghebbende eene schoolwoning krijgt van de gemeente die zijne diensten gebruikt.

* *

Het afschaffen van de vergoeding voor de bijzondere diploma's wordt in de memorie van Toelichting verklaard als volgt: « Sedert de herziening van het programma der normaalstudiën bestaat de reden, die het toekennen van dit voordeel rechtvaardigde, niet meer. »

Edoch, wij stellen vast dat er in de tegenwoordige wet sommige bijzondere diploma's worden voorzien, die betrekking hebben op vakken die nog niet in de normaalscholen worden onderwezen.

Maar wat er van zij, wij meenen dat, zoo de intrekking van deze vergoeding zou kunnen gebillijkt worden door de reden welke de Regeering aangeeft, degenen die ze thans genieten niet zouden moeten beroofd worden van een voordeel dat de wet hun sedert lang verleent als een belooning voor een lang bijkomstig werk waarvan de school in de eerste plaats de voordeelen genoot. Eerbiedigen wij hier dus ook zooals in 1925, de verworven rechten en laten we zelfs, wegens de waardevermindering van ons geld, die verhooging lichtelijk vermeerderen (25 t. h.).

Gedurende het dienstjaar 1928 bedroeg het getal bedienden, die de vergoeding, voorzien in artikel 34 van de wet, hebben genoten, 7,412, en dit voor eene globale som van 636,125 frank.

* . *

Het wetsontwerp wil de wedde van de bewaarschool-onderwijzeressen, die van alle diploma's werden vrijgesteld, en deze die enkel in het bezit waren van het getuigschrift afgeleverd krachtens het Koninklijk besluit van 27 Juni 1898, op 75 t. h. verminderen. De Memorie van Toelichting vermeldt deze vermindering zonder ze te verklaren. En nochtans staan wij hier tegenover eene organieke herziening. Inderdaad, de Regeering vraagt dus een eind te maken aan de gelijkheid, door de bestaande wet aangenomen, tusschen gediplomeerde bewaarschool-onderwijzeressen en deze die van het diploma zijn vrijgesteld of in het bezit zijn van een getuigschrift. Anderzijds moeten wij er op wijzen, dat de Regeering dien maatregel niet vraagt voor het lager onderwijs.

Het aantal onderwijzeressen die door deze weddevermindering zouden getroffen worden, bedraagt 710. Het lager onderwijs telt 1,180 onderwijzers en onderwijzeressen die de vrijstelling van het diploma hebben bekomen.

Uwe middenafdeeling heeft eenparig beslist U het behoud van het *statu quo* voor te stellen.

* . *

De onderwijzers die in de Brusselsche agglomeratie wonen, trekken eene bijzondere verblijfsvergoeding van 750 frank. De Regeering stelt U voor in artikel 47 van het ontwerp, deze vergoeding te behouden.

De middenafdeeling is het daarmede eens, maar zij ziet niet in waarom dit voorstel niet zou uitgebreid worden tot de gehuwde onderwijzers die de agglomeratie van Antwerpen, Luik en Charleroi bewonen, waar de levensduurte zoo hoog is als in de Brusselsche agglomeratie, en dus hooger dan in de andere deelen van het land.

* . *

De middenafdeeling heeft zich niet kunnen vereenigen met een ander amendement dat haar werd voorgesteld, en dat het intrekken beoogde van den overgangstraatregel waarbij de toekenning van de nieuwe wedden beperkt wordt tot 97 en 93 t. h.

Verleent men dit voordeel alleen aan de onderwijzers, dan zou dit een zeer gerechtvaardigd protest doen oprijzen bij al de magistraten, ambtenaren, enz., voor dewelke het leven even duur is als voor het onderwijzend personeel en van wier wedden ook aanzienlijke afhoudingen worden gedaan. Welnu, om voldoening te kunnen schenken aan alle belanghebbenden, zou er eene nieuwe uitgave van meer dan 50 miljoen noodig zijn, welke uitgave de openbare Schatkist op dit oogenblik niet schijnt te kunnen dragen.

5

Gezins- en geboortetoelagen.

De middenafdeeling kreeg kennisgeving namelijk van den Bond der kroostrijke gezinnen, van talrijke verzoeken die de aandacht verdienen. Zij kunnen als volgt worden samengevat :

1^o *Wat betreft den rang van het kind* : Behoud van den rang verworven voor de toepassing van het bedrag der gezinstoelagen, zelfs dan wanneer een ander kind zal opgehouden hebben in de vereischte voorwaarden te verkeerren om daartoe aanleiding te geven.

2^o *Wat betreft de opgenomen kinderen* : Ze in aanmerking doen komen met de andere kinderen die ten laste van het gezin zijn.

3^o *Wat betreft de gehuwde vrouwen-Staatsbedienden* : Toekenning van de gezinsvergoeding telkens als de man die niet geniet ten laste van den Staat.

4^o *Wat betreft de verlaten vrouwen en kinderen* : Betaling van de gezinstoelage in handen van den persoon die den last draagt van hun onderhoud.

5^o *Wat inzonderheid de onderwijzers betreft* : Toekenning van de gezinstoelage vanaf de geboorte van het kind en niet enkel te rekenen van de maand Juli of Januari volgende op de geboorte.

Ofschoon de middenafdeeling gunstig gezind was voor meestal deze eischen, heeft zij nochtans gearzeld om ze tot een wetstekst om te zetten. Met het oog op de verdeelende gerechtigheid, heeft zij gemeend ten gunste van de eenige Staatsagenten, die in het ontwerp begrepen zijn, geene maatregelen te mogen invoeren welke de Regeering niet toegepast heeft op de andere bezoldigden van den Staat, wier toestand werd geregeld door het Koninklijk besluit van 16 December 1927. Niettemin vestigt zij daarop de welwillende aandacht der Regeering, opdat deze onverwijd dit vraagstuk in zijn geheel onderzoeken. De quaestie, opgeworpen door de onderwijzers en samengevat onder n^o 5, schijnt dadelijk te kunnen worden aangenomen, vermits de andere ambtenaren en beambten, die in het ontwerp begrepen zijn, de gezinstoelage bekomen te rekenen van den 1^{er} der maand die volgt op de geboorte van het kind.

Bij het onderzoek der voorgaande vergoedingen, werd de aandacht der middenafdeeling insgelijks gevestigd op de dubbele wijze welke de toekenning ervan regelt, naar gelang het de bestuursorde of de rechterlijke orde geldt, en deze laatste maakt dan nog een onderscheid tusschen magistraten en griffiers. Welkenkende lieden hebben staande gehouden dat dit onderscheid indruischt tegen den aard zelf van deze vergoedingen en moeilijk overeen te brengen is met de gedachte die deze vergoedingen heeft tot stand gebracht. Zonder uitspraak te doen over de verschillende in den loop zijnde stelsels, heeft de middenafdeeling zich aangesloten bij eene algemeene formule, omdat zij sommige eischen heeft moeten afwijzen, daar deze een algemeen regel moeten uitmaken. Anderzijds schijnen de regels zelf, na eene perequatie, en inzonderheid die welke de middenafdeeling volgt, in strijd met de dubbelheid van het stelsel.

De middenafdeeling die de eenmaking wil doorvoeren, moest dus kiezen tusschen de twee stelsels. Zij heeft de formule gekozen, welke toegepast wordt op de ambtenaren van de bestuursorde, vooreerst omdat zij bij deze reeds in

werking is sedert het besluit der maand December 1927, verder omdat zij op het grootste getal toepasselijk is en ten slotte, omdat zij de gunstigste formule is. (Zie daarover de Memorie van Toelichting der wet van 1925, blz. 3.)

De middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp dat de wet van 6 Maart 1925 geworden is, had insgelijks deze eenmaking goedgekeurd.

HOOFDSTUK VI VAN HET ONTWERP.

6 Officieren-ingenieurs van de militaire fabrieken.

Artikel 12 (hoofdstuk VI) van het wetsontwerp luidt :

« Wordt ingetrokken artikel 5 der wet van 8 Mei 1924 houdende inrichting van een korps officieren, militaire ingenieurs. »

Dit artikel 5 der wet van 8 Mei 1924 luidt als volgt :

« Aan de officieren-ingenieurs van de militaire fabrieken wordt eene bijzondere vergoeding toegekend waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld. »

De Memorie van Toelichting van het voorliggend wetsontwerp zwijgt over de redenen tot intrekking van bedoeld artikel 5.

De Memorie van Toelichting der wet van 8 Mei 1924 gaf daarentegen de verantwoording van dit artikel 5 als volgt :

« De toestanden zijn zoo, dat een artillerie-officier, die zijne plaats zou willen laten staan voor die van artillerie-ingenieur, er slechts allerlei nadeelen zou bij vinden.

» Het ligt voor de hand, dat die toestand het tegenovergestelde is van wat hij zou moeten zijn. De dienst in de inrichtingen valt uiteraard lang niet zoozeer in den smaak als die der wapens, hij is uiterst zwaar en brengt bovendien groote verantwoordelijkheden mede. De taak der bestuurders, onder meer, is buitengewoon zwaar.

» Het hoeft anderzijds geen betoog, dat, wil men aan de legerinrichtingen de hooge technische waarde geven, die hunne opdracht vergt, het onontbeerlijk is het leidend personeel aan te werven onder de beste elementen, en vooral onder hen, die zich tot de techniek aangetrokken voelen en er aanleg toe hebben. Hoe zulken uitslag te bekomen, als de gestelde voorwaarden niet van aard zijn om een degelijke keuze te doen, door den waarborg van ernstige voordeelen ?

» Buitendien moeten merkbare geldelijke voordeelen in zekere mate opwegen tegen de aantrekkingskracht van de nijverheidsbetrekkingen, aantrekkingskracht die zou kunnen inwerken juist op de elementen welke het voordeelig zou zijn in de gelederen van het leger te houden. »

Deze redenen zijn steeds geldig, en de afschaffing van de bijzondere vergoeding zou opnieuw de militaire ingenieurs in een minderwaardigen toestand stellen tegenover de artillerie-officieren, bezwaar dat de wet van 8 Mei 1924 inzonderheid heeft willen vermijden.

Ternauwernood zou men artikel 12 van het behandelde ontwerp kunnen verantwoorden door middel van artikel 16 van het Koninklijk besluit van 16 December 1927 over de perequatie der wedden van de Staatsagenten, artikel dat de afschaffing vraagt van al de vergoedingen die geene wezenlijke lasten moeten dekken.

Maar deze verantwoording zou in alle geval ongeldig geworden zijn tegenover een ministerieelen omzendbrief van 9 Januari 1928, verklarende dat « de bepalingen van artikel 16 van het Koninklijk besluit van 16 December 1927 doelen op geene enkele der vergoedingen voorzien bij het leger of bij de gendarmerie ».

Dienvolgens stellen wij voor, artikel 12 van het behandelde wetsontwerp te verwerpen.

HOOFDSTUK VII VAN HET ONTWERP

7

Personeel van het hooger onderwijs.

De middenafdeeling heeft het ongelegen geacht, bij gelegenheid van eene eenvoudige perequatiwet, een onderscheid te maken tusschen universiteits-professoren die nog een ander beroep uitoefenen en professoren die zich volkomen aan het universiteitsonderwijs toewijden.

Wat men ook over dit punt denken moge — sommigen meenen dat, in het belang zelf van het onderwijs en van de wetenschap, het niet wenschelijk is dat een professor, uitsluitend binnen het gebied der theorie staande, aldus steeds buiten de practijk blijft — is de voorgestelde hervorming van organieken aard. Bovendien zou dergelijke hervorming kunnen inbreuk maken op verworven rechten, wanneer het titularissen geldt die nog andere bezigheden waarnemen met de toelating van het bestuur. Indien de Regeering met bedoeld onderscheid bezuiniging ten doel heeft, dan kan dit doel, onzes dunkens, gemakkelijker bereikt worden door middel van de afschaffing van plaatsen waarvan het nut betwistbaar schijnt.

De Universiteit van Gent telt 65 gewone of buitengewone professoren, waaronder 51 geen ambt uitoefenen buiten de Universiteit.

De Universiteit van Luik heeft 66 gewone of buitengewone professoren, waaronder 11 nog een ander ambt uitoefenen.

8

Art. 19.

Artikel 19 van dit wetsontwerp bepaalt op 20 t. h. van de gemiddelde organieke wedde, de compensatie-vergoeding voor woonst, vuur en licht, toegekend aan de schoolhoofden van het middelbaar onderwijs, hetgeen uitmaakt voor de atheneum-prefecten een maximum van 8,800 frank en, voor de bestuurders en bestuursters van middelbare scholen een maximum van 6,300 frank, terwijl het perequatie-besluit van 16 December 1927 aan deze agenten vergoedingen toekent, respectievelijk van 10,400 en 7,340 frank.

Ten einde de voordeelen niet te verminderen welke de jongste perequatie der wedden aan deze agenten verleend heeft, hebben wij aan de Regeering gevraagd of, om deze onregelmatigheid te doen verdwijnen, het niet wenschelijk zou wezen in artikel 19 van het wetsontwerp de volgende woorden te doen wegvallen : « binnen de grenzen van het maximum van 20 t. h. van het gemiddelde der organieke wedde ».

De Eerste Minister heeft ons geantwoord dat het behoud van een maximum van compensatie-vergoeding hem noodzakelijk scheen.

Hij voegde er echter aan toe :

« De overheid die geroepen wordt om een geschil van *private belangen* te beslechten, zou hare taak vergemakkelijkt vinden met eene niet te overschrijden grens aan hare beslissing te stellen.

» Daarentegen erken ik dat dit maximum het maximum zou moeten zijn dat aangeduid is in de bijlagen van het Koninklijk besluit van 16 December 1927 betreffende de bezoldiging der Staatsagenten.

» Dienvolgens zou de tekst van artikel 19 moeten vervangen worden door den volgende tekst :

« Art. 19. — Indien het lokaal, bedoeld bij artikel 9 der wet van 15 Juni 1801, geene woning voor den bestuurder van de instelling omvat en de gemeente geene woonstgelegenheid ter beschikking stelt van den belanghebbende, wordt de vergoeding in geld vastgesteld bij Koninklijk besluit binnen de grenzen van 20 l. h. van het beloop der organieke minimumwedde en van de drie vierden van het verschil tusschen deze minimumwedde en de reglementaire maximumwedde. »

Er dient natuurlijk beslist te worden dat al de betrokkenen de nieuwe wedde zullen genieten met terugwerkende kracht, 't is te zeggen te rekenen van den 1^{er} Januari j. l., datum waarop de nieuwe wedden der ambtenaren in werking zijn getreden.

De Verslaggever,
H. MARCK.

De Voorzitter,
M. HALLET.

Amendements proposés par la section centrale.	Amendementen door de middenafdeeling voorgesteld.
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
<i>Cour de Cassation.</i>	<i>Hof van Cassatie.</i>
Président de chambre et premier avocat général :	Kamervoorzitter en eerste advocaat generaal :
Remplacer 85,000 par 90,000	85,000 vervangen door 90,000
Conseillers :	Raadsheeren :
Remplacer 80,000 par 85,000	80,000 vervangen door 85,000
Deuxièmes avocats généraux :	Tweede advocaten generaal :
Remplacer 83,000 par 87,000	83,000 vervangen door 87,000
Greffiers en chef :	Hoofdgriffiers :
Remplacer 56,000 par 60,000	56,000 vervangen door 60,000
Greffiers :	Griffiers :
Remplacer 36,000 par 37,000	36,000 vervangen door 37,000
<i>Cour d'Appel.</i>	<i>Hof van Beroep.</i>
Greffiers en chef :	Hoofdgriffiers :
Remplacer 56,000 par 60,000	56,000 vervangen door 60,000

Tribunaux de 1^{re} Instance.

Greffiers en chef :

Remplacer	56,000	47,000
par	60,000	50,000

Greffiers et Greffiers à titre personnel :

Remplacer	27,000	25,000
par	27,000	25,500

Tribunaux de Commerce.

Greffiers et Greffiers à titre personnel :

Remplacer	27,000	25,000	24,000
par	27,000	25,500	24,000

Justice de Paix.

Greffiers :

Remplacer	36,000	30,000	25,000
par	37,000	32,000	25,000

Cour Militaire.

Greffier :

Remplacer	56,000
par	37,000

Conseils de Guerre.

Substituts des auditeurs militaires :

Remplacer	37,000
par	39,000

ART. 2.

Remplacer les chiffres du projet par les chiffres indiqués ci-dessous :

Juges des enfants.

1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e classes.
—	—

Pour le premier terme de 3 ans	3,900	3,250
--	-------	-------

Rechtbanken van Eersten Aanleg.

Hoofdgriffiers :

56,000	47,000	respectievelijk
vervangen door	60,000	50,000

Griffiers en Griffiers ten persoonlijken titel :

27,000	25,000	respectievelijk
vervangen door	27,000	25,500

Rechtbanken van Koophandel.

Griffiers en Griffiers ten persoonlijken titel :

27,000	25,000	24,000	respectievelijk
vervangen door	37,000	25,500	24,000

Vredegerechten.

Griffiers :

36,000	30,000	25,000	respectievelijk
vervangen door	37,000	32,000	25,000

Krijsgerechtshof.

Griffier :

56,000	vervangen door	37,000
--------	-----------------------	--------

Krijgsraden.

Substituten van de krijgsauditeurs :

37,000	vervangen door	39,000
--------	-----------------------	--------

ART. 2.

De cijfers van het ontwerp vervangen door onderstaande cijfers :

Kinderrechtters.

1 ^e klasse.	2 ^e en 3 ^e klassen.
—	—

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn	3,900	3,250
--	-------	-------

Après 3 ans de fonctions en la même qualité	5,200 3,900	Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid.	5,200 3,900
Après 6 ans.	6,500 4,900	Na 6 jaar	6,500 4,900
Après 9 ans.	9,800 6,800	Na 9 jaar	9,800 6,800
Après 15 ans	16,300 13,400	Na 15 jaar.	16,300 13,400

Juges d'appel des enfants.

Pendant la durée de leurs fonctions en cette qualité. . . . 4,000 »

Kinderrechters van hooger beroep.

Voor gansch den duur hunner ambtsvervulling in deze hoedanigheid . . . fr. 4,000 »

Juges d'instruction.

Pour le premier terme de 3 ans 3,900 3,250
Après 3 ans de fonctions en la même qualité 5,200 3,900
Après 6 ans. 6,500 4,900

Onderzoeksrechters.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn 3,900 3,250
Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid . . fr. 5,200 3,900
Na 6 jaar 6,500 4,900

Premiers substitués.

Pour le premier terme de 3 ans 8,000 7,000
Après 3 ans de fonctions en la même qualité 10,000 9,000
Après 6 ans. 12,000 11,000

Eerste substituten.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn 8,000 7,000
Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid . . fr. 10,000 9,000
Na 6 jaar 12,000 11,000

Premiers référendaires adjoints.

Pour le premier terme de 3 ans 8,000 »
Après 3 ans de fonctions 10,000 »
Après 6 ans. 12,000 »

Eerste toegevoegde referendarissen.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn 8,000 »
Na 3 jaar ambtsvervulling 10,000 »
Na 6 jaar 12,000 »

ART. 3.

Supprimer l'alinéa 2 (Les traitements du Premier Président, etc., aucune augmentation).

Remplacer l'alinéa 4 par le texte suivant :

Ces majorations sont fixées à 2,000

ART. 3.

De 2^{de} alinea doen wegvallen (De wedden van den Eersten Voorzitter, enz., geen enkele verhooging).

De 4^{de} alinea vervangen door den volgende tekst :

Deze verhoogingen worden vastge-

francs pour les quatre premières périodes triennales et à 2,500 francs pour les dernières. Elle ne pourront dépasser au total : 13,000 francs.

ART. 4.

Remplacer le texte proposé par le texte ci-après :

« Les articles 7 et 8 de la loi du 6 mars 1925 sont remplacés par la disposition suivante :

« Les membres de l'ordre judiciaire reçoivent l'indemnité de naissance et les indemnités de famille accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. »

ART. 7.

Clergé inférieur.

Curés de 1^{re} classe :

Remplacer 10,500 par 13,000

Curés de 2^{me} classe :

Remplacer 10,000 par 12,500

Desservants :

Remplacer 9,500 par 12,000

Chapelains et Vicaires :

Remplacer 8,500 par 10,000

ART. 10.

A l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire, sub n° 3°, supprimer l'alinéa : « L'indemnité familiale ne prend cours, etc. »

A l'article 31^A, intercaler après les mots : « deux augmentations triennales de 1,000 francs », la phrase suivante : « Toutefois, la dernière augmentation triennale sera de 2,200 francs pour les instituteurs non chefs d'école, à moins qu'ils aient

seld op 2,000 frank, voor de eerste vier driejaarlijksche termijnen, en op 2,500 frank voor de laatste. Zij mogen een totaal van 13,000 frank niet overschrijden.

ART. 4.

Den voorgestelden tekst vervangen door den volgende :

De artikelen 7 en 8 der wet van 6 Maart 1925 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De leden van de rechterlijke orde ontvangen de geboortetoelage en de gezinstoelagen welke aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde worden verleend. »

ART. 7.

Lagere geestelijkheid.

Pastors van de 1^{ste} klasse :

10,500 vervangen door 13,000

Pastors van de 2^{de} klasse :

10,000 vervangen door 12,500

Kerkbedienaars :

9,500 vervangen door 12,000

Kapelaans en Onderpastors :

8,500 vervangen door 10,000

ART. 10.

In artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, onder n° 3°, de alinea : « De gezinstoelage wordt slechts verleend, enz. » doen wegvallen.

In artikel 31^A, na de woorden : « twee driejaarlijksche verhoogingen van 1,000 frank. inlasschen den volgenden zin : « Echter zal de laatste driejaarlijksche verhooging 2,200 frank bedragen voor de onderwijzers die niet schoolhoofden zijn, ten

refusé d'assumer la direction d'une école. »

A l'article 33^{bis}. — Supprimer le dernier alinéa (« Toutefois, il est réduit à 75 0/0, etc. »).

ART. 12.

A supprimer.

ART. 13.

A l'article 9 de la loi du 15 juillet 1849 :

a) Remplacer le texte des deux premiers alinéas par le texte suivant :

« ART. 9. — Les professeurs portent le titre de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. Ils jouissent d'un traitement fixe de 60,000 francs ou de 50,000 francs suivant qu'ils ont rang de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. »

b) Supprimer l'alinéa 3.

c) Rédiger l'alinéa 4 comme suit :

Des augmentations peuvent être accordées aux professeurs ordinaires *tous les trois ans*. Le nombre de ces augmentations est fixé à trois et le montant de chacune d'elles à 5,000 francs.

d) Rédiger l'alinéa 5 comme suit :

Une augmentation de 5.000 francs peut être accordée aux professeurs extraordinaires *après cinq ans*.

ART. 17.

A l'alinéa 3 remplacer le texte du projet par le texte ci-après :

De plus, l'indemnité de résidence de 750 francs est maintenue à titre transi-

ware zij mochten geweigerd hebben het bestuur eener school op zich te nemen. »

In artikel 33^{bis} — De laatste alinea weglaten (« Nochtans wordt zij verminderd, enz. »).

ART. 12.

Doen wegvallen.

ART. 13.

In artikel 9 van de wet van 15 Juli 1849 :

a) Den tekst van de eerste twee alineas vervangen door den volgende tekst :

« ART. 9. — De hoogleeraars voeren den titel van gewoon of buitengewoon hoogleeraar. Zij genieten een vaste wedde van 60,000 frank of van 50,000 frank, naar gelang zij aangesteld zijn als gewoon of als buitengewoon hoogleeraar. »

b) Alinea 3 doen wegvallen.

c) Alinea 4 doen luiden :

Om de drie jaar, mag er aan de gewone hoogleeraars eene weddeverhooging worden verleend. De vastgestelde verhoogingen zijn ten getale van drie, ten bedrage elk van 5,000 frank.

d) Alinea 5 doen luiden :

Eene verhooging van 5,000 frank mag aan de buitengewone hoogleeraars worden verleend, *na vijf jaar*.

ART. 17.

In de 3^{de} alinea, den tekst van het ontwerp vervangen door den volgende tekst :

Daarenboven, wordt de verblijfsvergoeding van 750 frank 's jaars, bij over-

toire aux agents qui en jouissent actuellement du fait de l'exercice de leurs fonctions dans l'agglomération bruxelloise *et elle est accordée, au même titre, aux agents exerçant leurs fonctions dans les agglomérations anversoise, liégeoise et carolorégienne.*

ART. 19.

Remplacer le texte du projet par le texte suivant :

Lorsque le local visé à l'article 9 de la loi du 15 juin 1881 ne comprend pas une demeure pour le directeur de l'établissement et que la commune ne met pas une habitation à la disposition de l'intéressé, l'indemnité en argent est fixée par arrêté royal dans la limite de 20 % de la somme du traitement organique minimum et des 3/4 de la différence entre ce traitement minimum et le traitement maximum réglementaire.

Ajouter un chapitre XI ainsi conçu :

Dispositions transitoires.

ART. 20.

Les chefs d'une école de 5 à 6 classes déchargés régulièrement de la tenue d'une classe avant le 1^{er} janvier 1928 continueront à toucher une indemnité de direction mais ce à titre personnel et aussi longtemps qu'aucun changement n'interviendra dans le personnel de leur école. Cette indemnité sera de 3,600 francs. Elle sera réduite de moitié lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un local scolaire fourni par la commune qui utilise ses services.

gangsmaatregel, gehandhaafd ten bate van de agenten die ze thans genieten wegens het uitoefenen van hun ambt in de Brusselsche agglomeratie, en zij wordt, ten zelfden titel, verleend aan de agenten die hun ambt uitoefenen in de agglomeraties van Antwerpen, Luik of Charleroi.

ART. 19.

Den tekst van het ontwerp vervangen door den volgende tekst :

Indien het lokaal, bedoeld bij artikel 9 der wet van 15 Juni 1881, geene woning voor den bestuurder van de instelling omvat en de gemeente geene woonstgelegenheid ter beschikking stelt van den belanghebbende, wordt de vergoeding in geld vastgesteld bij Koninklijk besluit binnen de grenzen van 20 t. h. van het bedrag der laagste organieke wedde en der 3/4 van het verschil tussen deze laagste wedde en de hoogste reglementaire wedde.

Een hoofdstuk XI toevoegen, luidende :

Overgangsbepalingen.

ART. 20.

De hoofden van een school van 5 tot 6 klassen, die, vóór 1 Januari 1928, regelmatig ontlast zijn van het houden eener klasse, zullen voortgaan een bestuursvergoeding te ontvangen doch alleen ten persoonlijken titel en zolang er in hun school geen persoonverwisseling plaats heeft. Deze vergoeding zal 3,600 frank bedragen. Zij zal tot op de helft worden verminderd, wanneer de verkrijger het genot heeft van een schoollokaal dat geleverd wordt door de gemeente die zijn diensten benuttigt.

ART. 21.

Les membres du personnel enseignant qui jouissent déjà de l'indemnité attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches continueront à la toucher. Cette indemnité sera majorée de 25 %.

ART. 21.

De leden van het onderwijzend personeel die reeds de vergoeding ontvangen uit hoofde van het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderwijs van sommige vakken, zullen voortgaan de-zelve te ontvangen. Deze vergoeding zal met 25 t. h. worden verhoogd.

NOTA VAN DE MINDERHEID

MIJNE HEEREN,

De samenstelling van de Middenafdeeling, de tussenkomst van den Minister van Financiën alsmede de besprekingen en onderhandelingen welke plaats vonden, hebben er ons toegebracht deze nota op te maken

Dat de minderheid hare meening kunne uitspreken, schijnt ons des te meer noodzakelijk, daar de Socialistische parlementaire groep ons gelast heeft verschillende amendementen in te dienen.

Alvorens deze amendementen uiteen te zetten en te verantwoorden, zullen wij enkele beschouwingen van algemeenen aard doen gelden.

Het ontwerp der Regeering is eigenlijk geene perequatie, immers dit zou beteekenen, dat de bezoldiging van vóór den oorlog in overeenstemming moet worden gebracht met de tegenwoordige levensduurte. Nu, het ontwerp wijzigt de grondslagen van 1914 en voor sommige categorieën heeft de meerderheid der Middenafdeeling de voordeelen door de Regeering verleend, nog verhoogd.

Als voorbeeld zullen wij slechts wijzen op de amendementen, door onze achtbare collega's der meerderheid aangenomen ten voordeele van de leden der lagere geestelijkheid, wier wedde bij het ontwerp voorzien, met 2,500 en 1,500 frank wordt verhoogd (art. 7), en ten voordeele van de magistraten en griffiers wier periodieke verhoogingen op het totaal komen van 9,000 tot 13,000 frank (art. 3).

De voorstellen welke wij de eer hadden aan de middenafdeeling voor te leggen, doelden vooral op den toestand der onderwijzers.

Onze groep heeft zich vooral om deze laatsten bekommerd, omdat het onderwijzend personeel nooit op eene billijke wijze werd bezoldigd in verband met de diensten welke het aan het volksonderwijs en de volksopvoeding bewijst.

Wil men een stond op onze schoolwetten terugblikken, dan kan men de gegrondheid van deze bewering vaststellen.

Volgens de wet van 15 September 1895, bedroeg de minimum-wedde van een gemeenteonderwijzer 1,000 tot 1,400 frank volgens de aanzienlijkheid van de bevolking der gemeente.

Zeventien jaar daarna, waren die wedden nog dezelfde, ofschoon de levensduurte nochtans fel verhoogd was.

De toenmalige Katholieke Regeering dacht er toen aan, pas vóór de wetgevende verkiezingen, om den toestand der onderwijzers te verbeteren.

Ter vergadering van 18 Mei 1912, bij de behandeling van de Begrooting van onderwijs, deed zij een crediet van 4 miljoen goedkeuren ten bate van het onderwijzend personeel.

Was het om de ontevredenheid bij de onderwijzers tot bedaring te brengen, dat de betaalbevelen dadelijk werden opgemaakt zoodat, den Zaterdag vóór de

verkiezing, al de onderwijzers eene bijzondere vergoeding hadden getrokken, van 100 tot 400 frank volgens hun getal jaren dienst?

Deze bijzondere vergoeding, « de vergoeding der 4 miljoen » genaamd, werd afgeschaft, toen de wet van 19 Mei 1914 eenigszins de wedde der onderwijzers kwam verhoogen.

Tot in 1919, werden de wedden der leden van het onderwijzend personeel uitgekeerd door de gemeenten; de wet van 14 Augustus van hetzelfde jaar bracht daar verandering in. Iedereen herinnert zich nog den ellendigen toestand waarin sommige onderwijzers verkeerden, die hun hongerloon slechts met aanzienlijke vertraging trokken.

Daarom ook brengen wij hulde aan de leden der Wetgeving van 1919, die de wedden der onderwijzers rechtstreeks door den Staat deden uitkeeren.

*
*
*

Mijne Heeren, gelieve ons te verontschuldigen hier eene parenthesis te openen en aan te dringen op een vraagstuk dat reeds in 1926, in een verslag over de perequatie der pensioenen, werd aangeraakt.

Ofschoon dus de wedde van de leden van het onderwijzend personeel rechtstreeks door 's Lands Schatkist wordt uitgekeerd, mogen wij toch niet uit het oog verliezen :

1° Dat de sommen op deze wijze uitgekeerd, feitelijk de toelagen zijn, welke de Staat verleent aan de gemeenten en aan de besturen der aanneembare scholen tot steun van hunne lagere en bewaarscholen (art. 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs);

2° Dat de gemeenteraad de wedden der onderwijzers vaststelt zonder beneden het wettelijk barema te mogen komen;

3° Dat het insgelijks de gemeenteraad is, die de benoemingen doet en tuchtstraffen oplegt, wel te verstaan binnen de perken door de reglementsbepalingen voorzien. Kortom, en dit schijnt paradoxaal, de Staat keert de *wedden* der onderwijzers uit, doch betaalt ze niet; hij vereffent ze in de plaats der gemeenten en der besturen.

*
*
*

Dit gezegd zijnde, zullen wij er aan herinneren dat, tot einde 1926, de maandelijksche wettelijke wedde bij *gezamenlijken* postcheck aan de schoolhoofden werd gestuurd. Deze regeling gaf aanleiding tot klaarblijkende misbruiken.

Sommige besturen van aanneembare scholen overhandigden aan hunne onderwijzers niet de algeheelheid der bezoldiging. En onder deze slachtoffers waren huisvaders die in de behoeften van hun bestaan niet konden voorzien.

Dit bracht den gewezen Minister van Kunsten en Wetenschappen, C. Huysmans, er toe, eene nieuwe regeling in te voeren, namelijk de betaling bij *persoonlijken* postcheck, regeling die sedert maanden tot ieders bevrediging werkt.

Om dit initiatief, brengen wij onze hartelijke gelukwensen aan onzen vriend Huysmans.

Wij zullen over de wetten van 1920, 1926, 1927 heenstappen; zij hebben de grondslagen der bezoldiging gewijzigd en ook wat verbetering aangebracht, zooals het veranderlijk gedcelte, de vergoeding genaamd voor duur brood,

20 t. h. verhooging op het vast gedeelte; aldus komen wij tot het thans voorgelegde ontwerp.

Wij beweren dat de ons door de Regeering voorgelegde voorstellen ongenoegzaam zijn voor het onderwijzend personeel en wij zullen dit bij de uiteenzetting van onze amendementen bewijzen.

Wij stellen vast dat het ontwerp der Regeering streeft naar de wedde-gelijkheid voor al de onderwijzers, terwijl de voorgaande wetten eene verschillende wedde toekenden volgens de aanzienlijkheid van de bevolking der gemeenten.

Wij zijn het eens dat het harde en moeilijke werk van den plattelandschen onderwijzer, die in zijne klas soms het onderwijs in al de graden moet geven, op billijke wijze moet bezoldigd worden.

Doch met het oog op het duur leven in de groote centra, drukten wij den wensch uit dat de besturen der aanzienlijke gemeenten een bijslag zouden geven aan hunne onderwijzers. Tot nog toe hebben slechts 179 gemeenten dezen maatregel aangenomen. Dit getal zou ongetwijfeld veel grooter zijn, indien vele gemeentebestuurders niet in den waan verkeerden dat de wedde van den onderwijzer ten laste komt van den Staat.

Laten wij, ten slotte, de aandacht vestigen op de verklaringen van den Minister van Financiën die tijdens eene vergadering van de middenafdeeling zegde : dat het hier niet ging over een perequatie-ontwerp, maar wel over de verdeeling van een beperkt crediet van 225 millioen frank, dat ter beschikking van de Regeering is gesteld.

Waarschijnlijk zijn deze cijfers slecht opgemaakt, vermits, volgens Minister Houtart zelf, de toepassing van het behandelde wetsontwerp 300 millioen frank eischen zou.

Dienvolgens zijn wij van gevoelen, dat er nog eene poging moet worden gedaan, dat het wenschelijk is definitief werk te doen in zake stabilisatie der wedden en aan de onderwijzers eene bezoldiging toe te kennen, die in verhouding staat tot de belangrijkheid van hunne kiesche taak.

Met dit doel, heeft de Socialistische parlementaire groep ons gelast, de navolgende amendementen voor te leggen, welke wij bondig zullen ontleden.

ARTIKEL 10 VAN HET WETSONTWERP

- 1^o Wij stellen, op het index 700, voor de onderwijzers een minimum voor van 14,000 frank in plaats van 13,000.**

Onder het stelsel der wet van 1914, begon de gehuwde onderwijzer in eene gemeente van meer dan 100,000 inwoners, met eene wedde van 1,200 frank, plus 800 frank verblijfsvergoeding, in 't geheel dus 2,000 frank.

Met het minimum van 13.000 frank, in het wetsontwerp voorzien, krijgt hij 6,5 maal zijn vóóroorlogsche wedde.

Redelijkerwijze en billijkheidshalve, moet dit minimum zijn :

$$2,000 \times 7 = 14,000 \text{ frank met het index 700.}$$

Dit was overigens het stelsel dat toepasselijk werd gemaakt door de wet van 6 Maart 1925. De onderwijzer in kwestie trok (vast gedeelte) 5,000 + 1,000 fr. verblijfsvergoeding = 6,000 frank, hetzij drie maal zijn wedde van 1914, met het index 300.

Stellen wij daarnaast den voordeeligen toestand waarin, door de meerderheid der middenafdeeling, de kerkbedienaars, kapelaans en onderpastoors worden geplaatst.

De kerkbedenaar van de hoogere klasse trok, bij toepassing van de wet van 24 April 1900, eene wedde van 1,400 frank. Hij krijgt nu 12,000 frank, hetzij 8,5 maal zijn vóóroorlogsche wedde.

Evenzoo trekken kapelaans en onderpastoors van de hoogere klasse, wier wedde 1,000 frank bedroeg, nu 10,000 frank, hetzij 10 maal de wedde van 1914.

En de onderwijzer, waarvan sprake, ziet zijn wedde slechts vermenigvuldigd met 6,5.

Wij hopen dat het Parlement niet zal dulden dat het onderwijzend personeel minder goed zal behandeld worden dan de leden der geestelijkheid.

2° Toekenning van eene veranderlijke vergoeding gelijk aan 5 t. h. van de wedde per schijf van 35 punten boven het index 700.

Deze maatregel beoogt de koopkracht van de wedde te behouden, naar gelang het gemiddeld index van het land aangroeit.

In 1924, waren de verdiensten van de onderwijzers ontegenzeggelijk te klein om hun toe te laten hun rang van opvoeder op te houden, zich behoorlijk te kleeden, de opvoedkundige werken te koopen die voor hun intellectueele en professioneele vorming noodig zijn.

Welnu, het ontwerp van de Regeering stabiliseert de wedden op het index 700, terwijl het gemiddeld index voor het land 811 punten is en dit van de Brusselsche agglomeratie 858.

Vergelijken wij den door de Regeering aangenomen vermenigvuldiger 7, met de werkelijke prijsstijging van sommige producten van eerste noodwendigheid (cijfers getrokken uit het *Arbeidsblad* van Januari 1927, Brussel) :

Brood	8,5	maal den prijs van 1914.
Aardappelen	11	id.
Koffie	9,8	id.
Cichorei	11,8	id.
Melk	10	id.
Eieren	14	id.
Boter	12	id.
Vleesch en spek (gemiddeld).	9	id.
Zeep	8	id.
Kostuum	10	id.
Hoed, pet	11	id.
Hemden	10	id.
Kolen	9	id.

Uit die gegevens blijkt, dat die producten gemiddeld tienmaal meer kosten dan vóór den oorlog, terwijl de gehuwde onderwijzer in een groot centrum alles samen 6,5 maal zijn wedde van 1914 trekt.

3° Gezinstoelage.

Het ontwerp bepaalt dat de gezinstoelagen verleend worden aan de onderwijzers, van af 1 Januari en van af 1 Juli volgend op den datum van de geboorte.

Deze manier van handelen is niet logisch. Inderdaad, veronderstellen wij dat een kind geboren wordt op 5 Januari; de onderwijzer zal de gezinstoelage slechts trekken van af 1 Juli.

Hij zal dus zes maanden moeten wachten. Het is echter bij den aanvang der loopbaan, wanneer de kinderen jong zijn, dat de familielasten het zwaarst zijn.

Waarom trouwens anders handelen voor de onderwijzers dan voor de bedienden en ambtenaren van den Staat. Deze agenten ontvangen inderdaad de gezinstoelage van af de eerste maand volgende op de geboorte van het kind. (Koninklijk besluit van 1 December 1924.)

4° Periodieke verhoogen en verhoogen bij het einde der loopbaan.

Het schijnt logisch, en al de beroepsorganisaties zijn het dienaangaande eens, om te verklaren dat de onderwijzers moeten gelijkgesteld worden met de klerken-opstellers die naar het ambtenaarschap dingen.

Beantwoordt het wetsontwerp, ten opzichte van de periodieke verhoogen, aan dit verlangen?

Geenzins!

De klerk-opsteller krijgt zijn maximum na twee-en-twintig jaren dienst en de onderwijzer eerst na acht-en-twintig jaren. Tijdens eene loopbaan van dertig jaren, ontvangt de eerste 674,000 frank, de tweede 622,500 frank; zelfs de klerk-opsteller die niet mededingt voor het ambtenaarschap ontvangt gedurende dit tijdsverloop ongeveer 45,000 frank meer dan de onderwijzer.

Ziehier een argument dat spreekt ten voordeele van de volkomen gelijkstelling van de onderwijzers met de klerken-opstellers.

De orde-klerk die, na de examens afgelegd te hebben, het ambt kan bekomen van klerkopsteller die mededingt voor het ambtenaarschap, treedt in dienst op den leeftijd van 17 jaar; de onderwijzer treedt gemiddeld eerst in dienst op den leeftijd van 21 jaar.

De orde-klerk ontvangt, tijdens de eerste vier dienstjaren, de som van 45,600 frank, terwijl de leerling-onderwijzer jaarlijks, zonder overdrijving, 2,000 frank voor uitgaven, in verband met zijn studie, aan zijn ouders kost.

Hierdoor wordt de onderwijzer in de onmogelijkheid gesteld eene som van 52,000 frank, ongeveer, te verdienen.

Tijdens zijne loopbaan, is het hem niet mogelijk dit bedrag in te halen. En dan kan het nog gebeuren dat de klerk in het hooger kader van het Bestuur opgenomen wordt en eene wedde van 50,000 frank en meer ontvangt.

Wij stellen voor aan de onderwijzers die niet geroepen worden om eene school te besturen, eene vergoeding bij het einde hunner loopbaan toe te staan.

Ziehier de redenen :

Veronderstellen wij dat twee onderwijzers denzelfden dag benoemd worden in eene school die drie klassen omvat.

Na vijf jaren dienst, wordt de eene bevorderd tot den graad van schoolhoofd. Uit dien hoofde ontvangt hij eene vergoeding van 2,400 frank per jaar. Na eene

loopbaan van 35 jaren, zal hij dertigmalen 2,400 frank per jaar ontvangen hebben d. i. 72,000 frank meer dan zijn collega die eenvoudige onderwijzer gebleven is.

Dit bedrag zou, in dezelfde omstandigheden, 108,000 frank belopen voor het hoofd eener school die vier tot zes klassen omvat en 144,000 frank voor het hoofd eener school met zeven klassen en meer.

Dit verschil is te aanzienlijk. Derhalve stellen wij voor, aan al de onderwijzers die, bij het zes en twintigste dienstjaar, niet tot schoolhoofd bevorderd werden, eene vergoeding, buiten het barema, van 1,200 frank toe te staan, d. i. de helft van de directie-vergoeding toegekend aan het hoofd eener school met een en tot drie klassen.

Wij vinden dat dit voordeel zeer matig is, als men rekening houdt met het feit dat de onderwijzers der voorbereidende afdeelingen der Rijksmiddelhare scholen, alsmede de onderwijzers der weldadigheidsscholen, gedurende hun geheele loopbaan, 2,000 frank meer per jaar ontvangen dan hunne collega's der lagere scholen, hetgeen, in den loop van vijf en dertig dienstjaren, eene bijverdienste van 70,000 frank oplevert.

Om dit verschil te rechtvaardigen, voert men aan dat bovengenoemde onderwijzers nooit het bestuur eener school kunnen bekomen.

Doch, hoeveel leden van het onderwijzend personeel vindt men in de gemeenten van eenig belang, die thans het ambt van schoolhoofd uitoefenen? Betrekkelijk weinig.

Navolgende statistiek is in dit opzicht zeer beteekenisvol :

Er bestaan in het land ongeveer 8,600 lagere scholen, bediend door 30,000 onderwijzers (cijfers van 1925).

Naar de ons door het Departement van Kunsten en Wetenschappen verschaftte inlichtingen, zijn er thans :

8,611 lagere scholen met 1 klas en 1,736 lagere scholen met 2 klassen, tellende te zamen 6,083 leden van het onderwijzend personeel, waarvan 4,347 schoolhoofden.

Voor de 4,000 scholen met meer dan twee klassen, blijven daarentegen ongeveer 24,000 onderwijzers, waarvan 4,000 schoolhoofden.

5° Berekening van de dienstjaren.

ARTIKEL 31b.

1° Voor den onderwijzer den tijd doen medetellen gedurende welken hij zijn militairen dienst heeft gedaan.

Om het gegronde van dit amendement te doen inzien, volstaat het eene eenvoudige vergelijking te maken tusschen de *onderwijzeres* en den onderwijzer.

De eerste, als interimaire geplaatst, terwijl de andere zijn militairen dienst doet, krijgt tien tot twaalf maanden vóór in het barema, wanneer zij eene bevordering bekomt.

Voor den onderwijzer telt de militaire dienst niet, wanneer hij geene vaste benoeming heeft op het oogenblik zijner inlijving.

Waaruit voor hem een verlies voortvloeit, tot op het einde van zijne loopbaan, van ten minste 500 frank per jaar.

2° *Als dienstjaren doen medetellen den tijd gedurende welken de jongelingen, die in het onderwijs zijn getreden, hunne normale studiën niet hebben kunnen doen ten gevolge van oorlogsfeiten.*

De wet tot regeling van het lager onderwijs bepaalt welke diensten *aan het Vaderland bewezen* medetellen om de wedde van den onderwijzer vast te stellen.

Ons voorstel wil enkel de bestaande bepalingen aanvullen. Wij zijn overtuigd dat hier eenvoudig een verzuim in het spel is. Ware de aandacht van de wetgevers in 1919, 1920 en volgende jaren op dit punt gevestigd geweest, is het zeker dat onze zienswijze sedert lang zou aangenomen geweest zijn.

6° Eenvormige wedde voor de bewaarschoolonderwijzeressen.

Waar het wetsontwerp een verschillende jaarwedde toekent aan de bewaarschoolonderwijzeressen, naarvolgens ze een diploma of een eenvoudig getuigschrift van bekwaamheid bezitten, ofwel ontslagen zijn van alle diploma, wijzigt het een der beginselen van de organieke wet die de gelijkheid van de jaarwedden voor de bewaarschoolonderwijzeressen huldigt.

Waarom aan de eenen 80 t. h. en aan de anderen 75 t. h. geven van de jaarwedden der onderwijzers?

De Regeering handelt niet op dezelfde wijze voor de lagere onderwijskrachten. Inderdaad, maakt zij geen het minste onderscheid, aangezien de *van alle diploma ontslagen* onderwijzers, die in het vrij onderwijs fungeeren, dezelfde wedden ontvangen als de gediplomeerde gemeenteonderwijzers.

Indien men het beginsel aanneemt van een verschillende jaarwedde naargelang de belangrijkheid van het diploma en, dienvolgens van de gedane studiën, dan zou men aan den regent — die als lager onderwijzer fungeert — een hogere wedde moeten geven dan aan zijn collega die slechts een onderwijzersdiploma bezit.

Betreffende de vrijstelling van diploma's, moet ik doen opmerken dat wij, op 1 Maart 1928, bij den achtbaren heer Marck, verslaggever van de middenafdeeling, een aanvraag hebben ingediend om, vanwege den heer Minister van Kunsten en Wetenschappen, inlichtingen te bekomen omtrent het getal leden van het onderwijzend personeel die van het bezit van een diplom zijn vrijgesteld en in de lagere en de bewaarscholen fungeeren.

Tot nog toe, ontvingen wij dienaangaande geen documentatie. Wij betreuren het, dewijl wij daarin wellicht kostbare argumenten hadden kunnen vinden.

7° Behoud van de vergoedingen voor bijzondere getuigschriften.

Door het Regeeringsontwerp wordt artikel 34 van de organieke wet op het lager onderwijs ingetrokken, betreffende het toekennen van vergoedingen aan de onderwijzers die bijzondere getuigschriften bezitten.

Die vergoedingen bedragen 50 tot 300 frank. Wij zijn van meening dat ze dienen behouden te worden, ten minste voor die ze thans genieten.

Het is, inderdaad, noodig de onderwijzers aan te moedigen, welke — buiten hunne klas-uren — nog leergangen volgen om zich in hun vak te volmaken.

Deze vergoeding is, trouwens, slechts een lichte schadeloosstelling voor het geleverde werk en voor de uitgaven door de betrokkenen gedaan.

8° Afschaffing van den overgangsmaatregel waarbij de toekenning der nieuwe jaarwedden op 97 en 93 t. h. wordt beperkt.

Deze maatregel strekt er toe, het bedrag te verminderen van de reeds ongenoegzame jaarwedden, met het oog op de levensduurte. Onzes inziens, is hij niet gerechtvaardigd.

Wijzen wij, terloops, er op, dat de jaarwedden van de openbare ambtenaren reeds aanzienlijke afhoudingen onder gaan voor de weduwen- en weezenkassen, de betaling van de bedrijfsbelasting en de supertaxe.

9° Behoud van de verblijfsvergoeding aan de gehuwde agenten welke dezelve thans ontvangen.

Op dit oogenblik, is het gemiddeld index-cijfer voor het land 811. Men mag zeggen dat het, in de kleine gemeenten, niet 800 punten bereikt.

Het index bereikt 858 voor de Brusselsche agglomeratie ; er is dus een verschil van nagenoeg 60 punten.

Le levensduurte, te Brussel, is dus 13 t. h. hooger dan in de plattelands-gemeenten.

De Regeering erkent dat de jaarwedde van de Brusselsche onderwijzers aanzienlijker moet zijn dan die van hunne plattenlandsche collega's, aangezien zij een verblijfsvergoeding van 750 frank per jaar verleent aan de gehuwden die 17,000 frank of minder verdienen.

Van af het 11^e jaar, zal de onderwijzerswedde, te Brussel, dezelfde zijn als die van de dorpsonderwijzers.

Welnu, de lasten van den onderwijzer in een groot centrum zijn overweldigend : verhooging der huishuren, hooge kosten der levensmiddelen, meer uitgaven voor kleeding, enz.

Wij zijn van oordeel dat een eenvormige verblijfsvergoeding van 750 frank moet behouden worden, gedurende gansch zijn loopbaan, ten bate van den gehuwden onderwijzer, in de Brusselsche agglomeratie, en dat het betaamt dezelve, daarenboven, uit te breiden tot de onderwijzers uit de streken van Antwerpen, Luik en Charleroi.

*
* *

Ziedaar, Mijne Heeren, in vluchtige trekken, de wijzigingen welke wij de eer hebben voor te stellen en bij de middenafdeeling toe te lichten. Drie daarvan werden door onze achtbare Collega's aanvaard; wij danken hen daarvoor zeer hartelijk.

Wij hebben er echter aan gehouden, in haar geheel, de oplossing uiteen te zetten, welke de Socialistische groep voorstaat om een duurzaam perequatiwerk te doen.

Wij onderwerpen ze met vertrouwen aan de beoordeeling van onze achtbare medeleden der Kamer.

G. MELCKMANS.